



**SPREP
PROE**

SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEN DE L'ENVIRONNEMENT

RAPPORT ANNUEL

2023

Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Un environnement résilient dans le Pacifique qui préserve nos modes de subsistance et notre patrimoine naturel en harmonie avec nos cultures.

Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est la principale organisation régionale pour la protection et le développement durable de l'environnement des îles du Pacifique. Le PROE a été créé par les États Membres en 1992 pour soutenir la coopération et la coordination en matière d'environnement dans la région. L'accord portant création du PROE est entré en vigueur en 1993, faisant officiellement de l'organisation un organe autonome.

De son siège principal à Apia, Samoa, le PROE travaille en étroite collaboration avec ses 26 pays et territoires Membres – ainsi qu'avec ses partenaires, ses bailleurs et des collectivités locales – pour assurer la gestion de l'environnement et le développement durable de la région dans quatre domaines prioritaires :

- DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET GESTION DES ÉCOSYSTÈMES
- CHANGEMENTS CLIMATIQUES
- GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION
- SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES

REMERCIEMENTS

Dans le cadre de nos efforts visant à concrétiser notre vision d'un « environnement résilient dans le Pacifique, garant de nos moyens de subsistance et de notre patrimoine naturel en harmonie avec nos cultures », comme le souligne le présent rapport annuel 2023, le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est extrêmement reconnaissant envers ses Membres, ses partenaires de développement, ses bailleurs de fonds, sa famille du CORP et ses parties prenantes.

Sans votre partenariat et votre collaboration essentiels, durables et productifs, nous n'aurions pas été en mesure d'atteindre nos principaux résultats en 2023.

Nous souhaitons également remercier l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour leur contribution importante au financement de base et au financement des projets du PROE, en sus de la contribution annuelle de la République populaire de Chine.

Nous apprécions sincèrement votre contribution au soutien de notre travail en faveur d'un environnement résilient dans le Pacifique.

BIBLIOTHÈQUE DU PROE : CATALOGAGE DES DONNÉES DES PUBLICATIONS

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement. Rapport annuel du PROE : 2022. Apia, Samoa : PROE 2024

90 p. 29 cm

ISSN: 1562-675X I

I. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2023.

II. Titre.

363.7099

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2024.

La reproduction de cette publication à des fins pédagogiques et non commerciales est autorisée sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs, sous réserve que la source soit dûment citée. La reproduction de cette publication à des fins de revente ou à toute autre fin commerciale est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs.

Photo de couverture : Îles Ngella, Îles Salomon © Stuart Chape

Autres photos : sauf mention contraire, les photographies figurant dans la présente publication ont été prises par le personnel du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).



PO Box 240, Apia, Samoa
+685 21929
sprep@sprep.org
www.sprep.org

NOTRE VISION: *Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.*

MESSAGE DE LA PRÉSIDENCE	2
MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
SYNTHÈSE DE HAUT NIVEAU DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROE EN 2023	6
CÉLÉBRATION DES 30 ANS DEPUIS LA SIGNATURE DU TRAITÉ DU PROE	12
RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	16
ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES	30
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION	38
GOUVERNANCE ET SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALES	46
ÉVÉNEMENTS MARQUANTS	54
QUESTIONS TRANSVERSALES ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS	64
ÉTATS FINANCIERS ABRÉGÉS	54
PUBLICATIONS	80
PERSONNEL	84
ACRONYMES AND ABRÉVIATIONS	86
NOTRE RÉGION	87

Message de la présidence

Talofa! Au nom du Gouvernement et du peuple des Tuvalu, ce fut un honneur et un privilège de diriger notre *vaka* au cours des 12 derniers mois dans le cadre de notre Présidence de la 31^e Conférence des représentants du PROE.

Je salue les efforts déployés par le Royaume des Tonga au cours de sa Présidence de la troisième réunion du Conseil exécutif du PROE, en soulignant son travail acharné et son dévouement à accomplir la vision du PROE, qui est de construire « un environnement océanien résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures ».

Si j'insiste d'entrée de jeu sur la vision du PROE, c'est pour une bonne raison. Au cours de notre Présidence de la 31^e Conférence du PROE, nous avons célébré une étape très spéciale, avec le 30^e anniversaire de ce Programme. Trente ans, c'est une longue période, au cours de laquelle les épreuves et les difficultés accumulées auraient pu facilement faire dérailler toute organisation dépourvue de vision. Et pourtant, le PROE n'a fait que se renforcer depuis lors.

Ce qui n'était à ses humbles débuts, en 1991, qu'une petite structure comportant à peine trois administrateurs et quatre membres du personnel auxiliaire, tous basés au bureau de la Commission du Pacifique à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, est devenu aujourd'hui une organisation internationale grandissante et respectée, pour laquelle travaillent plus de 150 personnes, réparties dans cinq bureaux sous-régionaux. Oui, le PROE peut être fier de son parcours.

Les saintes écritures nous enseignent que sans une vision, le peuple périt. Et en effet, pour bâtir et maintenir une organisation internationale aussi performante que le PROE, il est prudent de nous rappeler sans cesse de notre vision. C'est cette vision qui détermine nos priorités et façonne notre activité pour réaliser tout ce à quoi nous aspirons.

Un environnement résilient dans le Pacifique, un mode de vie durable, notre patrimoine, nos cultures : tout cela est lié à notre peuple, à notre survie. Et en parlant de survie, vous conviendrez avec moi que nous vivons une époque on ne peut plus difficile et incertaine, exacerbée par les crises économiques, politiques et sociales. La nature imprévisible des guerres et des conflits dans différentes parties du monde est une réalité que nous ne pouvons ignorer.

Dans le Pacifique, nous faisons face à une grande menace. Nos populations et nos collectivités se trouvent en première ligne, à la merci des répercussions de la triple crise planétaire que sont les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution. Aux Tuvalu, nous vivons au quotidien les conséquences de ces crises. Nous souffrons de la perte de notre précieuse biodiversité ; nos poissons et notre vie marine sont étouffés par la pollution plastique. En tant que petit atoll de faible altitude situé au milieu du vaste océan Pacifique, nous sommes confrontés à des périls extraordinaires découlant des changements climatiques, en particulier à l'élévation du niveau de la mer. D'ici 2050, on estime que la moitié de la superficie de notre capitale, Funafuti, sera inondée par les marées. D'ici 2100, les mêmes estimations indiquent que 95 % de nos terres seront régulièrement inondées par les grandes marées.

Nous observons déjà cette réalité. Nos collectivités voient leurs terres grignotées par l'érosion côtière et l'élévation du niveau de la mer. Certaines de nos îles disparaissent inexorablement. Nos champs de taro meurent, tout comme les autres cultures dont nous dépendons pour notre subsistance quotidienne, parce que l'eau de mer s'infiltre dans nos sols. Nos pêches subissent les effets de la salinité et du réchauffement de la mer.

Les changements climatiques font peser des risques extrêmes sur notre accès à l'eau potable, notre sécurité alimentaire, notre approvisionnement en énergie et tous les aspects de notre vie quotidienne. Et n'oublions pas la menace qui pèse sur notre culture, nos traditions et notre langue. Ces trésors étant étroitement liés au sol, lorsque nous perdons une partie de nos terres, nous perdons aussi une partie de notre culture. Il est impossible d'attribuer une valeur économique à ces pertes.

L'ironie est que les problèmes socioéconomiques et environnementaux auxquels nous sommes confrontés dans le cadre de la triple crise planétaire, bien que se faisant sentir dans le monde entier, ne sont pas de notre fait (c'est particulièrement vrai en ce qui concerne les changements climatiques). C'est pourquoi les Tuvalu continueront de donner de la voix sur la scène mondiale pour appeler à la prise de mesures urgentes et ambitieuses destinées à résoudre ces menaces environnementales.

Cependant, nous ne nous contenterons pas de nous faire entendre sur la scène mondiale. Les Tuvalu s'appliquent également à étudier des solutions locales. L'une de ces initiatives est le Fonds tuvaluan de survie face aux changements climatiques et aux catastrophes, créé pour fournir des services vitaux immédiats afin de lutter contre les effets dévastateurs des changements climatiques et des catastrophes naturelles, et de permettre aux Tuvalu de se défendre contre ces désastres de manière coordonnée, efficace et opportune.

Rappelons-nous encore une fois que les changements climatiques demeurent la plus grande menace existentielle à laquelle est confronté notre Pacifique bleu. Les Tuvalu ont également ajouté leur voix à la Déclaration des dirigeants du Pacifique qui annonce que le Pacifique fait face à une urgence climatique qui menace le mode de vie, la sécurité et le bien-être de nos populations et de nos écosystèmes. C'est pourquoi l'action du PROE est si importante, avec l'aide offerte par ses partenaires de développement et ses bailleurs. Nous devons agir. Agir dès maintenant.

J'aimerais également saluer nos 26 États et territoires Membres, ainsi que les collectivités locales qui nous soutiennent. Nous sommes reconnaissants à nos partenaires et bailleurs régionaux et mondiaux pour leurs contributions à la protection et à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles du Pacifique.

Je tiens à remercier pour leur travail M. Sefanaia Nawadra, Directeur général du PROE, ainsi que l'ensemble des membres du personnel du PROE. En 30 ans, le PROE a fait des progrès considérables dans la promotion de la gestion durable de l'environnement dans le Pacifique. Par son action, il encourage la conclusion de partenariats utiles et la coopération entre les pays Membres. Depuis 30 ans, il œuvre sans relâche pour permettre à la voix des nations insulaires du Pacifique de se faire entendre partout dans le monde.

Au vu de l'ampleur considérable des menaces environnementales qui pèse sur nous aujourd'hui, jamais le travail du PROE n'a été aussi important pour « un environnement océanien résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures ».

Fakafetai lasi ! Au nom de la Présidence et des peuples de la région du Pacifique bleu.

Pasuna Tuaga

Président de la 31^e Conférence des représentants du PROE, secrétaire par intérim du Ministère tuvaluan des affaires étrangères, du travail et du commerce



Message du Directeur général

L'année 2023 a été une riche en événements, avec notre équipe constamment sur le terrain pour mettre en œuvre des projets dans tout notre Pacifique bleu et au-delà, en collaboration avec nos Membres et nos partenaires. La célébration du 30^e anniversaire de la signature du Traité du PROE a été un moment décisif pour notre région. Je ne citerai que quelques-uns des points forts de l'année 2023.

Notre 31^e Conférence du PROE et notre talanoa ministériel de haut niveau, suivis de notre premier Dialogue avec les partenaires, ont été un succès retentissant. Nous avons pris des décisions importantes concernant les points suivants :

- Cadre directeur pour la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique (2^e édition)
- Mise en œuvre du Programme régional océanien sur les espèces marines 2022-2026 et du Plan d'action pour les récifs coralliens 2021-2030.
- Reconstitution de la Table ronde sur les changements climatiques dans le Pacifique en 2024, création d'un groupe de travail sur les savoirs traditionnels.
- Adoption des directives techniques élaborées par les Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm (BRS) sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux.
- Rapport du Groupe de travail et hiérarchisation des recommandations issues de l'évaluation indépendante du PROE et de l'examen à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 menés en 2021.
- Etablissement du budget-plan biennal de 40 679 684 USD pour 2024 budget-plan provisoire de 30 082 893 USD pour 2025.

Renforcement par la Nouvelle-Zélande de la résilience environnementale du Pacifique par l'allocation de 20,6 millions de dollars néo-zélandais au Service régional d'aide à la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) pour subvenir à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la résilience des îles.

Approbation de la structure de gouvernance et du mécanisme de financement du programme de Préparation climatique (doté de 167 millions USD destinés à renforcer nos dispositions et nos capacités institutionnelles) lors de la troisième Réunion des ministres de la météorologie du Pacifique et des rencontres associées. Cette structure a ensuite été approuvée par les dirigeants du Pacifique et incluse dans les Partenariats du Pacifique pour la prospérité lors de la 52^e Réunion des dirigeants du Forum des îles du Pacifique, qui s'est tenue aux îles Cook. Nous saluons l'investissement de 30 millions de dollars australiens annoncé par l'Australie en 2023, ainsi que l'aide à hauteur de 20 millions de dollars néo-zélandais du gouvernement néo-zélandais annoncée au début de l'année 2024.

L'année 2023 a constitué une autre année charnière pour l'amplification de notre Plan de voyage du Pacifique lors des réunions consacrées aux accords multilatéraux internationaux sur l'environnement. La voix du Pacifique s'est fait entendre à Paris et à Nairobi lors des deuxième et troisième sessions du Comité de négociation intergouvernemental consacré à l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur la pollution plastique, avec l'ambition d'achever les négociations d'ici à la fin de l'année 2024. Ce domaine de travail a été amplifié par la promotion de la Coalition de la haute ambition destinée à mettre fin à la pollution plastique par le biais des Partenariats du Pacifique pour la prospérité, approuvés par nos dirigeants en novembre 2023.

Lors de la vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28), qui s'est tenue à Dubaï, le PROE a dirigé l'une de ses délégations les plus fortes à ce jour dans le cadre du mécanisme One CORP, pour accompagner les plus de 1 000 délégués du Pacifique. Notre équipe très soudée a réalisé un travail formidable en fournissant des conseils techniques et une assistance aux délégations du Pacifique dans le cadre des négociations ainsi qu'au Bureau de la délégation du Pacifique, et a aménagé le pavillon Moana Blue Pacific, une véritable plateforme destinée à présenter les questions relatives au Pacifique, avec l'appui de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

La perte de biodiversité sur les îles continue d'être la plus importante au monde. Nous avons aidé nos Membres à se préparer pour la 15^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et l'adoption du Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) en 2022. Nous étions fiers d'y encadrer notre délégation océanienne, la plus importante jamais organisée, avec notre équipe One-CORP. Depuis l'adoption du Cadre mondial pour la biodiversité, nous avons participé et souscrit à des initiatives mondiales concernant notre Pacifique afin d'intensifier l'appui que nous prodiguons aux Membres dans la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité.

Tout le travail que nous accomplissons dans le cadre de nos priorités stratégiques fait intervenir des membres de nos équipes interne : Communication et sensibilisation, Finances et administration, Ressources humaines, Informatique, Contrôle interne, Gestion des connaissances, Service juridique, Unité de coordination des projets, Planification stratégique, Appui exécutif, ainsi que nos bureaux sous-régionaux. C'est grâce à ce travail d'équipe que nos efforts se concrétisent sur le terrain mais également dans les instances régionales et internationales de manière stratégique, planifiée et coordonnée, et font l'objet de comptes rendus, le tout de manière transparente et responsable.

Je tiens à remercier nos précieux Membres, nos partenaires de développement, nos bailleurs, notre famille du CORP, nos parties prenantes, le Gouvernement australien et le Gouvernement néo-zélandais pour leurs contributions significatives au financement de base et au financement du programme du PROE, en sus de la contribution annuelle de la République populaire de Chine. Je remercie également l'Union européenne et le Japon pour leur aide à long terme et l'intensification de leurs contributions. Je tiens également à remercier l'ensemble de nos collaborateurs pour leur travail inlassable.

Nous vivons une époque très difficile, exacerbée par les effets de la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution. Le PROE a été créé il y a trente ans, dans des circonstances extrêmement difficiles. Dès sa fondation, il s'est engagé à œuvrer avec tous ses Membres pour surmonter ces épreuves. Les problèmes environnementaux auxquels nous sommes confrontés sont vastes et croissants. Mais notre mission, notre engagement et notre dévouement envers les peuples du Pacifique restent inchangés. Aujourd'hui, nous renouvelons une fois de plus notre promesse de travailler avec nos Membres et pour eux.

Sa vinaka saka !

Sefanaia Nawadra
Directeur général du PROE



Résumé global des principaux résultats du PROE 2022-2023

Le PROE a surmonté de nombreux obstacles au cours des trente dernières années. En tant qu'organisation, il a pris de l'ampleur et de la stature par ses efforts continus pour construire un environnement résilient dans le Pacifique, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Au fil des ans, la mise en œuvre des politiques environnementales par le biais du travail du PROE avec ses Membres, ses bailleurs et ses partenaires a permis d'obtenir des résultats considérables pour les peuples du Pacifique.

Ce travail se poursuit et est au cœur de notre Plan stratégique 2017-2026, qui oriente et détermine notre avenir. La mise en œuvre de notre Plan stratégique 2017-2026 est évaluée par le biais du plan de mise en œuvre des performances (PIP), qui permet une planification globale et des rapports adressés aux Membres sur les résultats et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs stratégiques.

Ce résumé global est le rapport final du PIP 2022-2023 (PIP3) sur nos performances globales par rapport aux objectifs du Plan stratégique 2017-2026 du PROE. Le rapport sur le PIP3 est le premier rapport PIP aligné sur les cibles stratégiques du Cadre de résultats actualisé (CR 2017-2026). En raison de l'impact de la COVID-19 sur les performances et l'exécution du programme, le Cadre de résultats du PROE 2017-2026 a été ajusté en 2021 pour l'ensemble des objectifs régionaux et organisationnels du Plan stratégique. Cela a entraîné des modifications des indicateurs de sous-résultats et des objectifs lorsqu'ils ont été jugés atteignables, pertinents et mesurables dans le cadre du calendrier du Plan stratégique. Un total de 123 indicateurs de résultats à suivre ont été déterminés pour l'établissement de rapports jusqu'en 2026.

Les résultats globaux du PIP3 par rapport aux 123 indicateurs de résultats, comprenant 69 indicateurs pour les objectifs régionaux et 54 indicateurs pour les objectifs organisationnels, montrent que 84 des 123 objectifs du PIP3 2022-2023 ont été atteints.

La figure 1 montre la performance globale du PIP1 (2018-2019) au PIP3 (2022-2023).

Les changements observés dans les résultats atteints par le PIP3 ont été associés à la modification des approches, dont l'amélioration des systèmes et des procédés. Les facteurs comprenaient, notamment la modification de plusieurs indicateurs et objectifs, ainsi que des retards dans la mise en œuvre des activités. Il est important de noter que la mise en œuvre du PIP2 a été entièrement affectée par la COVID-19.

Pour le rapport du PIP3 2022-2023 sur les réalisations en matière de résultats stratégiques pour les quatre objectifs régionaux, un total de 69 indicateurs de résultats est utilisé comme référence pour évaluer la performance de chacun des quatre objectifs régionaux. Bien que la réalisation de 47 des 69 indicateurs de résultats soit un bon résultat, il convient de noter certaines des raisons pour lesquelles les résultats n'ont pas été atteints à 100 %, telles que les retards dans le développement et l'exécution des activités du projet en raison de plusieurs difficultés. Par exemple, le retard dans les activités visant à mettre pleinement en œuvre la gestion côtière intégrée à l'échelle du bassin versant sur les sites des Fidji et de Vanuatu par le biais de l'initiative de gestion intégrée des écosystèmes et de la pêche accidentelle financée par le FED-11 dans le cadre du Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin (PEUMP). Si la plupart des activités, telles que la formation, l'étude rapide de la biodiversité, l'évaluation des besoins en capacités, et les programmes de gestion du littoral, ont été menés à bien, la politique de gestion des écosystèmes marins et côtiers n'a pas encore été mise en œuvre. Un cabinet de conseil a commencé à travailler avec les collectivités et les acteurs concernés pour entreprendre des évaluations de la biodiversité et des évaluations socio-économiques, y compris l'élaboration d'un plan d'action pour la gestion intégrée des écosystèmes marins et côtiers pour le bassin versant du lagon de Beqa-Navua.

Pour le rapport sur le PIP3 2022-2023 de cette année sur les réalisations des résultats stratégiques dans le cadre des objectifs organisationnels, 34 des 54 indicateurs de résultats ont été atteints. Certains d'entre eux sont encore en cours, tandis que d'autres dépendent de contraintes financières pour la mise en œuvre complète et la réalisation des objectifs.

Le PROE continue d'amplifier son voyage dans le Pacifique à travers les réunions des accords multilatéraux sur l'environnement. Lors de la vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Dubaï, le PROE a soutenu plus d'un millier de délégués du Pacifique par le biais de conseils politiques et d'un soutien technique aux délégations du Pacifique lors des négociations, ainsi qu'en amplifiant les voix du Pacifique par l'intermédiaire du pavillon Moana Blue Pacific.

Les progrès du Programme pour la préparation climatique du Pacifique (« Weather Ready Pacific ») changent la donne dans la manière dont nous aidons les collectivités du Pacifique à faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes. Après l'approbation par les dirigeants du Forum du Pacifique du Programme décennal d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique en 2021, le Conseil météorologique du Pacifique, lors de sa sixième réunion et de ses réunions hors session, a approuvé les dispositions de gouvernance et de mise en œuvre du Programme pour la préparation climatique du Pacifique, y compris la création de l'unité WRP sous l'égide du Bureau météorologique du Pacifique. À la fin de l'année 2023, l'Australie s'était engagée à verser 30 millions de dollars australiens et d'autres donateurs ont manifesté leur intérêt pour investir.

Le PROE a apporté son soutien au renforcement des capacités et des systèmes nationaux pour accéder au financement climatique par le biais du programme de préparation et de soutien du Fonds vert pour le climat (FVC). Quatre pays, à savoir les Îles Salomon, Nauru, Nioué et la République des Îles Marshall, ont accédé au deuxième cycle de financement de la préparation au FVC pour renforcer les capacités des autorités nationales désignées du FVC.

Le PROE a aidé ses Membres à réduire l'impact des espèces envahissantes. Cent-cinq îles du Pacifique sont désormais exemptes de rats, et 28 opérations de dératisation supplémentaires ont été menées en Polynésie française, dans la République des Îles Marshall, aux Tonga, aux Tuvalu et à Wallis-et-Futuna.

Le PROE a également apporté un soutien important à la participation des Membres des îles du Pacifique lors de la quinzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui a débouché sur l'historique Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) de Kunming-Montréal. Depuis l'adoption de ce cadre, le PROE a participé et souscrit à des initiatives mondiales pertinentes pour le Pacifique afin de renforcer son soutien aux Membres pour la mise en œuvre du CMB.

Au Samoa, le PROE a travaillé en partenariat avec l'Institut australien des sciences marines et le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement pour mener à bien le projet de surveillance du Pacifique ReefCloud. Ce projet pilote a permis de renforcer la collaboration entre les parties prenantes, d'améliorer le partage des données et des informations sur l'état des récifs coralliens et les menaces qui pèsent sur eux dans différentes zones géographiques, et d'améliorer les stratégies de gestion des ressources en s'appuyant sur les connaissances scientifiques et traditionnelles. Le ReefCloud est un outil numérique qui utilise l'intelligence artificielle pour faire progresser l'analyse afin d'éclairer les décisions en matière de gestion des récifs.

Dans le cadre de notre travail sur la gestion des déchets et de la pollution, un soutien a été apporté aux petits États insulaires en développement du Pacifique dans le cadre des travaux du Comité de négociation intergouvernemental (CNI) visant à élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin. L'Australie, par l'intermédiaire de son Ministère des affaires étrangères et du commerce, a fourni plus de 2,4 millions de dollars australiens pour aider les pays du Pacifique à prendre une part active au travail du CNI.

Le travail de gestion des déchets dangereux abandonnés dans le passé, tels que les déchets médicaux, les déchets électroniques,

les huiles usées, l'amiante et les produits chimiques liquides, fait une énorme différence aux Îles Salomon, à Nauru, à Nioué, au Samoa et aux Tonga. Aux Tonga, le projet PacWaste Plus est parvenu à achever son activité de désamiantage, avec environ 2 622,79 m² d'amiante non friable retirés de cinq bâtiments publics et éliminés de manière appropriée. Trois des bâtiments ont été recouverts d'une nouvelle toiture et sont toujours utilisés par des fonctionnaires. Les deux autres bâtiments sont à l'abandon et leur démolition est prévue. Grâce au projet SWAP, les Îles Salomon, le Samoa et les Tonga progressent dans la gestion des huiles usagées en élaborant leurs propres plans nationaux à cet effet. Le PROE, par le biais du Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique (POLP), a aidé les Îles Salomon à écologiser les Jeux du Pacifique 2023 en promouvant un Honiara sans plastique.

L'aboutissement du projet Inform a ouvert la voie à l'utilisation des données environnementales par les décideurs du Pacifique. Il a marqué une étape importante dans l'exploitation des données environnementales pour une prise de décision éclairée, conduisant à une amélioration significative des capacités des nations du Pacifique à utiliser efficacement les données environnementales, encourageant la mise en place de mesures et d'interventions environnementales éclairées, stratégiques et efficaces.

Le PROE et ses partenaires ont organisé la Journée du Pacifique 2023 en marge de la conférence 2023 de l'Institut de l'environnement d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Il s'agit d'une plateforme essentielle pour améliorer les évaluations et la planification environnementales dans la région du Pacifique. L'événement a rassemblé diverses parties prenantes, tels que des représentants officiels de neuf pays insulaires du Pacifique, des experts en environnement et des partenaires régionaux et internationaux. Il a mis en lumière les approches innovantes du Pacifique face aux défis environnementaux, en mettant l'accent sur les solutions propres à chaque pays, en intégrant les connaissances traditionnelles et en plaidant en faveur d'une meilleure collaboration régionale et d'une meilleure allocation des ressources.

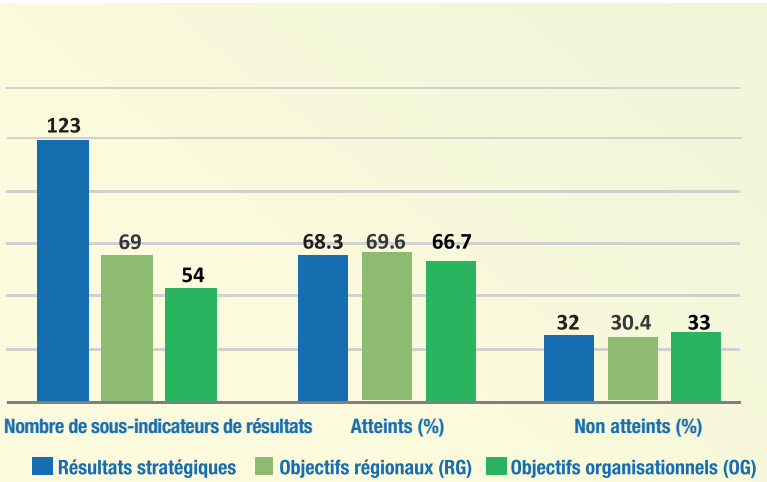


FIGURE 1 Réalisation du PIP3 (2022-2023) par objectifs stratégiques : global

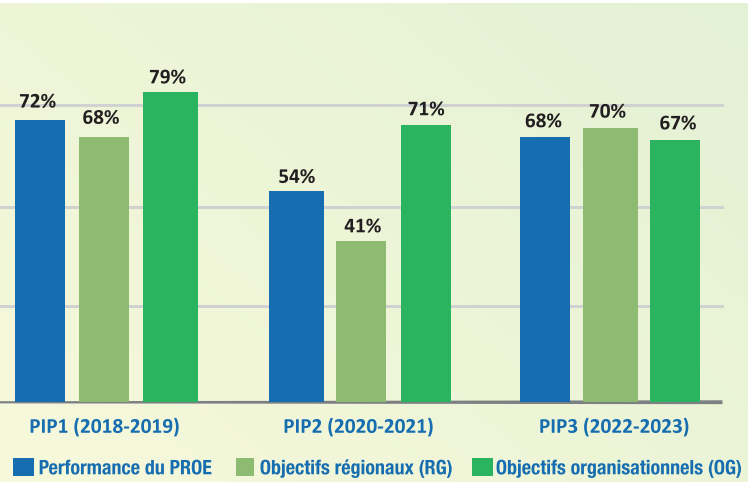


FIGURE 2 Performances globales du PROE par PIP et Plan stratégique 2017-2023

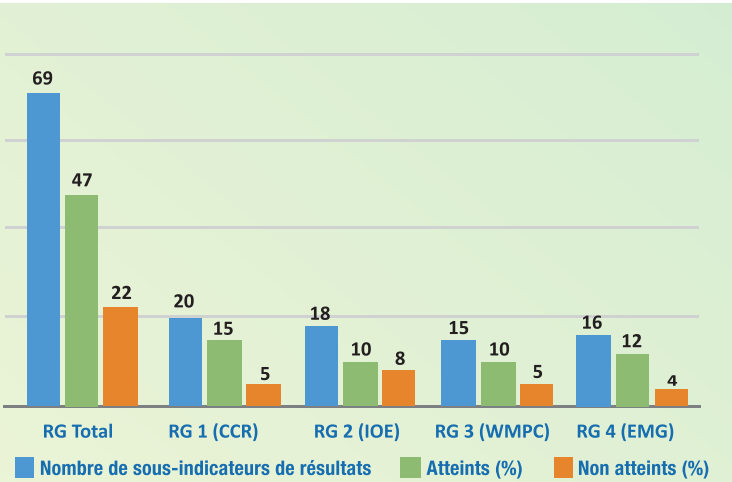


FIGURE 3 Résultats stratégiques du PIP2 : performances par objectif régional

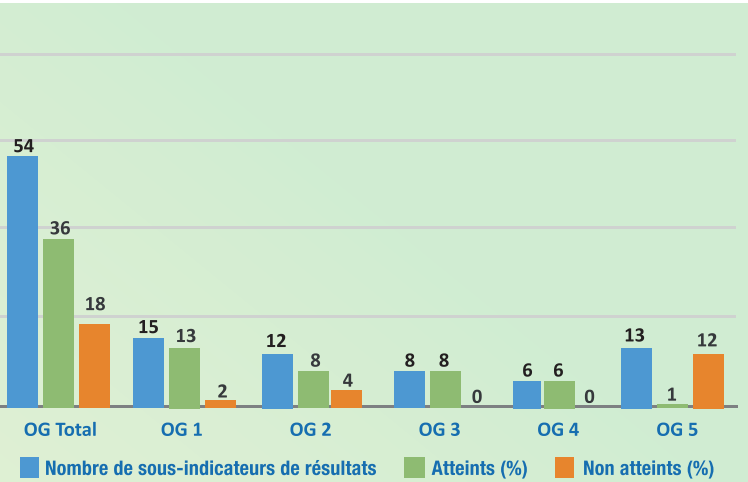


FIGURE 4 Résultats stratégiques du PIP3 : performances par objectif organisationnel

Objectifs organisationnels

En tant qu'organisation, le PROE a continué à renforcer ses capacités institutionnelles pour soutenir ses Membres grâce à l'amélioration des systèmes et des services informatiques, à une visibilité et une portée accrues, à l'amélioration de l'accès numérique du personnel aux produits d'information et de connaissance, et au partage et à la diffusion de messages environnementaux visant à encourager un changement de comportement positif en matière d'environnement parmi les Membres.

La campagne d'amplification « One Pacific Voice » lors de la COP28 a été un immense succès. Le pavillon Moana Blue Pacific a accueilli plus de 75 manifestations, dont plus de 35 rencontres de haut niveau, et plus de 430 intervenants à la plateforme du pavillon Moana Blue Pacific étaient des voix des îles du Pacifique. Le *Mana Moana Pasifika Voices Vol 3* a présenté de la poésie pour raconter les histoires de nos îles du Pacifique à l'échelle mondiale afin d'inciter à l'action pour des résultats forts dans les négociations et d'atteindre les gens personnellement pour faire face aux impacts des changements climatiques. Trois poèmes ont été présentés par des poétesses des îles du Pacifique.

En tant qu'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation, le PROE a continué d'aider les États Membres à faciliter l'accès au financement pour répondre à leurs ambitions respectives en matière de climat. En tant qu'agence exécutive du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) travaillant par l'intermédiaire du PNUE en tant qu'agence de mise en œuvre du FEM, le PROE a continué à mettre en œuvre des projets financés par le FEM, notamment le projet régional du FEM sur les espèces envahissantes visant à renforcer les capacités nationales et régionales afin de réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans la région du Pacifique ; le projet Inform, qui vise à renforcer les données environnementales en vue de l'établissement de rapports destinés aux accords multilatéraux sur l'environnement et à éclairer la prise de décisions ; et le projet ISLANDS, qui vise à prévenir l'accumulation de polluants organiques persistants et de matériaux contenant du mercure, ainsi qu'à gérer et à éliminer les produits chimiques nocifs et les déchets existants dans les petits États insulaires en développement du Pacifique.

Le PROE a poursuivi l'évaluation sur le terrain de la mise en œuvre du Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique (FRDP 2017-2030) intégrant les normes de résilience du Pacifique (PRS) dans les États fédérés de Micronésie, les îles Cook, Kiribati, les Palaos et la République des Îles Marshall, en collaboration avec l'Unité de soutien de l'équipe spéciale du partenariat pour la résilience du Pacifique.

L'évaluation a entraîné la socialisation du cadre de suivi et d'évaluation du FRDP en adaptant les rubriques des normes de résilience du Pacifique (PRS) inscrites dans ses objectifs. Cela a permis au pays de faire correspondre ses indicateurs nationaux utilisés pour les rapports dans d'autres cadres régionaux et d'être utilisés dans les rapports sur les résultats du FRDP tels que SAMOA Pathway, les objectifs de développement durable, les stratégies nationales de gestion de l'environnement, etc. Ce travail a été soutenu par l'Australie et l'Union européenne.

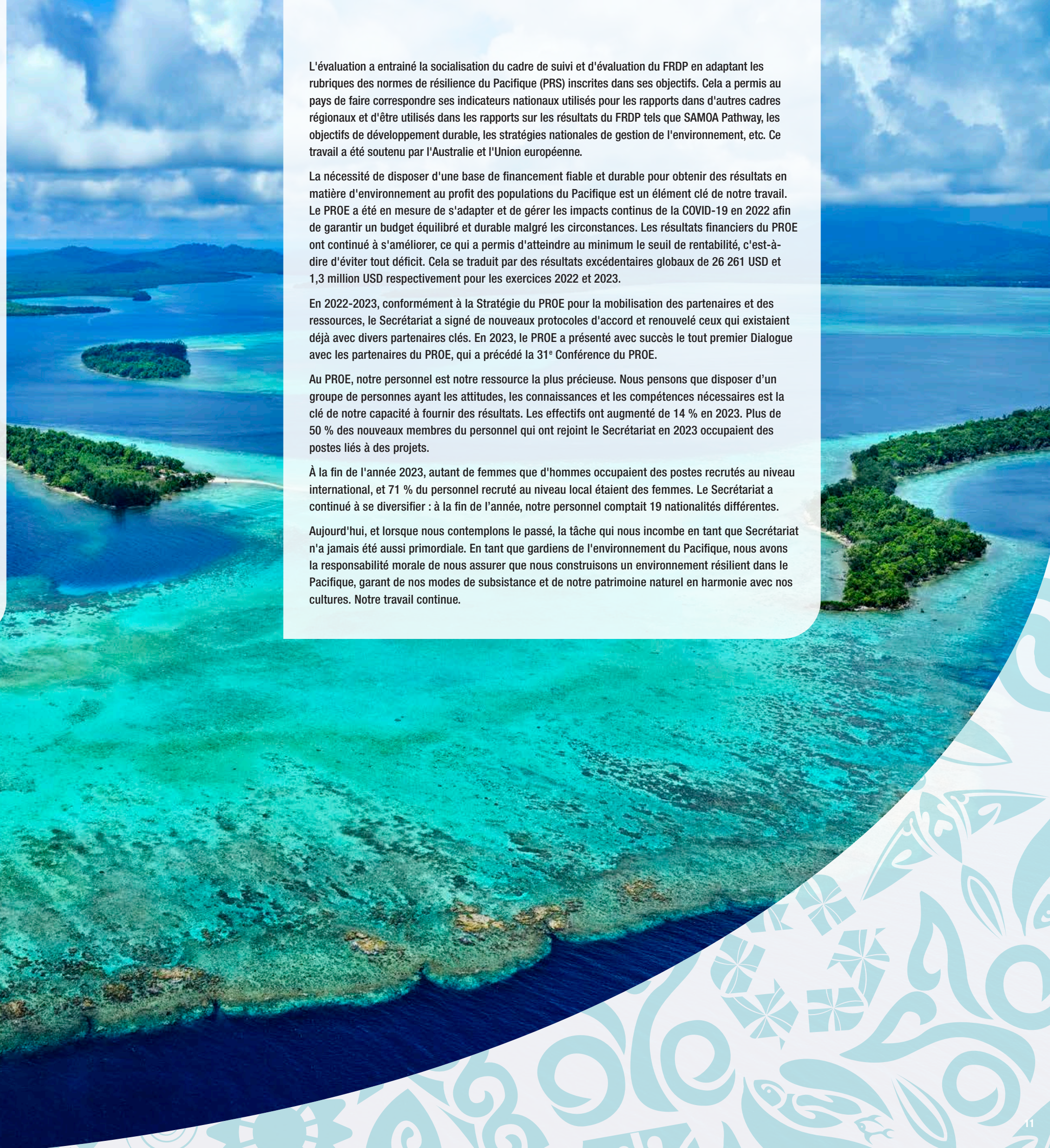
La nécessité de disposer d'une base de financement fiable et durable pour obtenir des résultats en matière d'environnement au profit des populations du Pacifique est un élément clé de notre travail. Le PROE a été en mesure de s'adapter et de gérer les impacts continus de la COVID-19 en 2022 afin de garantir un budget équilibré et durable malgré les circonstances. Les résultats financiers du PROE ont continué à s'améliorer, ce qui a permis d'atteindre au minimum le seuil de rentabilité, c'est-à-dire d'éviter tout déficit. Cela se traduit par des résultats excédentaires globaux de 26 261 USD et 1,3 million USD respectivement pour les exercices 2022 et 2023.

En 2022-2023, conformément à la Stratégie du PROE pour la mobilisation des partenaires et des ressources, le Secrétariat a signé de nouveaux protocoles d'accord et renouvelé ceux qui existaient déjà avec divers partenaires clés. En 2023, le PROE a présenté avec succès le tout premier Dialogue avec les partenaires du PROE, qui a précédé la 31^e Conférence du PROE.

Au PROE, notre personnel est notre ressource la plus précieuse. Nous pensons que disposer d'un groupe de personnes ayant les attitudes, les connaissances et les compétences nécessaires est la clé de notre capacité à fournir des résultats. Les effectifs ont augmenté de 14 % en 2023. Plus de 50 % des nouveaux membres du personnel qui ont rejoint le Secrétariat en 2023 occupaient des postes liés à des projets.

À la fin de l'année 2023, autant de femmes que d'hommes occupaient des postes recrutés au niveau international, et 71 % du personnel recruté au niveau local étaient des femmes. Le Secrétariat a continué à se diversifier : à la fin de l'année, notre personnel comptait 19 nationalités différentes.

Aujourd'hui, et lorsque nous contemplons le passé, la tâche qui nous incombe en tant que Secrétariat n'a jamais été aussi primordiale. En tant que gardiens de l'environnement du Pacifique, nous avons la responsabilité morale de nous assurer que nous construisons un environnement résilient dans le Pacifique, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel en harmonie avec nos cultures. Notre travail continue.



Célébration des 30 ans depuis la signature du Traité du PROE

Les adversités ont le don de transformer les plus grandes crises en portes ouvertes à de nouvelles possibilités, faisant ressortir le meilleur des personnes et des organisations. C'est ce qui me vient à l'esprit en ce jour où nous célébrons le 30^e anniversaire de notre création par la signature du Traité du PROE. Il est opportun de se remémorer notre histoire, à l'heure où nous sommes confrontés à la triple crise planétaire de la perte de la biodiversité, des changements climatiques et de la pollution par les déchets.

C'est en juillet 1991, que les ministres de différents pays sont convenus de créer une structure intergouvernementale indépendante, dotée d'une gouvernance et d'un secrétariat autonomes. C'est également lors de cette réunion que les ministres ont accepté l'offre du Samoa de fournir des bureaux temporaires à Apia, ainsi qu'un terrain pour accueillir le siège permanent du Secrétariat. À l'époque, notre mission portait sur un projet sur les récifs coralliens et la coordination de la Convention de Nouméa pour la protection de l'environnement marin, basée dans ce qui était alors la Communauté du Pacifique Sud (CPS), à Nouméa.

Même si ce travail était passionnant, il n'a pas été sans grandes difficultés. Il a fallu déplacer tout le personnel, les dossiers, les équipements et le mobilier de Nouméa à Apia et mettre en place de nouveaux systèmes, ce qui représentait une gageure sur le plan logistique. Tout cela s'est déroulé dans le contexte des pires cyclones qui aient dévasté le Samoa de mémoire d'homme. En 1990, le cyclone Ofa s'est abattu sur le Samoa pendant trois jours, semant la dévastation et provoquant d'indescriptibles souffrances. Un autre cyclone de catégorie 5, Valelia, a suivi en 1991, tuant 13 personnes et causant des dégâts estimés à 280 millions d'USD.

Ces difficultés auraient pu facilement nous décourager. Pourtant, le directeur du PROE de l'époque, le D^r Vili Fuava, a décidé que le déménagement se poursuivrait comme prévu, en solidarité avec le Samoa, et que nous devrions faire face à la reconstruction ensemble. C'est en 1993, avec l'appui de la CPS, du Forum des îles du Pacifique (FIP) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), que ce qui s'appelait alors le « Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud » a été établi dans une ancienne usine de coprah à Vaitele. Nous nous sommes vu offrir un terrain à Vailima, et avons officiellement ouvert notre nouvelle base permanente en 2000. C'était le début d'une nouvelle ère dans la mission du PROE, qui consistait à aider les pays et territoires du Pacifique à protéger et à améliorer leur environnement commun et à gérer leurs ressources afin d'améliorer la qualité de vie des générations actuelles et futures.

C'est ce même désir de solidarité que nous avons éprouvé envers le Samoa qui continue d'animer notre travail régional aujourd'hui. Trente ans plus tard, ce désir de soutien et de solidarité avec nos membres du Pacifique ne s'est pas émoussé. Au contraire, il est renforcé par notre dévouement et notre engagement à faire la différence, et à être cette différence dans la vie des personnes et des populations que nous avons pour mission de servir. Nous considérons notre travail au sein du PROE comme une vocation divine. Notre réponse est de faire de notre mieux pour édifier « un environnement océanique résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures ».

Aujourd'hui, plus de 150 personnes travaillent pour le PROE. Même si la plupart d'entre elles sont basées au Samoa, de plus en plus de nos collaborateurs sont en poste dans toute la région du Pacifique insulaire. Et les services que le PROE fournit à ses Membres océaniques se sont renforcés pour être à la hauteur des nouvelles menaces environnementales et fournir à nos Membres toute l'aide dont ils ont besoin pour y faire face.

Le PROE a parcouru bien du chemin depuis ses modestes débuts, alors qu'il ne disposait que d'un budget annuel de 1,5 million d'USD. Le budget annuel du PROE s'élève aujourd'hui à près de 40 millions d'USD. Notre portefeuille compte plus de 90 projets d'une valeur totale de plus de 160 millions d'USD. Nous disposons de bureaux aux Fidji, aux Îles Salomon, en République des Îles Marshall et à Vanuatu. Nous sommes l'Organisation intergouvernementale du Pacifique pour l'environnement, qui est de plus en plus considéré comme le partenaire de premier choix pour résoudre les multiples enjeux environnementaux qui se présentent à nous.

Le PROE a été créé en tant que partenariat. Nous savons que notre force réside toujours dans le maintien et le renforcement de nos partenariats. Nous vous remercions pour votre collaboration avec nous au cours de ces trente années d'existence du PROE, une organisation au service des populations du Pacifique. Nous saluons nos partenaires pour l'aide qu'ils apportent à notre action commune en faveur d'un Pacifique résilient. Nous saluons la grande famille du PROE qui nous a accompagné pendant ces trente ans de voyage : votre engagement perdure. Enfin et surtout, nous exprimons notre gratitude envers les Membres du PROE que nous servons, pour cette occasion qu'ils nous donnent de les servir et d'œuvrer à la réalisation de notre vision pour le Pacifique. Nous restons dévoués à notre mission, et nous nous réjouissons de ces trente nouvelles années au service du Pacifique, en coopération avec chacun et chacune d'entre vous !

Faafetai Lava.
Sefanaia Nawadra
Directeur général du PROE





Commémoration du 30e anniversaire du PROE avec la jeunesse du Pacifique !

On estime à 18 % la part de la population du Pacifique insulaire âgée de 15 à 24 ans, l'âge médian dans notre région étant de 22,6 ans. En tant qu'organisation créée par et pour les habitants du Pacifique, nous vous faisons part de ces messages provenant de la nouvelle génération océanienne.

« Merci pour tous les projets, les initiatives et les voix que vous amplifiez. Merci de vous pencher sur ces grandes préoccupations environnementales et de trouver des solutions pour y répondre. Merci de veiller à ce que nous ayons un Pacifique résilient. Joyeux 30^e anniversaire au PROE ! J'ai hâte de voir ce que l'avenir réserve à cette organisation et à ses pays Membres. »

M^{me} Marinda Imakulata Tagiilima, Samoa, représentante de la jeunesse du Pacifique à la 15^e Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité biologique et à la 28^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

« N'oubliez jamais que ce que le reste du monde perçoit comme de minuscules îlots au milieu de nulle part, nous le concevons comme un Pacifique bleu en expansion, le véritable cœur de cette grande île qu'est la Terre. Sa protection et sa vitalité sont dès lors indispensables au maintien de toute forme de vie. Il s'agit là d'une responsabilité énorme. Le monde doit saluer et respecter les personnes qui en sont les principaux gardiens. Je vous remercie tous pour votre service et votre engagement. »

M. Solomon Yeo, Îles Salomon, membre fondateur de l'association « Pacific Islands Students Fighting Climate Change » (Étudiants du Pacifique insulaire en lutte contre les changements climatiques)

« Je tiens à faire part de toute ma reconnaissance pour l'énorme travail accompli par le Secrétariat. C'est une étape importante que d'être arrivé aussi loin dans la construction et le maintien d'une communauté résiliente dans le Pacifique. Je tiens à saluer le travail accompli par le PROE, qui prend en compte et appuie les activités menées par des jeunes du Pacifique dans tous les principaux domaines de l'environnement. En ce 30^e anniversaire, j'aimerais féliciter et remercier les membres du personnel du PROE, les autorités, les partenaires et les populations du Pacifique pour leur travail et leur passion, afin de faire perdurer cette institution régionale qui est la nôtre. J'accueille cette nouvelle année avec optimisme, et j'attends avec impatience de nouvelles collaborations et activités pour continuer à défendre et à amplifier la voix des jeunes et des peuples du Pacifique. Que Dieu vous bénisse. »

M. Rodrick Holness, Îles Salomon, représentant de la jeunesse du Pacifique à la 15^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, membre des Étudiants du Pacifique insulaire en lutte contre les changements climatiques

« Nous apprécions votre engagement en faveur de la conservation et de la protection de notre environnement, de nos océans et de nos populations. Tout au long de leur vie, les jeunes du Pacifique sont actifs dans le domaine de la biodiversité. Nous avons tous passé du temps dans un village à un moment de notre vie. Nous avons ramassé du bois, pêché, travaillé la terre. Il faut que les jeunes participent davantage à la planification, à la mise en œuvre et à l'examen des politiques, des plans et des cadres. Cette transformation permettra la mise en place d'un réseau résilient et bien informé de futurs dirigeants du Pacifique. »

M^{me} Camari Divuniwaqa, Fidji, représentante de la jeunesse du Pacifique à la 15^e Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité biologique

Commémoration du 30e anniversaire du PROE ! Notre #OnePacificVoice

« Je tiens à féliciter le PROE pour la célébration de son 30^e anniversaire et à le remercier sincèrement pour sa précieuse contribution au développement du Samoa. Mon Gouvernement a eu le privilège de coopérer avec le PROE en de nombreuses occasions pour concrétiser nos aspirations en matière de développement durable »

M^{me} Afioga Fiamē Naomi Mataafa, Première ministre du Samoa

« Je me félicite de l'excellent partenariat entre les Palaos et le PROE tout au long des 30 dernières années. Je souhaite au PROE et à ses membres de renforcer leur engagement en faveur de la protection de l'environnement et de l'amélioration des conditions de vie des générations futures au cours des 30 prochaines années »

M. Steven Victor, Ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'environnement et président du Conseil national pour la protection de l'environnement des Palaos

« Lorsque nous contemplons ces 30 années écoulées, nous pouvons être fiers des progrès accomplis dans la protection de notre environnement et la promotion du développement durable. Le PROE joue un rôle essentiel dans ces progrès. Nous lui sommes reconnaissants pour sa coopération et son aide continues. Je tiens à féliciter le PROE en cette occasion spéciale. Nous sommes heureux de pouvoir encore profiter de nombreuses autres années de partenariat et de collaboration dans le cadre de notre mission commune qui est la protection de l'environnement et la promotion du développement durable dans la région du Pacifique. »

M. Albert Nicholas, Ministre des services environnementaux des îles Cook

« Ayant déjà parcouru un long chemin, nous continuons à faire avancer le va'a à l'unisson. Malo lava à tout le monde, que Dieu vous bénisse. »

M^{me} Lupe Silulu, membre du personnel du PROE depuis 1992

« La Convention de Nouméa est une pierre angulaire du travail du PROE. Nous espérons renforcer notre vision commune pour coopérer en vue de protéger l'environnement du Pacifique pour les générations actuelles et les générations futures. Nous saluons le rôle vital joué par le PROE dans ce partenariat. Félicitations au PROE pour son 30^e anniversaire. »

M^{me} Susan McErlain, représentante du Ministère australien de la lutte contre les changements climatiques, de l'énergie, de l'environnement et des ressources en eau

« C'est lorsqu'il joue son rôle de catalyseur, qu'il forme des partenariats et mobilise des ressources en s'appuyant sur les conseils prodigués par ses membres que le PROE donne le meilleur de lui-même. Puissiez-vous poursuivre ces efforts pour encore 50 ans. Je suis fière d'avoir travaillé ici, et d'avoir pu apporter ma contribution à l'avenir de la région du Pacifique. »

M^{me} Kate Brown Vitolio, directrice exécutive du Partenariat insulaire mondial, coprésidente du Réseau insulaire Local2030



Résilience face aux changements climatiques

OBJECTIF RÉGIONAL 1
Les peuples océaniques
bénéficient d'une meilleure
résilience face aux
changements
climatiques.

Solutions innovantes avec le Japon au Centre océanien sur les changements climatiques

Le projet « Solutions innovantes pour la résilience face aux changements climatiques dans le Pacifique », financé par le Japon par l'intermédiaire de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), a été lancé en partenariat avec le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC).

Ce projet de trois ans vise à renforcer la capacité du PCCC à promouvoir des solutions innovantes en matière de lutte contre les changements climatiques, à élaborer et à proposer des programmes de formation destinés aux secteurs public et privé, et à améliorer sa capacité à favoriser les partenariats public-privé par l'intermédiaire du cadre de partenariat du PCCC.

Hébergé au PCCC, le projet renforcera également les capacités de courtage de connaissances pour la collecte, la diffusion et le partage d'informations sur les solutions innovantes en matière de lutte contre les changements climatiques.

La signature du Protocole de discussion entre la JICA et les principales parties prenantes du projet, dont le Ministère samoan des ressources naturelles et de l'environnement, le Ministère samoan des affaires étrangères et du commerce, le Ministère samoan des finances et le PROE, a constitué une étape importante dans le lancement du projet.



Les services du PCCC renforcés grâce au soutien de l'Australie

L'Australie a investi 5 millions de dollars australiens dans le projet de renforcement des services du Centre océanien sur les changements climatiques afin d'améliorer la fourniture et la mise en œuvre des activités déployées, y compris au plan opérationnel. Ce cycle de financement s'achèvera en 2025 conformément au plan de travail convenu avec le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce.

OBJECTIF 1.1
Renforcer la capacité des Membres
océaniques à diriger, hiérarchiser et gérer
l'adaptation aux changements climatiques,
l'atténuation et la réduction des risques de
catastrophe pour atteindre leurs objectifs
nationaux en matière d'environnement et
de développement, et leurs obligations
volontaires et légales en vertu des accords
régionaux et internationaux.



Consolider le courtage en connaissances du Pacifique

En partenariat avec l'Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO) et le Partenariat Australie-Pacifique sur le climat (APCP), le Centre océanien sur les changements climatiques a collaboré à l'élaboration des volumes 1 (modules de base) et 2 (outils du courtage de connaissance) du programme de soutien aux courtiers en connaissances.

Le contenu de ces modules a été utilisé dans le cadre d'une série d'activités de renforcement des capacités menées conjointement avec le CSIRO, l'APCP et le Réseau d'action climatique Australie-Pacifique. Il s'agit notamment de la formation des formateurs pour le programme de soutien aux courtiers en connaissances, d'ateliers sous-régionaux de courtage en connaissances pour la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie, ainsi que d'un atelier national dans les Îles Salomon. Cela a permis de mieux comprendre la prise de décision et la manière de mieux adapter et synthétiser les informations pour obtenir des connaissances exploitables, afin de stimuler la politique et l'action au plan national.

Plus de 85 participants ont bénéficié collectivement de ces modules de formation.

Les modules et les outils de courtage de connaissances continueront d'être mis à jour au cours des prochaines années, conformément aux priorités nationales.



Le programme Indo-Pacifique est le résultat d'une candidature réussie pour la bourse Australia Awards Fellowship

Quinze boursiers de la région Indo-Pacifique ont participé au programme « Advancing Climate, Health and Equity Outcomes through Local Action in the Indo-Pacific » (« Faire progresser les résultats en matière de climat, de santé et d'équité grâce à l'action locale dans le Pacifique ») de l'université de Melbourne et du Centre océanien sur les changements climatiques.

Soutenu par l'*Australia Fellowship Awards*, une formation de six semaines a eu lieu à l'université de Melbourne en novembre, les candidats retenus étant issus de la Communauté de pratique du renforcement des capacités du PCCC. À la fin du programme, chaque boursier a présenté une politique climatique ou une pratique à développer ou à mettre en œuvre. La deuxième phase de la bourse se poursuivra en 2024.

Les 15 boursiers sélectionnés étaient originaires du Cambodge, des États fédérés de Micronésie, des Îles Salomon, d'Indonésie, de Kiribati, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la République des Îles Marshall, du Samoa, de Thaïlande, des Tonga, des Tuvalu et du Vietnam.



OBJECTIF 1.2

Réduire au minimum les pressions multiples sur les écosystèmes fragilisés des îles du Pacifique en mettant en place des approches écosystémiques pour s'adapter aux changements climatiques, notamment des mesures de lutte contre l'acidification des océans et l'élévation du niveau de la mer, afin de préserver la biodiversité et d'apporter des services écosystémiques qui soutiennent les moyens d'existence et favorisent un développement durable.

Adapter les localités côtières du Pacifique à l'élévation du niveau de la mer

Un atelier régional sur l'adaptation des villes et territoires côtiers à l'élévation du niveau de la mer dans le Pacifique a été consacré aux approches et stratégies adaptatives permettant aux collectivités du Pacifique de participer à la planification de l'adaptation des zones côtières.

Organisé à Fidji, cet événement a rassemblé plus de 60 représentants du Pacifique issus des différents secteurs de l'administration publique, de la société civile, du monde universitaire ainsi que des personnes en charge des questions liées aux changements climatiques, qui ont participé à des sessions d'approfondissement sur l'élévation du niveau de la mer. Il s'agissait de l'aboutissement d'un partenariat entre le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) et la Plateforme Océan et Climat dans le cadre de son initiative Sea'ties, qui promeut l'élaboration de politiques publiques et la mise en œuvre de solutions d'adaptation pour les localités côtières menacées par l'élévation du niveau de la mer.

Des délégués provenant des Fidji, des Îles Salomon, de Kiribati, de Nauru, de Nioué, de la Nouvelle-Calédonie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la Polynésie française, de la République des Îles Marshall, du Samoa, des Samoa américaines, des Tonga, des Tuvalu et de Vanuatu ont participé à cet événement coordonné par le PCCC et la Plateforme Océan et Climat. L'atelier a été soutenu par la France à travers son Fonds Pacifique, par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, la Plateforme Océan et Climat, et l'assistance technique du PROE à travers l'initiative Kiwa.



Le projet Van-KIRAP renforce la résilience des infrastructures de Vanuatu

Un guide sur la résilience des routes à Vanuatu a été élaboré par le Département vanuatuan des travaux publics (PWD) avec l'aide du projet Van-KIRAP (Projet de services d'information climatique pour un développement résilient à Vanuatu) financé par le Fonds vert pour le climat (FVC).

Ce guide intègre de nouvelles données climatiques et des projections sur les changements climatiques, ce qui permet aux ingénieurs qui conçoivent de nouveaux projets d'infrastructure de disposer d'informations actualisées sur les risques climatiques futurs. En intégrant ces données dans leurs conceptions, le PWD vise à construire des infrastructures capables de résister aux enjeux posés par l'évolution des conditions climatiques.

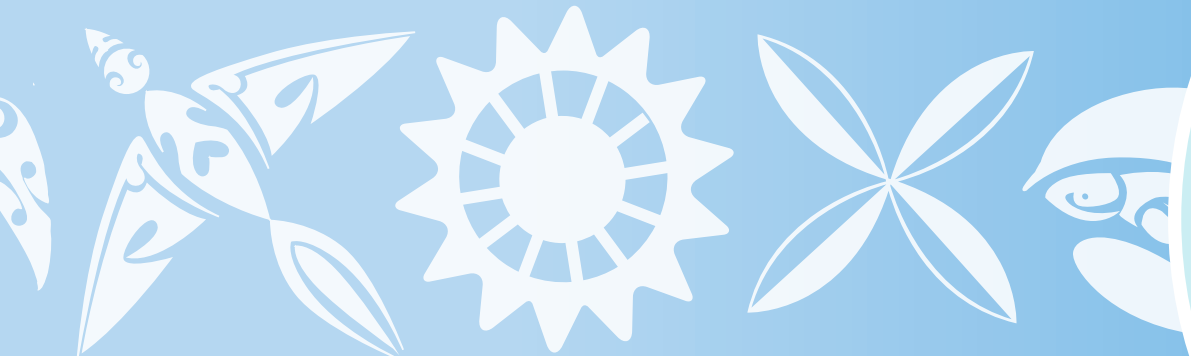
En encourageant la conception d'infrastructures plus résistantes à Vanuatu par le PWD, le projet Van-KIRAP a également favorisé l'utilisation de la technologie LiDAR, une capacité de cartographie à haute résolution qui permet aux ingénieurs de décrire avec précision le bassin versant qui alimente les ponts et d'autres infrastructures de ce type. Par une meilleure compréhension de ces bassins versants, les ingénieurs peuvent concevoir des infrastructures plus résistantes aux facteurs environnementaux tels que les inondations et l'érosion. Le projet Van-KIRAP a réalisé une évaluation aérienne par LiDAR dans la communauté de Port Resolution à Tanna, dans la province de Tafea.

Financée par le projet Van-KIRAP, cette activité a été entreprise en partenariat avec les autorités vanuatuaises et l'Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO).



OBJECTIF 1.3

Renforcer les capacités des services météorologiques et hydrologiques nationaux en matière de prévisions météorologiques, de systèmes d'alerte précoce, de projections à long terme et de services climatiques améliorés afin de soutenir la prise de décision et la coordination des Membres par l'intermédiaire du Conseil météorologique du Pacifique.





Le leadership météorologique du Pacifique mis à l'honneur en 2023

Le sixième Conseil météorologique du Pacifique (CMP-6) et la troisième Réunion ministérielle de météorologie des pays de la région Pacifique (PMMM-3) se sont tenus à Nadi et ont rassemblé plus de 200 parties prenantes, dont les directeurs météorologiques des îles du Pacifique, les membres de la gestion des catastrophes et les ministres du Pacifique, afin de discuter, de promouvoir et d'explorer les possibilités de renforcer les services météorologiques, climatiques, météorologiques, océaniques et les services de développement connexes en vue d'un développement durable.

La première réunion consacrée à la mobilisation des partenaires de développement et des bailleurs de fond a également été organisée en 2023 avec plus de 20 partenaires de développement, organismes des Nations Unies et représentants du secteur privé pour présenter le programme Weather Ready Pacific (Préparation climatique du Pacifique, WRP). Un tableau de bord de la Plateforme océanique de mobilisation du partenariat a également été lancé lors de cette réunion afin d'aider à la coordination des bailleurs de fonds et d'améliorer la compréhension de « qui fait quoi » dans le domaine de la météorologie et du climat.

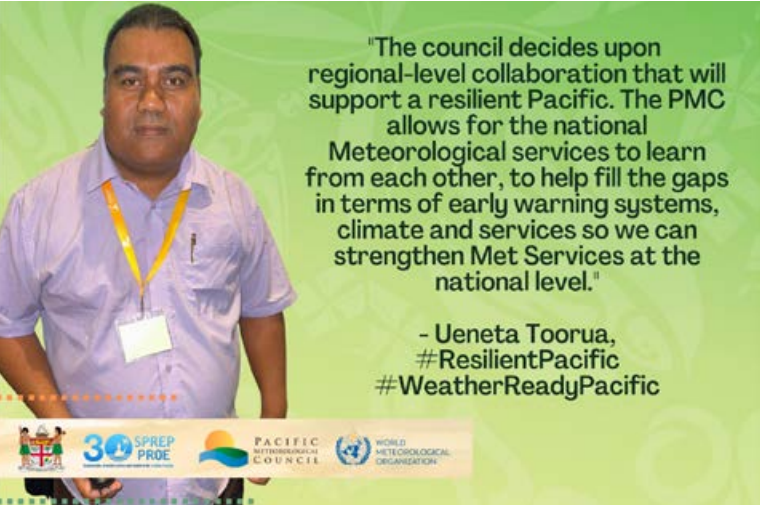
Les événements se sont terminés par l'approbation de la structure de gouvernance et du plan de mise en œuvre du programme d'investissement du WRP, lancé en 2023, l'Australie ayant annoncé son soutien initial sous la forme d'un engagement à hauteur de 30 millions de dollars australiens.

Depuis l'approbation du WRP par les dirigeants du Forum du Pacifique en 2021, le PROE et ses Membres ont mis en avant le WRP lors d'événements internationaux et régionaux, ainsi que dans le cadre de dialogues bilatéraux avec divers partenaires de développement.

Le WRP a été présenté lors de la cinquante-deuxième Réunion des dirigeants du Forum des îles du Pacifique (PIFLM52) à Rarotonga (îles Cook), et a été inscrit sur la liste des partenariats approuvés par les dirigeants du Pacifique pour être soutenus dans le cadre de l'initiative des partenariats du Pacifique pour la prospérité lancée par les îles Cook lors du PIFLM52.

Des délégations de l'Australie, des États-Unis d'Amérique, des Fidji, des îles Cook, des Îles Salomon, de Kiribati, de Nauru, de Nioué, de la Nouvelle-Zélande, des Palaos, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Polynésie française, de la République des Îles Marshall, du Royaume-Uni, du Samoa, des Samoa américaines, des Tokélaou, des Tonga, des Tuvalu et de Vanuatu ont participé à la conférence CMP-6 et à la conférence PMMM-3.

Le CMP-6, la première réunion consacrée à la mobilisation des partenaires au développement et des bailleurs de fond, et le PMMM-3 ont été appuyés par un partenariat solide entre les Fidji, le PROE, l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le projet intra-ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) sur les services météorologiques et les applications associées (ClimSA) de l'Union européenne, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR), le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce, le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, le Programme océanique d'appui au climat et à l'océan, le Bureau météorologique australien, le Projet de systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques dans le Pacifique, l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO), la Communauté du Pacifique (CPS), Varysian, le projet VanKIRAP financé par le FVC, la contribution de la République populaire de Chine au PROE et OTT HydroMet.



La réunion entre les SMHN et les NDMO permet d'envisager les prochaines étapes d'une collaboration plus étroite en vue de renforcer la résilience du Pacifique

La nécessité de mettre en place un nouveau mécanisme de mobilisation structuré et de rechercher de nouvelles approches pour renforcer la collaboration entre les fournisseurs et les utilisateurs d'informations climatiques a été l'un des résultats de la Réunion conjointe des services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) et des Bureaux nationaux de gestion des catastrophes dans le Pacifique (NDMO).



Pour la première fois depuis dix ans, une réunion conjointe de deux jours des directeurs de tous les services météorologiques et hydrologiques et des Bureaux nationaux de gestion des catastrophes de la région des îles du Pacifique a été organisée. L'objectif de cette réunion de deux jours était de permettre et d'encourager des discussions approfondies sur les possibilités d'améliorer les informations relatives au climat et au système d'alerte précoce multidangers (MHEWS) afin de soutenir une prise de décision solide et sensible au climat.

Les principaux résultats de cette réunion, approuvés par le CMP-6, sont les suivants :

- 1. Le PROE et la Communauté du Pacifique (CPS) facilitent la mise en place d'un mécanisme structuré pour favoriser la collaboration et l'interaction entre les fournisseurs et les utilisateurs d'informations d'alerte précoce, ce qui contribuera à la construction d'un Pacifique résilient.
- 2. Le PROE et la CPS travaillent ensemble pour soutenir le mécanisme aux côtés des partenaires clés que sont l'OMM, l'UNDRR, le Pacific Disability Forum (Forum du Pacifique sur le handicap) ainsi que d'autres acteurs régionaux.

La réunion a été soutenue par le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE), le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR) et le Programme océanique d'appui au climat et à l'océan (COSPPac), dans le cadre du projet Intra-ACP sur les services météorologiques et les applications associées (ClimSA), financé par l'Union européenne. L'Organisation météorologique mondiale (OMM), la Communauté du Pacifique (CPS), le réseau des centres climatiques régionaux du Pacifique et d'autres organisations partenaires ont également apporté leur soutien.



PICOF13 : unir les secteurs de la météorologie, de l'agriculture et de la pêche du Pacifique pour un Pacifique résilient

Les membres des secteurs de l'agriculture et de la pêche de l'ensemble du Pacifique ont été au centre du treizième Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique (PICOF), qui partage les tendances climatiques des six derniers mois et prévoit ce qui nous attend au cours des six prochains mois afin de nous préparer aux impacts.

Le PICOF13 avait pour objectif de renforcer les relations entre la communauté de la météorologie et le secteur de l'agriculture et de la pêche afin de mieux comprendre les dernières perspectives climatiques et océaniques régionales, de discuter et de déterminer la manière dont les secteurs de l'agriculture et de la pêche pourraient répondre aux perspectives climatiques à venir et à leurs besoins.

L'élaboration d'une déclaration régionale du PICOF13 est finalisée et constitue le socle des déclarations nationales qui seront émises par les SMHN du Pacifique. Des messages peuvent ainsi être transmis aux secteurs et aux collectivités pour les aider à planifier et à prendre des décisions.

Le PICOF13 a été organisé conjointement par le Conseil météorologique du Pacifique, le Panel des services climatiques des îles du Pacifique, le Centre climatique régional du Pacifique, le PROE et l'Organisation météorologique mondiale. Il a été financé par le projet Intra-ACP sur les services météorologiques et les applications associées (ClimSA) de l'Union européenne et par le Programme océanique d'appui au climat et à l'océan (COSPPac).





Renforcer les capacités de communication par la formation au Samoa

Le projet Intra-ACP sur les services météorologiques et les applications associées (ClimSA), financé par l'Union européenne, s'est associé à l'Australia Pacific Climate Alumni Network (réseau Australie/Pacifique d'anciens étudiants en climatologie) pour organiser un atelier technique de deux jours sur l'utilisation de Kobo Toolbox et de Canva à l'intention du personnel des services météorologiques et de la division des ressources en eau du Samoa.

L'objectif était d'améliorer l'efficacité des communications en relayant les informations pour renforcer la préparation et la résilience. La formation s'est déroulée sur deux jours, avec des cours théoriques, des visites sur le terrain et des évaluations.

Kobo Toolbox est un logiciel intuitif, puissant et fiable utilisé pour collecter, analyser et gérer des données dans le cadre d'enquêtes, de suivi, d'évaluation et de recherche. Canva est un outil de conception graphique en ligne gratuit. Il est utilisé pour créer des messages sur les médias sociaux, des présentations, des affiches, des vidéos, des logos et bien plus encore.

Dix-huit membres du personnel du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement du Samoa, travaillant au sein de la division météorologique du Samoa et de la division des ressources en eau, ont reçu des attestations de réussite après avoir suivi avec succès un programme de formation personnalisé sur l'utilisation de Kobo Toolbox et de Canva pour améliorer la fourniture de services climatiques au public.

À la suite de cette formation, un message publié sur les médias sociaux par la division météorologique du Ministère samoan des ressources naturelles et de l'environnement a suscité plus de 50 000 réactions en l'espace de 24 heures.



Renforcer la coordination et l'engagement du GIEC pour les États du Pacifique

Le Conseil météorologique du Pacifique a approuvé la recommandation visant à ce que « le PROE, par l'intermédiaire du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC), soutienne et renforce la coordination régionale du Pacifique et son engagement auprès du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et des processus connexes, en collaboration avec les services météorologiques et hydrologiques nationaux et d'autres partenaires et agences nationaux et régionaux. »

Cette recommandation est le fruit du dialogue régional organisé par le PCCC pour aider les États Membres à coordonner les processus du GIEC et à s'y engager, afin que les réalités et les enjeux du Pacifique soient pris en compte dans les processus et les rapports du GIEC.

Kiribati accueille le Forum national sur les perspectives climatiques

Après huit ans, Kiribati a de nouveau organisé le Forum national sur les perspectives climatiques (NCOF) à Tarawa, réunissant plus de 25 participants. Un autre forum sur les perspectives climatiques a été organisé sur l'île de Kiritimati pour les îles Line et Phoenix.



Le NCOF est une plateforme destinée à promouvoir la compréhension des événements météorologiques et l'échange d'informations entre les utilisateurs d'informations climatiques et le service météorologique de Kiribati.

Les participants ont exprimé un vif intérêt à approfondir leur compréhension de la gamme de services d'information climatique qui ont été développés et sont en cours de développement par les services météorologiques de Kiribati pour les différents secteurs, en particulier pour la pêche et la réduction des risques de catastrophes.

Le forum a été rendu possible grâce au projet Intra-ACP sur les services météorologiques et les applications associées (ClimSA) financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le PROE.

OBJECTIF 1.4
Aider les États Membres insulaires du Pacifique à accéder aux financements liés aux changements climatiques et à les gérer, ainsi qu'à mettre en place leurs processus nationaux d'accréditation.



Clôture du projet de préparation du Fonds vert pour le climat dans les Îles Salomon

Le premier projet de préparation du Fonds vert pour le climat (FVC) des Îles Salomon s'est achevé en 2023. En tant que partenaire de mise en œuvre, le PROE soutient depuis 2021 l'autorité nationale désignée du FVC aux Îles Salomon, qui est le Ministère de l'environnement, de la lutte contre les changements climatiques, de la gestion des catastrophes et de la météorologie. Le PCCC a pris en charge les coûts de l'extension de ce projet de six mois.

Les principaux résultats de ce projet comprennent le programme national du FVC des Îles Salomon qui a été lancé à Honiara, la procédure de la lettre de non-objection, l'analyse des besoins de formation et des lacunes, les stratégies de communication, la stratégie de mobilisation des parties prenantes, la cartographie du secteur privé, le système d'information pour la gestion des projets et la mise en place du Comité de pilotage du financement climatique des Îles Salomon. Un soutien supplémentaire a été apporté à deux entités nationales, la Banque de développement des Îles Salomon et le Ministère des finances et du trésor, afin de les aider à s'accréditer auprès du FVC.

Les Îles Salomon travaillent avec le PROE en tant que partenaire de mise en œuvre pour leur deuxième projet de préparation (Readiness Two) ainsi qu'un autre projet de préparation actuellement en cours de développement.



Nauru renforce sa résilience grâce au Fonds vert pour le climat

Le Département de la lutte contre les changements climatiques et de la résilience nationale de Nauru et le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement ont lancé un atelier conjoint de deux jours pour la première phase de la planification nationale de l'adaptation de la République de Nauru (PNA). Cet atelier conjoint a également permis de renforcer les capacités de l'autorité nationale désignée et des projets d'accès direct des entités accréditées, connus sous le nom de Nauru Readiness Two (deuxième projet de préparation de Nauru).

La PNA permettra d'obtenir quatre résultats clés en matière de planification de l'adaptation, à savoir le renforcement de la gouvernance et de la coordination institutionnelle à Nauru, la constitution d'une base de données probantes pour concevoir des solutions d'adaptation ayant un impact maximal, la mobilisation du secteur privé et l'augmentation du financement en faveur de l'adaptation. Il s'agit du deuxième projet approuvé dans le cadre du portefeuille de projets de planification nationale de l'adaptation du PROE pour soutenir l'état de préparation des États Membres.

Ces deux projets, la PNA de Nauru et Nauru Readiness Two, sont financés par des subventions du Fonds vert pour le climat (FVC) d'une valeur de 1,8 million USD et 450 000 USD respectivement.

Le projet Readiness Two s'appuie sur le projet Readiness One du FVC de Nauru et renforcera la coordination par l'établissement formel du Comité de pilotage du FVC ainsi que les processus liés à la procédure de non-objection par la formulation du manuel opérationnel de l'autorité nationale désignée du FVC de Nauru, et poursuivra la consultation et l'examen du programme national du FVC de Nauru.



Dialogue sur les pertes et dommages dans les îles du Pacifique

Le Dialogue sur les pertes et dommages dans les îles du Pacifique s'est tenu au Samoa et a rassemblé plus de 100 délégués. Coordonné par le PROE, l'événement a rassemblé des représentants de 13 États océaniques, d'organisations de la société civile, du secteur privé et de la jeunesse.

Cette initiative faisait suite à l'atelier virtuel sur les pertes et dommages pour les petits États insulaires en développement (PÉID) du Pacifique, qui a été coordonné en partenariat par le PROE et l'Institut Climate Analytics en 2022.

Le Dialogue sur les pertes et dommages dans les îles du Pacifique a fourni une plateforme pour une discussion ouverte et informée au sein de la communauté océanique sur les pertes et dommages, les impacts déjà ressentis et les besoins à long terme de la région. Il a permis de définir la position des petits États insulaires en développement du Pacifique sur la question lors de la vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Cette série de dialogues sur les pertes et dommages dans les îles du Pacifique sera un événement permanent qui vise à enregistrer et à articuler les expériences de pertes et dommages attribués aux impacts des changements climatiques subis dans les îles du Pacifique afin de renforcer la résilience de la région. Ce contenu sera utilisé pour appuyer les dialogues techniques, les négociations internationales et le développement de ressources.

Ce Dialogue 2023 sur les pertes et dommages dans les îles du Pacifique a été rendu possible grâce au soutien de l'Australie dans le cadre du projet SPLICE (renforcement du leadership du Pacifique dans l'engagement international en matière de changements climatiques).

OBJECTIVE 1.5
Aider les Membres océaniques à élaborer des réponses politiques aux problèmes de pertes et de dommages, ainsi qu'aux impacts des changements climatiques et aux déplacements de populations induits par les catastrophes.

"We are very vulnerable, we are the ones that are affected now. We must raise our voices as we need help. We can't fix Loss and Damage alone – we need global support. Who will help us?"

Wina Amram, Nauru
#LossAndDamage



"We must help to grow understanding of Loss and Damage in our communities. The more we know, the better equipped our youth will be when they tackle and fight this issue in the coming days and years."

Tom Benitera, Kiribati
#LossAndDamage



Amplifier notre voix unique du Pacifique à la COP28

Manifestations préparatoires et matériel de soutien pour les pays océaniques en 2023

La COP28 a été le point culminant d'une année de soutien et de planification de la part de tous les petits États insulaires en développement du Pacifique, des organismes du One CORP (Conseil des organisations régionales du Pacifique) menées par le PROE, ainsi que de l'Institut Climate Analytics, par le biais de réunions préparatoires et de formations régionales à l'horizon 2023.

Outre l'organisation d'une réunion d'analyse post-COP27 et d'une réunion de préparation d'intersession avant Bonn, le PROE a organisé neuf sessions d'« analyse approfondie » en ligne pour aider à préparer les négociateurs à la COP28.

Enfin, une réunion préparatoire en personne s'est tenue au Centre océanien sur les changements climatiques, avec le soutien de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), de l'Institut Climate Analytics et de l'équipe One CORP. Ce travail a permis d'améliorer les positions coordonnées des PÉID du Pacifique avant la COP28, y compris un document de stratégie pour le Pacifique, et d'affecter des délégués à des domaines thématiques, avec le soutien du personnel des organismes du One CORP.

La capacité à répondre aux besoins de nos Membres est soutenue par l'équipe chargée de l'engagement international en matière de changements climatiques (ICCE) au sein du Programme de résilience face aux changements climatiques, mis en œuvre dans le cadre du projet régional SPLICE (renforcement du leadership du Pacifique dans l'engagement international en matière de changements climatiques). La capacité de l'équipe ICCE à mener ces initiatives est rendue possible grâce au soutien de l'Australie. C'est la première fois qu'un Membre du PROE et un bailleur apportent leur soutien au recrutement d'une équipe politique chargée de soutenir les négociateurs du Pacifique dans le cadre du programme de travail à l'échelon mondial de la CCNUCC.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont également permis aux délégués des îles du Pacifique de participer à la COP28 de la CCNUCC à Dubaï.

One CROP Preparatory Sessions for PSIDS Negotiators		
RÉUNIONS / ATELIERS	VENUE	DATE
PSIDS Post-COP27 Analysis Workshop	Virtuel	Février 2023
Preparatory Meeting for June Bonn Intersessionals	Virtuel	Mai 2023
Bonn SB60 Intersessionals, incl. PSIDS Strategy Day	Bonn, Allemagne	Juin 2023
Regional Loss and Damage Dialogue	Apia, Samoa	Juillet 2023
Pacific High Level Climate Change Dialogue	Suva, Fidji	Août 2023
Nine "In-depth Analysis" sessions on Priority Thematic Areas: ■ Adaptation ■ Article 6 ■ Climate Finance ■ Gender ■ Loss and Damage ■ Mitigation ■ Oceans ■ Just Transition ■ Global Stocktake	Virtuel	Septembre 2022
PSIDS Pre-COP28 Preparatory Meeting (including bilateral meetings with New Zealand and Australia delegations)	Apia, Samoa	Octobre 2023



Champions politiques de haut niveau pour le climat à la COP28

La vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28) a été accueillie par les Émirats arabes unis à Dubaï du 30 novembre au 13 décembre. Le PROE a dirigé la coordination des membres du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) en apportant son soutien aux petits États insulaires en développement du Pacifique qui sont Parties à la CCNUCC. Les domaines thématiques clés pour les pays ont été identifiés comme suit : pertes et dommages, atténuation, adaptation, article 6, parité hommes-femmes et inclusion sociale, examen périodique, recherche et science, technologie et renforcement des capacités, transparence, inventaire mondial, financement de l'action climatique, océans, agriculture et transition équitable.

Les champions politiques du climat à la COP28

L'initiative des champions politiques du climat est une initiative conjointe de l'équipe One CORP et du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique. Cette initiative a été conçue pour renforcer la capacité des pays à jouer un rôle stratégique dans les Conférences des Parties à la CCNUCC par le biais de champions du climat politique bien soutenus, afin de contribuer à l'obtention de résultats solides lors de la COP28. Il s'agit notamment de ceux qui englobent les principales priorités des petits États insulaires en développement du Pacifique.

Huit champions politiques du climat ont été confirmés pour la COP28, chaque champion politique étant soutenu par un conseiller national et un responsable du soutien de One CORP.

Les huit champions de la COP28 sont :

Inventaire mondial : Mark Brown, Premier ministre des Îles Cook.

Financement climatique : Siaosi Sovaleni, Premier ministre du Royaume des Tonga.

Transition équitable : Seve Paeniu, ministre des Finances et des questions liées au Changements climatiques, Tuvalu

Pertes et dommages : Ralph Regenvanu, ministre en charge des questions liées au Changements climatiques, Vanuatu

Adaptation : John Silk, ministre des Ressources naturelles et du Commerce, République des Îles Marshall

Océans : Sitiveni Rabuka, Premier ministre de la République des Fidji

Parité hommes-femmes et inclusion sociale : Mona Ainuu, ministre des Ressources naturelles, Nioué

Atténuation : Toeolesulusulu Cedric Schuster, ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement, Samoa.

Une séance d'information a été organisée pour les champions au début de la COP et des synthèses d'une page de haut niveau de leurs priorités thématiques respectives ont été fournis. Un soutien a également été apporté en matière de communication et de visibilité, de manifestations parallèles, de réunions bilatérales et de négociations. Les champions politiques ont été activement engagés pour garantir que les priorités des pays du Pacifique soient reflétées, en particulier dans les derniers jours où les résultats de la COP28 ont été finalisés sous la direction de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), présidée par le Samoa.

Coordination des petits États insulaires en développement du Pacifique

Pour s'assurer que les objectifs de la stratégie pour le Pacifique et les priorités clés du Pacifique soient mis en avant, le One CORP a fourni un soutien de coordination aux champions du Pacifique et aux ministres et négociateurs des pays du Pacifique tout au long de la COP28. Cette coordination a consisté en :

- deux réunions d'information ministérielles sur les pays du Pacifique ;
- six réunions de coordination des pays du Pacifique se tenant tous les deux jours pour permettre aux négociateurs principaux de fournir des mises à jour thématiques à l'ensemble du groupe ;
- la coordination des groupes thématiques ;
- le soutien politique et logistique apporté à huit champions du Pacifique ;
- des réunions bilatérales régulières ;
- des séances d'informations et mises à jour pour informer les interventions ;
- une aide à la coordination entre les pays du Pacifique sur les priorités thématiques lorsqu'ils ont participé à des réunions de coordination et à des discussions en tant que membres de réseaux, de partenariats, d'alliances et d'organes de gouvernance dans le cadre de la CCNUCC.

Sous la direction du PROE en tant que président, le One CORP a apporté un soutien supplémentaire, notamment par :

- la prise et confirmation de rendez-vous et autres dispositions en consultation avec la présidence des pays du Pacifique pour les réunions de coordination liées au sens large ;
- la coordination, en collaboration avec les coordinateurs pertinents des pays du Pacifique, des groupes de contact WhatsApp pour chaque priorité thématique des pays du Pacifique ;
- la coordination, en consultation avec la présidence des pays du Pacifique, des réunions bilatérales entre les pays donateurs et les partenaires de développement et les chefs de délégation des pays du Pacifique, ainsi que des réunions de haut niveau avec les dirigeants et les champions politiques du Pacifique, y compris des réunions bilatérales de haut niveau avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie et des réunions ministérielles avec le Secrétaire général des Nations Unies.





Moana Blue Pacific à la COP28

Le bureau de la délégation du Pacifique, financé par Aotearoa/la Nouvelle-Zélande, a été ouvert quelques jours avant le début de la COP28, du 28 novembre au 12 décembre 2024. 107 réunions se sont tenues dans ce bureau, totalisant plus de 1 000 utilisateurs.

Le bureau de la délégation du Pacifique disposait de trois salles qui étaient mises à la disposition des pays du Pacifique pour des réunions : l'espace principal du bureau du Pacifique, une salle de réunion partagée avec le bureau d'Aotearoa/Nouvelle-Zélande et des Tokélaou et la salle Moana.

Les réunions de coordination des pays du Pacifique, les réunions de coordination thématique, les discussions des réunions virtuelles et hybrides, les réunions ministérielles des pays du Pacifique et les réunions des champions politiques se sont tenues au bureau de la délégation du Pacifique.

Le bureau de la délégation a également été utilisé pour des réunions de délégations, des réunions bilatérales et des événements de signature de haut niveau.

Les chefs de gouvernement ont fréquenté l'espace pour des réunions de coordination ainsi que pour d'autres engagements de haut niveau en 2023. Parmi ces invités de haut niveau figuraient le Premier ministre des îles Cook, Mark Brown, le Premier ministre des Fidji, Sitiveni Rabuka, le Président de Kiribati, Taneti Maamau, le Premier ministre de Nioué, Dalton Talagi, le Président des Palaos, Surangel Whipps Jr, et le Premier ministre des Tuvalu, Kausea Natano.

Outre l'utilisation du bureau de la délégation du Pacifique par les pays du Pacifique, d'autres partenaires et bailleurs clés ont utilisé

l'espace, comme les agences du CORP, les équipes des médias et les jeunes du Pacifique. Le bureau a également servi d'espace de travail calme pour les délégués des îles du Pacifique lorsqu'il n'était pas utilisé pour des réunions.

Le Pavillon Moana Blue Pacific, un partenariat du Pacifique avec Aotearoa/la Nouvelle-Zélande et l'Australie géré par le PROE, a été le *vaka* qui a permis à nos îles du Pacifique de se frayer un chemin à travers la COP28 à Dubaï. C'est la pirogue qui a permis aux narratifs océaniques sur les changements climatiques d'être racontées par les voix de ces îles, cimentant l'authenticité et l'appropriation par notre communauté insulaire océanique lors de la COP28.

Le pavillon Moana Blue Pacific de la COP28 a accueilli plus de 75 événements parallèles, dont plus de 35 étaient des événements de haut niveau, sur une période de 11 jours, du 30 novembre au 11 décembre, le pavillon étant fermé le 7 décembre. Tous les événements parallèles organisés ont fait intervenir des orateurs et des panélistes des îles du Pacifique, ce qui a permis d'amplifier la voix unique du Pacifique lors de la COP28. Au total, plus de 430 intervenants et panélistes ont utilisé le pavillon Moana Blue Pacific de la COP28 comme plateforme pour faire connaître les histoires et les voix des îles du Pacifique. Plus de 310 d'entre eux étaient des intervenants des îles du Pacifique. Grâce au pavillon Moana Blue Pacific, le message « 1,5° pour rester en vie » s'est répercuté de différentes manières sur l'ensemble du site de la COP28.

Mana Moana Pasifika Voices Volume 3

Mana Moana Pasifika Voices Volume 3, soutenu par Aotearoa/la Nouvelle-Zélande et coordonné par le PROE, Mana Moana et Storybox, avec le soutien de poètes et d'artistes Pasifika, visait à amplifier la voix du Pacifique à la COP28 par le biais d'interventions créatives d'images animées. Cette collection est la troisième d'une série qui a débuté en 2021.

Trois poèmes de poètes des îles du Pacifique ont été diffusés sur film et tout au long de la COP28. Ils ont été présentés lors d'événements parallèles dans le pavillon Moana Blue Pacific et diffusés en permanence sur les écrans du pavillon ainsi que sur les médias sociaux. Les poèmes étaient les suivants :

- Un écrit par la défunte Déwé Gorodé de Nouvelle-Calédonie
- *They taking picture of us in the water* par Audrey Brown-Pereira, originaire des îles Cook, Samoa.
- *Cry Sis* par Ruby Macomber de Rotuma.

Un poème en héritage à la COP28 a été créé par le biais d'un mur de médias sociaux promu au pavillon Moana Blue Pacific. Cette activité interactive a permis aux voix du Pacifique d'élaborer un poème commun sous la direction de la poétesse océanique Audrey Brown-Pereira, intitulé *Breathe 1.5*.

La production est en cours pour compléter le poème et le diffuser en 2024 dans le cadre de la poursuite de la promotion et de la mise en valeur de toutes les collections Mana Moana Pasifika Voices achevées.

Partenariat avec Pasifika TV

Le PROE a travaillé en partenariat avec Pacific Cooperation Broadcasting Limited, financé par le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères, siège de Pasifika TV qui compte 14 îles du Pacifique et 21 chaînes de télévision des îles du Pacifique parmi ses membres. La station partage des contenus auxquels les stations membres peuvent accéder et qu'elles peuvent diffuser. Le partenariat pour la COP28 a permis à plus de 40 journalistes du Pacifique de suivre une formation virtuelle sur les changements climatiques et le processus de la Conférence des Parties à la CCNUCC. Cette formation a débouché sur la sélection d'une équipe de cinq journalistes Pasifika, financée par la Nouvelle-Zélande via Pasifika TV, pour participer à la COP28.

L'équipe Pasifika Media a fourni plus de 60 reportages à plus de 23 chaînes de télévision basées dans le Pacifique, diffusant des informations sur les changements climatiques à l'occasion de la COP28 qui a accueilli plus de 90 000 délégués.

Écosystèmes insulaires et océaniques

OBJECTIF RÉGIONAL 2
Les populations du Pacifique bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients.



© Tom Vierus

Le programme Pacific BioScapes contribue à la protection d'espèces clés du Pacifique Initiatives de gestion et de conservation des tortues marines dans la région du Pacifique

Un rapport sur la protection des tortues de mer à Vanuatu, incluant la recherche sur les tortues, la surveillance et les approches de gestion des connaissances, les valeurs culturelles ni-Vanuatu, les menaces pesant sur cette espèce et les systèmes de gestion gouvernementaux et coutumiers, a été produit dans le cadre de l'Initiative sur les prises accessoires et la gestion intégrée des écosystèmes (BIEM), un domaine de résultat clé du Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin (PEUMP), financé par l'Union européenne et la Suède. Le rapport met en exergue l'impact qu'ont les prises accessoires de la pêche hauturière, les activités touristiques non conformes, la pêche traditionnelle, l'évolution du mode de gestion des terres côtières, la pollution et les changements climatiques sur les tortues marines de Vanuatu.

La BIEM est mise en œuvre par le PROE afin d'aider les pays du Pacifique à satisfaire leurs priorités, enrayer le déclin des espèces marines protégées, renforcer la gestion durable de leurs écosystèmes côtiers et marins et soutenir la lutte contre la pauvreté.

Sept recommandations prioritaires de haut niveau sont proposées, ainsi que des suggestions d'actions visant à améliorer la gestion durable et la conservation des tortues marines à Vanuatu. Il s'agit notamment de renforcer les cadres politiques et législatifs existants et d'en élaborer de nouveaux afin d'interdire la capture des tortues luths et imbriquées gravement menacées ; de sensibiliser les populations aux lignes directrices en matière de bonnes pratiques pour les activités touristiques liées à la faune ; d'étendre les mesures d'atténuation des prises accessoires de tortues marines dans les pêcheries de sorte à y inclure les pêcheries côtières.

Le rapport souligne également les lacunes en matière de connaissances et de pratiques, et formule des recommandations spécifiques visant à soutenir la surveillance des tortues, la recherche et l'application de la législation, notamment en renforçant les capacités locales en matière de recherche et en valorisant les efforts significatifs et positifs consentis par les populations de Vanuatu qui participent activement aux opérations dans ce domaine. Les résultats préliminaires indiquent également que, malgré les mesures de protection prises dans certains pays et les campagnes de sensibilisation, un nombre important de tortues adultes sont capturées et tuées dans ces pays.

Par ailleurs, ce rapport salue le rôle de pionnier joué par Vanuatu dans la conservation et la gestion des tortues marines depuis près de 30 ans, et rappelle l'importance environnementale, culturelle et socio-économique des tortues marines pour sa population.

Le programme Pacific BioScapes, financé par l'UE, a produit un manuel de surveillance des tortues en vue d'améliorer l'efficacité de cette surveillance et la conservation des tortues dans la région du Pacifique. Ce manuel contribuera à définir les bonnes pratiques en matière de surveillance, quelle que soit la situation. En outre, une surveillance accrue se traduit naturellement par une meilleure protection des plages de nidification par les observateurs.

Le manuel de surveillance jouera un rôle déterminant dans l'alimentation du système de base de données du PROE sur la recherche et la surveillance des tortues.

Pacific BioScapes soutient également le développement de lignes directrices sur les bonnes pratiques pour les activités touristiques liées à la faune et à la flore dans le Pacifique, et plus particulièrement pour les tortues à Vanuatu, comme le préconise le rapport susmentionné.

OBJECTIF 2.1
Gérer et protéger efficacement les écosystèmes marins et côtiers ; atténuer les impacts des activités de pêche pour garantir la santé des populations d'espèces menacées et réduire les rejets de polluants marins qui augmentent les risques pour la santé humaine afin d'obtenir des océans sains et productifs soutenant la sécurité alimentaire et le développement durable.

OBJECTIF 2.2

Soutenir la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes marins, côtiers et terrestres et de la biodiversité, conformément aux engagements régionaux et internationaux.

dans la rivière Tagabe au cours de la première phase du projet PEBACC et du Projet d'adaptation aux changements climatiques dans le Pacifique s'est également poursuivi. Le suivi et la gestion de ces plans permettront d'assurer leur survie dans le temps.

Le projet de restauration des mangroves urbaines du Grand Nouméa a débuté en Nouvelle-Calédonie dans le cadre d'un plan 2030 plus ambitieux et d'un Contrat officiel entre la province Sud, les quatre municipalités du Grand Nouméa et l'Université de Nouvelle-Calédonie. Le projet PEBACC+ a ainsi soutenu le retrait d'anciennes digues et de débris dans le canal pour restaurer l'hydrologie de la mangrove la plus populaire de Sainte Marie, soit 42 hectares.

Ce projet a également permis de restaurer la végétation côtière en Nouvelle-Calédonie, y compris des mangroves côtières étroites pour protéger le littoral de trois sites à Nouméa et au Mont-Dore. Dans la province Nord, la municipalité de Kouaoua a entrepris des travaux visant à lutter contre la prolifération des cervidés et à renforcer la gestion des feux de brousse et l'agroforesterie afin de sécuriser les ressources aquifères, notamment l'eau potable, les cours d'eau et l'eau contenue dans les sols pour l'agriculture de subsistance. Dans la province des îles Loyauté, les activités d'adaptation écosystémique portaient notamment sur la restauration de la végétation côtière destinée à protéger le littoral. Ces activités se poursuivront jusqu'en 2024.

À Wallis-et-Futuna, les mauvaises herbes envahissantes ont été arrachées dans les champs de taro et d'autres zones humides, et la mangrove et la végétation côtière ont été restaurées sur deux sites afin de purifier l'eau de pluie, de conserver les écosystèmes marins côtiers, de renforcer les systèmes alimentaires et de santé et de protéger les côtes.



Programmes de reboisement dans le Pacifique

Les programmes de reboisement mis en œuvre aux Fidji, aux Îles Salomon et à Vanuatu dans le cadre du Projet de l'adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques (PEBACC+) visent à remédier à la dégradation des terres causée par la déforestation et les pratiques non durables d'utilisation des sols.

Afin de stabiliser les sols, de prévenir l'érosion et de restaurer la santé des écosystèmes aux Fidji, la replantation d'arbres a commencé pour deux des 13 unités foncières qui se sont engagées à faire partie du projet PEBACC+. La replantation a couvert 7,2 hectares de terres en utilisant 2 000 semis d'arbres indigènes pour restaurer les terres dégradées en raison de la demande accrue de cultures de racines telles que le taro et la racine de kava pour l'exportation. Le Ministère fidjien des forêts a engagé son soutien à la réserve naturelle de Taveuni en ce qui concerne la limite de la ligne bleue, la zone forestière entourant les zones nord et sud de Taveuni. Il s'agit notamment de couper des lignes pour marquer la limite de la ligne bleue et remplacer les panneaux de signalisation pour informer les agriculteurs de la ligne de démarcation, qui sera surveillée par les gardes forestiers. Le projet a également recensé des sites de replantation dans les zones tampons de la ligne bleue pour la réserve forestière afin de résoudre le problème de l'empiètement des terres par les agriculteurs. Par ailleurs, des zones riveraines clés liées à la réserve ont été sélectionnées. Elles feront l'objet d'efforts similaires afin d'atténuer l'érosion dans les zones de captage d'eau. Des consultations avec les populations ont été menées aux Fidji dans le cadre du processus de consentement préalable, libre et éclairé, afin de s'assurer que le projet est pleinement approuvé et que tous les individus, y compris les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, participent davantage à la prise de décision.

À Vanuatu, une initiative de plantation d'arbres de 2 000 plants sur trois hectares a été lancée dans le bassin versant de la Tagabe grâce à une coopération collective avec le Ministère vanuatuan de la jeunesse et des sports et les étudiants en environnement de l'Université du Pacifique Sud. Cette initiative a permis de sensibiliser, d'encourager l'engagement et de renforcer les capacités en matière d'adaptation écosystémique pour la lutte contre les changements climatiques et les efforts de conservation. L'entretien des plants d'arbres indigènes plantés

À propos du PEBACC+

Le Projet de l'adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques (PEBACC+) vise à renforcer la résilience des écosystèmes, de l'économie et des collectivités face aux incidences des changements climatiques aux Fidji, aux Îles Salomon, en Nouvelle-Calédonie, à Vanuatu et à Wallis-et-Futuna. Ce projet développe, soutient et institutionnalise l'adaptation écosystémique aux changements climatiques dans ces cinq pays et territoires. Le PEBACC+ est un projet régional de 5,8 millions d'euros mis en œuvre par le PROE et financé par l'initiative Kiwa par l'intermédiaire de ses bailleurs de fonds : l'Union européenne, l'Agence française de développement, Affaires mondiales Canada, le Ministère australien des Affaires étrangères et le Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, avec un co-financement du Fonds français pour l'Environnement mondial (FFEM).

Les puffins fouquets ne sont pas contaminés par le plastique à Vanuatu et les oiseaux de mer sont protégés des espèces envahissantes à Kiribati

Dans le cadre du programme Pacific BioScapes financé par l'UE, le PROE collabore avec BirdLife International Pacific pour étudier l'ingestion de plastique par une espèce d'oiseau marin très présente à Vanuatu et restaurer des habitats vitaux pour les oiseaux marins à Kiribati.

Les premières recherches sur le puffin fouquet (*Ardenna pacifica*) à Vanuatu révèlent qu'aucune ingestion de plastique n'a été constatée et que les oiseaux sont tous en bonne santé. Une excellente nouvelle pour les oiseaux et les populations locales. Le renforcement continu des compétences et le suivi permettront à la collectivité locale de surveiller tout changement à long terme.

Le programme BioScapes a également permis de rétablir la population de deux oiseaux marins menacés à l'échelle mondiale, le pétrel Phoenix (*Pterodroma alba*) et l'océanite à gorge blanche (*Nesofregatta fuliginosa*) en gérant les espèces envahissantes à Kiritimati, également connue sous le nom d'île Christmas, à Kiribati. BirdLife International et EcoOceania ont travaillé de concert avec le Service de la protection de la faune et de la flore du Ministère kiribatien de l'environnement, des ressources foncières et du développement agricole afin de mener à bien cette activité en novembre 2023. Une étude post-éradication aura lieu en 2024.

Restauration des récifs grâce au projet ReefCloud sur les récifs coralliens du Pacifique

Le projet ReefCloud, qui a été piloté au Samoa, a développé un outil de surveillance des récifs coralliens pour soutenir les initiatives et la surveillance de ces derniers au Samoa. ReefCloud propose un système de données permettant une meilleure intégration de la surveillance des récifs coralliens grâce à l'utilisation d'images sous-marines et à l'application de l'intelligence artificielle pour analyser ces images. Ce système est complété par des connaissances traditionnelles obtenues grâce à la mobilisation des collectivités locales dans la surveillance de leurs systèmes de récifs.

Le projet ReefCloud est le fruit d'une collaboration entre le PROE, l'Institut australien des sciences marines et le Samoa, par l'intermédiaire de son Ministère des ressources naturelles et de l'environnement.

Les principales conclusions du projet ReefCloud comprennent les initiatives suivantes :

1. Formation du personnel de la pêche et de l'environnement aux méthodes de surveillance des récifs coralliens, y compris la conception de l'échantillonnage et les techniques de données photographiques, ainsi que l'utilisation de l'outil ReefCloud pour analyser les données collectées sur les récifs coralliens.
2. Les enseignements tirés et les difficultés rencontrées ont été abordés lors d'un atelier consacré à l'échange culturel et aux savoirs traditionnels auquel ont participé les habitants du district d'Aleipata (11 villages), au Samoa, la Gidarjil Development Corporation (Australie) et les Sea Women of Melanesia (Papouasie-Nouvelle-Guinée). Cet atelier a permis de mettre en lumière la nécessité d'intégrer les connaissances traditionnelles, la gouvernance et les pratiques de conservation traditionnelles dans la gestion des ressources des récifs coralliens.
3. Un projet de programme national de surveillance des récifs coralliens pour le Samoa a été mis en œuvre afin de garantir des méthodes de surveillance normalisées.

Une formation renforce les rapports CITES de Vanuatu sur la gestion des requins

Des agents du Département de la Protection et de la Conservation de l'environnement et du Département de la Pêche de Vanuatu ont suivi une formation spécialisée visant à améliorer la gestion nationale et le suivi des mesures de conservation des requins ainsi que les obligations au titre de la Convention sur le Commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

L'atelier de quatre jours a été organisé par l'Initiative sur les prises accessoires et la gestion intégrée des écosystèmes (BIEM) du Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin (PEUMP), financé par l'Union européenne et la Suède. L'initiative BIEM est mise en œuvre à Vanuatu par le PROE en partenariat avec les Départements vanatuans de la conservation de l'environnement et de la pêche.

Cette formation stratégique visait à renforcer la capacité de ces deux organismes publics à rendre compte des mesures de gestion prises par le pays pour les requins et les Avis de commerce non préjudiciable (NDF) de la CITES grâce à un système de rapport électronique récemment mis en place, ainsi qu'à réaliser des évaluations NDF sur deux espèces de requins : le requin-renard et le requin-taupe bleu.

La République de Vanuatu est partie à la CITES et signataire de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage par la signature du Mémoire d'Entente sur la Conservation des Requin migrateurs en 2013.



OBJECTIF 2.3
Prévenir l'extinction des espèces menacées et renforcer les mesures visant à maintenir leur état de conservation.

Le mémorandum entre le PROE et Birdlife renforce la collaboration pour protéger les oiseaux et les sites d'importance biologique

Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et Birdlife International poursuivent leur coopération étroite grâce à un nouveau protocole d'accord signé en 2023. Ce partenariat continuera à voir les organisations travailler à la protection des oiseaux et des sites biologiquement importants de la région, qu'ils soient marins ou terrestres.

Le PROE se réjouit à l'idée de maintenir le travail avec BirdLife International autour de la protection des oiseaux et sites d'importance biologique de la région du Pacifique par la restauration des îles, y compris la gestion des espèces envahissantes, les programmes de rétablissement des espèces, l'atténuation des prises accessoires et le renforcement des capacités des collectivités, des pouvoirs publics et des parties prenantes nationales pour soutenir la biodiversité et le mode de vie des îles du Pacifique.



Gestion durable des écosystèmes marins, côtiers et terrestres grâce au programme Pacific BioScares

La région du Pacifique se caractérise par une grande biodiversité, y compris des niveaux élevés d'endémisme des espèces, et des écosystèmes côtiers et marins de grande valeur, notamment des récifs coralliens, des mangroves et des herbiers marins. Ces écosystèmes se trouvent de plus en plus menacés par les changements climatiques et d'autres facteurs.

Le programme Pacific BioScares est une action financée par l'Union européenne (UE), gérée et mise en œuvre par le PROE, qui comprend 30 activités diverses menées dans 11 pays pour gérer durablement les écosystèmes marins, côtiers et terrestres dans la région du Pacifique.

Il a été développé pour faire face et répondre à ces défis majeurs et propose une gamme complète d'activités comprenant la sensibilisation des populations, la gestion des écosystèmes, la planification de l'espace marin et la conservation des espèces.

Les activités clés pour 2023 ont été les suivantes :

1. Renforcer les capacités locales de gestion des pêches et les stratégies nationales de récolte pour les espèces clés de mérus dans la République des Îles Marshall.
2. Soutenir la Table ronde des îles du Pacifique pour la Conservation de la nature afin de mettre en œuvre des mesures de conservation dans la région des îles du Pacifique.
3. Travailler en étroite collaboration avec les autorités de Kiribati pour renforcer la planification spatiale nationale au niveau des côtes, du milieu marin et des atolls, avec le soutien de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

La bourse Lui Bell Memorial soutient une étude sur l'impact de la chasse traditionnelle sur les populations de dauphins des Îles Salomon

La bourse d'études supérieures Lui Bell Memorial pour la Conservation des Espèces marines a soutenu une recherche menée par l'Université Nationale des Îles Salomon afin de mieux comprendre les aspects culturels de la chasse aux dauphins et l'impact de la chasse traditionnelle sur les populations de ces mammifères dans les Îles Salomon.

Le boursier, M. Kabini Fa'ari Afia, poursuit un projet de recherche dans le cadre d'un Master of Science grâce à cette bourse. M. Kabini est originaire de la province de Malaita, où la chasse au dauphin fait partie du calendrier culturel annuel de certaines localités. Peu de données sont disponibles sur les chasses au dauphin pratiquées au cours des dix dernières années.

Administrée par le PROE, la bourse est financée par l'Initiative sur les prises accessoires et la gestion intégrée des écosystèmes (BIEM) du programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin (PEUMP) financé par l'Union européenne et la Suède.

L'analyse de l'ADN des os et des dents des dauphins a commencé en avril en collaboration avec l'Université d'Auckland afin d'établir les espèces ciblées au cours de la dernière décennie. Les données culturelles et scientifiques aideront les pouvoirs publics et les collectivités à élaborer des plans efficaces de gestion et de conservation des dauphins.

Le Lui Bell Memorial Scholarship Fund a été créé par le PROE en 2013 pour honorer la vie et l'œuvre de feu M. Lui Bell. Cette bourse est destinée à promouvoir le développement de l'expertise scientifique des ressortissants des îles du Pacifique dans les domaines liés à la conservation et à la gestion de la faune marine du Pacifique (tortues, cétacés, dugongs, requins et raies, oiseaux de mer) menacée par les impacts de la pêche.



Éradication des rats aux Tonga

Les espèces envahissantes telles que les rats sont le principal facteur de perte de biodiversité dans le Pacifique. Le Service régional d'aide à la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) est le mécanisme de coordination conçu pour faciliter l'intensification de la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique.

Le programme rassemble des experts qui apportent leur soutien dans la région du Pacifique en se concentrant sur la protection de la biodiversité et des fonctions des écosystèmes. L'objectif est de réduire l'impact écologique et socio-économique des espèces envahissantes sur les écosystèmes par la gestion ou l'éradication d'espèces prioritaires et la protection de sites précieux.

Le projet de dératisation visait à conserver l'un des sites les plus importants pour la biodiversité des Tonga. Le plan discuté en concertation avec la population locale a défini la stratégie, les tâches, le calendrier et la logistique nécessaires à l'éradication sur l'île Late ainsi que sur deux îlots du groupe Vava'u. L'élimination des rats sur Late permettra aux écosystèmes de l'île de se rétablir et de garantir l'épanouissement en toute sécurité des populations de plantes et d'animaux menacés et indigènes sur l'île.

Cette éradication a été financée en partie par le Projet régional sur les espèces envahissantes du FEM 6 - Renforcer les capacités nationales et régionales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique.

Les Îles Marshall renforcent leur résilience face aux changements climatiques en s'attaquant aux espèces envahissantes sur l'île d'Irooj

En 2022, une équipe du Ministère des Ressources naturelles et du Commerce des Îles Marshall, avec le soutien du PROE et les conseils de l'organisation à but non lucratif *Island Conservation*, a entrepris une opération visant à éliminer les rats envahissants de l'île d'Irooj. En mars 2023, le succès du projet fut retentissant.

Les activités d'éradication font partie du programme régional *Predator Free Pacific*, au sein du PRISMSS, dont *Island Conservation* est le responsable technique.

Ces activités sont financées dans le cadre du projet régional sur les espèces envahissantes du FEM 6 (GEF 6 RIP), qui vise à développer et à mettre en œuvre des cadres nationaux et régionaux complets de lutte contre les espèces envahissantes en vue de réduire les menaces que les espèces envahissantes font peser sur la biodiversité terrestre, d'eau douce et marine dans le Pacifique. Ce programme est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le PROE par l'intermédiaire du PRISMSS.

Ces efforts font également partie d'un programme de travail plus large financé à la fois par le FEM et le Département de l'Intérieur des États-Unis par le biais de son Initiative pour les récifs coralliens et les ressources naturelles, qui fera la démonstration de sa faisabilité pour d'autres opérations d'éradication de rats envahissants dans la République des Îles Marshall (RMI).

OBJECTIF 2.4
Réduire de manière significative
l'impact socio-économique et
écologique des espèces envahissantes
sur les écosystèmes terrestres et
aquatiques et contrôler ou
éradiquer les espèces
prioritaires.

Les Tonga remportent le prix 2023 de la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique

Le Coordinateur national des espèces envahissantes du Ministère de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des catastrophes, de l'Environnement, du Changement climatique et de la Communication des Tonga, M. Viliami Hakaumotu, a été honoré du titre de « Battler of the Year » de l'année 2023.

Pendant plus d'une décennie, M. Hakaumotu a joué un rôle central dans la coordination des opérations visant à restaurer la biodiversité sur des sites prioritaires aux Tonga, comme l'éradication réussie des rats sur les îles du groupe d'îles Vava'u, notamment Maninita, Lua Loli, Fangasito et Luahaipo. Ces efforts significatifs ont conduit à la résurgence des populations d'oiseaux de mer et à l'augmentation de la productivité des systèmes de récifs coralliens locaux, confirmée par des études scientifiques qui indiquent une augmentation potentielle de 50 % du nombre de poissons.

M. Hakaumotu a joué un rôle clé dans le projet de restauration du mont Talau de 2015 à 2023. Cette initiative visait à protéger la forêt du mont Talau, qui est l'une des rares forêts tropicales de basse altitude qui subsistent à Vava'u, et qui abrite de précieuses espèces endémiques, notamment le Hengahenga (siffleur tongien) et l'espèce végétale *Casearia buelowii*, endémique du mont Talau et identifiée pour la première fois en 2014.



Renforcement des efforts de restauration et de la résilience des îles

La Nouvelle-Zélande a décidé de renforcer la résilience environnementale du Pacifique en allouant 20,6 millions de dollars néo-zélandais au Service régional d'aide à la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) pour soutenir la mise en œuvre du projet de restauration de la résilience des îles.

Le PRISMSS, dirigé par le PROE, est un mécanisme régional qui facilite l'extension de la lutte contre les espèces envahissantes pour la protection de la biodiversité dans le Pacifique, en collaboration avec des organisations de premier plan. Il soutient également les pays et les collectivités locales en leur fournissant les ressources nécessaires pour lutter contre les menaces que les espèces envahissantes font peser sur leurs écosystèmes insulaires et leur résilience.

L'accord de financement a été officiellement signé entre le PROE et le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT) en juin 2023. L'objectif du projet PRISMSS- Restoring Island Resilience (RIR) est d'améliorer les moyens d'existence et la résilience face aux changements climatiques des pays et territoires insulaires du Pacifique en réduisant l'impact des espèces envahissantes sur leurs écosystèmes naturels et agricoles.

Le projet PRISMSS-RIR s'appuie sur les travaux fondamentaux précédemment financés par le MFAT dans le cadre du projet *Managing Invasive Species for Climate Change Adaptation in the Pacific* (Gestion des espèces envahissantes pour l'adaptation aux changements climatiques dans le Pacifique). Le financement portera également sur le développement du PRISMSS et l'expansion de ses cinq programmes de gestion des espèces envahissantes, qui comprennent les initiatives Protect our Islands, Predator Free Pacific, War on Weeds, Natural Enemies, Natural Solutions et Resilient Ecosystems, Resilient Communities dans l'ensemble de la région.

Les Tuvalu lancent leur première stratégie nationale de lutte contre les espèces envahissantes et leur plan d'action

Les Tuvalu ont officiellement lancé leur stratégie et leur plan d'action nationaux de lutte contre les espèces envahissantes (NISSAP) dans le cadre du projet régional sur les espèces envahissantes du FEM 6, qui vise à renforcer les capacités nationales et régionales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique.

Le NISSAP 2022-2027 des Tuvalu est le premier plan du pays, élaboré grâce à une collaboration et une consultation approfondies avec diverses parties prenantes. La formulation du plan a commencé par un examen approfondi des informations existantes mené par le Groupe de spécialistes des espèces envahissantes.

L'objectif du NISSAP est de faciliter et de guider la protection de la biodiversité et des moyens d'existence contre les impacts des espèces envahissantes par le biais d'une collaboration étroite. Les principaux domaines d'intervention sont le maintien et l'amélioration de la biodiversité indigène, le renforcement des contrôles aux frontières, le développement d'un programme de biosécurité inter-îles, l'éradication des espèces invasives lorsque cela est possible et le contrôle des espèces qui ne peuvent pas être éradiquées.

Ce programme est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le PROE par l'intermédiaire du PRISMSS.



Gestion des déchets et lutte contre la pollution

OBJECTIF RÉGIONAL 3
Les peuples océaniques
bénéficient de
l'amélioration de la gestion
des déchets et d'une
meilleure maîtrise de la
pollution.

OBJECTIF 3.1

Réduire au minimum les effets néfastes des produits chimiques et de tous les déchets sur la santé humaine et l'environnement grâce à une gestion respectueuse de leur cycle de vie, conformément aux cadres régionaux et internationaux convenus (dont « Un Pacifique plus propre 2025 »), et réduire considérablement les rejets de polluants dans l'air, l'eau et le sol.

Écologisation des Jeux du Pacifique de 2023 dans les Îles Salomon

Une « stratégie pour des Jeux sûrs et écologiques » a été lancée par les Îles Salomon pour faire de Honiara une ville d'accueil sûre et verte lors des dix-septièmes Jeux du Pacifique, qui se tiendront du 19 novembre au 2 décembre 2023.

Le PROE, par l'intermédiaire du Ministère de l'environnement, de la lutte contre les changements climatiques, de la gestion des catastrophes et de la météorologie (MECDM), a fourni une aide de 4,8 millions de SBD (dollars des Salomon) par le biais de divers programmes et projets pour soutenir les activités d'écologisation des Jeux. Le PROE est le dixième plus grand contributeur aux Jeux du Pacifique.

Le Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique (POLP), financé par le gouvernement australien, a soutenu les activités d'écologisation des Jeux par les moyens suivants :

- Campagnes de nettoyage et audits des déchets.
- Une vaste campagne de sensibilisation en collaboration avec le MECDM a été menée par le biais de médias tels que la télévision, la radio, les médias sociaux, des panneaux d'affichage, des vidéos, des bannières, un tableau d'engagement interactif, la distribution de pin's et d'autocollants « Ocean Champion », des affiches, un livret sur l'écologisation des Jeux destiné aux athlètes et aux officiels, et une installation artistique géante sur les déchets.
- Soutien à cinq jeunes stagiaires diplômés recrutés pour apporter une aide à la mise en œuvre.
- Sensibilisation de plus de 10 000 personnes lors des Jeux du Pacifique par le biais d'un stand d'information du POLP dans le stade principal pendant les Jeux afin de soutenir l'apprentissage et le partage et d'encourager le changement de comportement par le biais d'activités interactives et de la distribution d'articles promotionnels.
- La distribution de 3 000 bouteilles d'eau réutilisables et de 5 000 tote bags respectueux de l'environnement pendant toute la durée des Jeux du Pacifique a permis de réduire l'utilisation de plastiques à usage unique.
- Amélioration des comportements en matière de déchets grâce à l'achat et à l'installation de poubelles pour le tri des déchets pendant les Jeux du Pacifique.

Le Centre océanien sur les changements climatiques a soutenu l'écologisation des Jeux par le biais d'une initiative de compensation des émissions de carbone visant à planter plus de 5 000 arbres à l'université nationale des Îles Salomon et au village des Jeux de l'école St Joseph Tenaru, ainsi que sur d'autres sites à Honiara. Cette initiative a été entreprise par des élèves, des athlètes et des officiels des Jeux du Pacifique.

Bien que ces initiatives aient été axées sur les Jeux du Pacifique, leurs effets à long terme se traduiront par un avenir plus durable, plus résilient et plus « vert » pour la ville d'Honiara.





Travaux d'élimination des matériaux contenant de l'amiante menés aux Tonga et à Nauru

Dans le cadre du programme de gestion des déchets de l'Union européenne et du Pacifique (PacWastePlus), des matériaux contenant de l'amiante (MCA) ont été retirés de bâtiments administratifs aux Tonga, et des stocks de MCA ont été enlevés à Nauru, réduisant ainsi le risque d'exposition des travailleurs et du public à ce matériau toxique. Cette activité a été menée en partenariat avec les administratifs de Nauru et des Tonga.

Grâce à l'enlèvement d'environ 2622,79 m² de MCA dans quatre bâtiments gouvernementaux à Nuku'alofa utilisés par le personnel du Ministère de l'infrastructure des Tonga, environ 8832 personnes ne sont plus exposées aux MCA chaque année.

Cinq conteneurs de 20 pieds (EVP) contenant des MCA ont été évacués de la décharge de Nauru, ce qui a permis d'éviter l'exposition des travailleurs et des visiteurs de ce site. La formation des fonctionnaires et des représentants de l'industrie privée sur les matériaux contenant de l'amiante non friable a été incluse dans ce projet.

Le programme de gestion des déchets de l'Union européenne et du Pacifique (PacWastePlus) est un programme de 85 mois financé par l'UE et mis en œuvre par le PROE. Il porte sur la gestion rentable et durable des déchets et de la pollution, ainsi que sur les impacts plus larges, notamment la santé et le bien-être des personnes, les changements climatiques, la gestion des catastrophes, la conservation de la biodiversité et la récupération des ressources.

Une vague verte déferle lors du championnat du monde de distance de la Fédération Va'a aux Samoa

On estime que 73 000 bouteilles d'eau à usage unique n'ont pas été utilisées lors du championnat du monde de distance de la Fédération de Va'a aux Samoa, grâce au soutien du PROE dans le cadre du projet POLP financé par l'Australie.

Le Samoa, en tant qu'hôte, a permis la tenue d'un événement écologique en distribuant aux athlètes et aux officiels 1 400 bouteilles en aluminium réutilisables portant la marque POLP. Cela a permis aux organisateurs de l'événement d'obtenir le soutien du Haut-commissariat britannique à Apia pour la distribution de 200 bouteilles supplémentaires.

En outre, 23 stations de remplissage d'eau gratuites ont été mises à la disposition des athlètes, des officiels et des spectateurs dans le village sans plastique de l'événement. Un stand d'information sur le POLP a été installé au village de l'événement à des fins d'apprentissage et de partage, de promotion de l'absence de plastique et de visibilité dans les médias nationaux. Conformément à l'objectif sans plastique de l'événement, les commerces, y compris les points de vente de nourriture et de boissons, ont utilisé et vendu des produits plastiques alternatifs et de substitution.

Une enquête menée auprès des consommateurs pendant l'événement a révélé une forte sensibilisation à l'impact des déchets plastiques à usage unique sur l'environnement et une volonté d'utiliser des produits de substitution s'ils sont disponibles.

Cette activité est le fruit d'un partenariat entre le Samoa, le championnat du monde de la Fédération internationale de Va'a, le PROE par le biais du POLP financé par l'Australie et la Samoa Outrigger Canoe Association.

La voix des îles du Pacifique amplifiée lors des négociations du traité sur les plastiques

Lors de la reprise de la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA5.2) en février 2022, une résolution historique (5/14) a été adoptée en faveur de l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin, avec pour ambition d'achever les négociations d'ici la fin de 2024.

En 2023, deux sessions du Comité de négociation international (CNI) ont eu lieu, après le CNI 1 en Uruguay à la fin de 2022. Le CNI 2 s'est tenu à Paris, en France, du 29 mai au 2 juin, et le CNI 3 à Nairobi, au Kenya, du 13 au 19 novembre. Le PROE a poursuivi son action en faveur de l'amplification de la voix unique du Pacifique dans le processus du CNI en coordonnant les sessions préparatoires du Pacifique financées par l'Australie. Ces sessions ont permis aux petits États insulaires en développement du Pacifique d'élaborer une stratégie de négociation pour l'avenir.

La session préparatoire du CNI 2 s'est tenue à Paris avant le CNI 2, et la session préparatoire du CNI 3 s'est tenue aux Palaos avant le départ pour Nairobi. Ces sessions ont débouché sur des plans d'action visant à garantir que les priorités du Pacifique seront prises en compte dans l'accord juridiquement contraignant final.

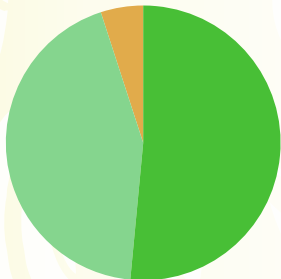
La mobilisation des îles du Pacifique en faveur d'un accord ambitieux et juridiquement contraignant a été consolidée lors du 52^e Forum des dirigeants des îles du Pacifique, qui s'est tenu dans les îles Cook, avec l'approbation des Partenariats du Pacifique pour la prospérité, un processus de hiérarchisation politique visant à mobiliser des ressources pour permettre aux habitants du Pacifique d'apporter des changements transformationnels par le biais du développement national et régional.

L'un de ces partenariats encourage les membres à rejoindre la Coalition de haute ambition pour mettre fin à la pollution plastique, à laquelle les Îles Salomon ont adhéré en 2023, rejoignant ainsi les États fédérés de Micronésie, les îles Cook et les Palaos. L'objectif commun de cette coalition est de mettre fin à la pollution plastique d'ici 2040.

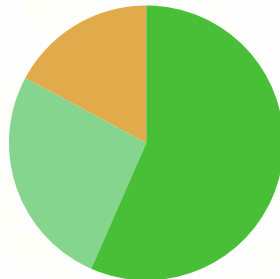
Les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les îles Cook, les Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Îles Marshall, le Samoa, les Tonga, les Tuvalu et Vanuatu ont pris part aux CNI 2 et CNI 3, soutenus par le PROE avec l'aide financière de l'Australie. Le PROE a travaillé avec des partenaires tels que le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, le Bureau du Commissaire à la gouvernance de l'océan Pacifique, l'Université de Newcastle, l'Agence d'enquête environnementale, le Centre pour le droit international de l'environnement, l'Université de Wollongong, le WWF et l'Université Massey.

OBJECTIF 3.2
Renforcer les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de gestion des déchets, notamment des produits chimiques, des déchets dangereux, des déchets produits par les navires et les avions, des déchets plastiques marins et autres débris marins.

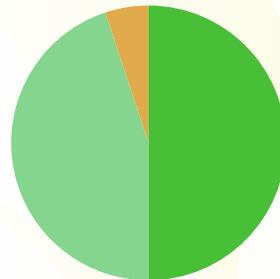
Connaissez-vous l'impact des plastiques à usage unique sur l'environnement ?



Comment décririez-vous votre connaissance des produits alternatifs au plastique à usage unique ?



Quelle est la probabilité que vous choisissiez une alternative aux plastiques à usage unique plus respectueuse de l'environnement s'il en existait une ?



Les Îles Salomon adoptent une réglementation interdisant les sacs en plastique à usage unique

Le champ d'application de la loi sur l'environnement des Îles Salomon interdit désormais l'importation, la fabrication, l'approvisionnement et la distribution de divers types de plastiques à usage unique. Ainsi, la population des Îles Salomon n'aura plus accès aux sacs, pailles et couverts en plastique, aux assiettes en polystyrène et aux bouteilles en PET de moins de 1,5 litre. Les plastiques à usage unique seront interdits lorsque toutes les dispositions de la législation prendront effet le 1^{er} avril 2024.

Entrée en vigueur en septembre 2023 dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour mettre en œuvre les actions de la stratégie pour des Jeux du Pacifique sûrs, propres et verts, la réglementation témoigne de l'engagement en faveur d'un océan sain par la réduction de la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin.

Une vaste campagne de sensibilisation a été organisée pour faire connaître la nouvelle réglementation au niveau national. Une section spéciale de cette campagne a ciblé environ 500 commerces, les informant de l'interdiction des plastiques à usage unique et de la période de grâce allant de septembre 2023 à mars 2024. Cela a permis de vendre les stocks existants de plastiques à usage unique interdits par la législation avant le début de l'interdiction.

Lors de l'élaboration de la nouvelle réglementation, les fonctionnaires des Îles Salomon ont acquis des connaissances sur les options pour réduire l'usage des plastiques à usage unique grâce à la participation et à la consultation des femmes, des hommes, des jeunes et de la communauté professionnelle. Le conseil d'administration de Solomon Airlines a également accepté et mis en place l'utilisation de substituts au plastique à usage unique pour ses repas à bord.

Ce travail, soutenu par le PROE par le biais du POLP et financé par l'Australie, est l'aboutissement d'un partenariat avec les autorités des Îles Salomon, le conseil municipal d'Honiara, le gouvernement de la Province occidentale et la chambre de commerce.

Les îles du Pacifique font parler d'elles à la SpillCon2023

Douze des quatorze membres du Plan régional océanien d'intervention en cas de déversements en mer (PacPlan) ont bénéficié d'un soutien dans le cadre du projet de résilience PacPlan 2022-2025 financé par l'Australie pour assister à la conférence Asie-Pacifique SpillCon2023 organisée en Australie par l'Organisation maritime internationale (OMI) et ses partenaires.

La conférence SpillCon est une conférence internationale triennale sur les déversements d'hydrocarbures pour la région Asie-Pacifique qui permet aux participants de partager l'expérience internationale et les connaissances actuelles sur les questions clés de la préparation et de la réponse aux déversements d'hydrocarbures.

La conférence sur les déversements d'hydrocarbures et l'atelier régional du PROE et de l'OMI sur « l'élaboration d'un plan de préparation et d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures dans les petites îles du Pacifique et les autres États en développement » ont contribué à relancer l'engagement en faveur de la mise en œuvre du PacPlan. Les participants ont été formés à une série d'outils de gestion et de gouvernance de l'environnement et ont eu l'occasion de tirer parti des expériences acquises dans d'autres régions du monde présentant des caractéristiques similaires à celles du Pacifique.

Les pays soutenus par le PROE lors de l'atelier régional étaient les suivants :

Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.



Détourner les déchets organiques dans les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les Îles Salomon et la République des Îles Marshall avec le programme PacWastePlus

Les matières organiques représentent en moyenne 40 % des déchets envoyés à la décharge dans les pays insulaires du Pacifique. Dans les États fédérés de Micronésie, le taux d'élimination des matières organiques est de 17,8 %, dans les Fidji de 37,3 %, dans la République des Îles Marshall de 20,3 % et dans les Îles Salomon de 69,8 %.

La gestion des matières organiques fait face aux problèmes suivants : le manque de transport et d'équipement, de formation, d'installations et de sensibilisation aux impacts de l'élimination des matières organiques dans un milieu anaérobie, ainsi que la connaissance des options pour le compostage et les solutions de gestion des matières organiques.

Pour y remédier, le programme PacWastePlus a travaillé avec chacun de ces quatre pays pour développer un programme spécifique de détournement des matières organiques adapté à leur contexte et aux besoins de leur population. Un ensemble de ressources a également été publié pour permettre l'aide à la décision et l'identification de solutions de gestion organique appropriées pour différents contextes, et pour aider à la conception et à l'exploitation des installations organiques.

États fédérés de Micronésie

La conception technique du programme de traitement organique pour les États de Chuuk et de Yap a été achevée. Cinq agents de la division de l'agriculture de Yap et de l'agence de protection de l'environnement ont été formés à l'exploitation d'une station de compostage, tandis que des agents de l'agence de protection de l'environnement de Chuuk et de la division des travaux publics de Chuuk ont été formés à la réalisation d'audits des déchets de la collectivité. Grâce à la mise en place de procédures opérationnelles appropriées, le fonctionnement de la station de compostage de Yap s'est amélioré, ce qui a permis de traiter les déchets organiques dans la station au lieu de les envoyer à la décharge.

Fidji

En partenariat avec le Conseil des affaires d'iTuakei, le programme PacWastePlus a soutenu des audits de déchets et des consultations participatives dans 25 villages de neuf provinces des Fidji. Les agents de conservation provinciaux ont été formés à la réalisation d'audits de déchets qui permettent de comprendre le type et le volume des déchets organiques générés afin de déterminer le programme de traitement organique approprié à adopter. Grâce à ce travail, 25 villages sont désormais conscients de l'importance de la gestion des déchets et de l'impact d'une mauvaise gestion sur l'environnement local et les sources de nourriture. Il a également conduit à la réactivation et à la création de comités environnementaux chargés de superviser la gestion des déchets dans les villages.

République des Îles Marshall

Le programme PacWastePlus a travaillé en partenariat avec la société Majuro Waste Collection (MAWC), l'Agence de protection de l'environnement et le gouvernement local de Majuro pour mener des consultations afin de sensibiliser aux activités visant à résoudre le problème des déchets organiques dans la République des Îles Marshall. Un grand broyeur mobile de déchets organiques a été acheté pour permettre le broyage des déchets organiques, soit dans les foyers, soit à la décharge, ce qui facilite le transport vers la station de compostage une fois le broyage effectué. Six membres du personnel de la MAWC ont été formés à la conduite efficace du compostage et à l'exploitation de la station de compostage. Grâce à ces activités, on estime que 10 % des déchets organiques sont détournés de la décharge, ce qui procure un emploi important à deux membres du personnel. Le compost est désormais mis en sac et distribué aux habitants locaux pour leurs jardins.

OBJECTIF 3.3

Récupérer les ressources des déchets et des polluants par le compostage (récupération des nutriments), le recyclage (récupération des matériaux), la récupération d'énergie et d'autres mesures afin de réduire la production de déchets et de contribuer au développement économique et social.



Le Programme Pacifique-Union européenne pour la gestion des déchets (PacWastePlus) est un programme de 72 mois financé par l'UE et mis en œuvre par le PROE. Il porte sur la gestion rentable et durable des déchets et de la pollution, ainsi que sur des impacts plus larges tels que la santé et le bien-être des personnes, les changements climatiques, la gestion des catastrophes, la conservation de la biodiversité et la récupération des ressources. Les filières de déchets prioritaires comprennent les déchets dangereux (amiante, déchets électroniques et déchets médicaux), les déchets solides (recyclables, déchets organiques, déchets générés par les catastrophes et les déchets encombrants), et les aspects connexes des eaux usées. Les pays participant à PacWastePlus sont les suivants : États fédérés de Micronésie, Îles Cook, Îles Salomon Fidji, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique du Timor-Leste, République des Îles Marshall, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu. Pour en savoir plus sur le programme PacWastePlus, consultez le site pacwasteplus.org

OBJECTIF 3.4

Améliorer la surveillance des déchets et de la pollution dans les milieux récepteurs afin de permettre une prise de décision éclairée sur les mesures appropriées pour protéger la santé humaine et l'environnement et pour réduire les dommages environnementaux associés.

Plus de 4 000 kilos de déchets collectés dans six îles du Pacifique lors de la Journée mondiale de nettoyage du littoral 2023

En septembre, dans le cadre de la Journée mondiale de nettoyage du littoral 2023, le projet SWAP (Actions en faveur d'une gestion durable des déchets dans le Pacifique) financé par l'Agence française de développement (AFD) a travaillé avec le POLP et le projet ISLANDS du FEM pour soutenir 24 associations à travers six îles du Pacifique afin de mener des actions de nettoyage des plages, y compris des audits de déchets et la production de matériel de sensibilisation.

Les populations locales se sont ainsi engagées à contribuer à la préservation de l'environnement dont elles dépendent.

Vingt-quatre collectivités et 885 volontaires des des Fidji, des Îles Salomon, du Samoa, des Tonga et de Wallis-et-Futuna ont collectivement ramassé 4 126,50 kilogrammes de déchets. Ils ont également réalisé neuf vidéos de sensibilisation sur les déchets marins.

Entre 2021 et 2023, plus de 17 tonnes de déchets ont été collectées par les associations et organisations partenaires du PROE participant aux Journées mondiales de nettoyage du littoral. Les données collectées lors de ces événements montrent qu'en termes de poids, les objets en plastique représentent la part la plus importante avec 840,34 kg, soit 20,36 % des déchets collectés et audités, suivis par le métal avec 601 kg, soit 14,56 % des déchets collectés. Cela souligne l'importance de s'attaquer à la pollution plastique, de réduire la production de déchets et la nécessité d'augmenter la quantité de déchets recyclés.

La Journée mondiale de nettoyage du littoral 2023 a été soutenue par le PROE à travers le SWAP financé par l'AFD, le Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique financé par le gouvernement australien et le programme ISLANDS (Mettre en œuvre un développement durable sans ou sobre en produits chimiques dans les petits États insulaires en développement) financé par le Fonds pour l'environnement mondial.

Renforcer la capacité du Pacifique à mener en toute sécurité des nettoyages de plages et des audits de déchets

Plus de 160 personnes des Fidji, des Îles Salomon, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu ont été formées à la réalisation d'enquêtes et d'audits statistiquement fiables sur les déchets de plage lors d'activités de nettoyage, et à l'enregistrement de ces données à l'aide de l'application en ligne Litter Intelligence pour le partage des données sur les déchets marins, développée par Sustainable Coastlines, une organisation caritative néo-zélandaise.

La série de formations organisées en 2023 dans chacun de ces cinq pays insulaires du Pacifique, ciblait les collectivités participant aux projets pilotes du SWAP sur les déchets marins. Grâce à cette formation, les participants ont appris comment les déchets marins sont générés et quels types de déchets se trouvent sur les rivages des îles du Pacifique, afin de faciliter la prise de décision lorsqu'il s'agit de réduire la pollution plastique.

Cette formation permet aux Membres du PROE de disposer de données précises sur la pollution plastique alors qu'ils entreprennent des négociations en vue d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin.

Mise en œuvre par le PROE par le biais du SWAP et financée par l'Agence française de développement (AFD), la formation a été dispensée par Sustainable Coastlines et le PROE.

Premiers amendements à la Convention de Waigani

Lors de la réunion extraordinaire de la Conférence des Parties (CdP) à la Convention de Waigani, les Parties à la convention ont adopté leur tout premier amendement, marquant ainsi une étape importante dans l'alignement de la convention sur les efforts internationaux de lutte contre les déchets plastiques.

La Convention de Waigani, un traité régional visant à lutter contre les déchets dangereux et autres polluants dans la région du Pacifique, est depuis longtemps un instrument essentiel pour la protection de l'environnement et le développement durable. Cette convention est calquée sur la Convention de Bâle, qui a adopté des amendements aux annexes II, VIII et IX dans le but de renforcer le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets plastiques et de clarifier le champ d'application de la convention en ce qui concerne ces déchets.

Une dichotomie entre les types de déchets couverts par les deux conventions existait lors de l'entrée en vigueur de ces amendements le 1^{er} janvier 2021. Conscientes de l'impact potentiel de cette évolution sur le Pacifique, les Parties à la Convention de Waigani ont demandé lors de la CdP-11 à un groupe de travail d'entreprendre des travaux intersessions en vue d'adopter les amendements à la Convention de Bâle sur les déchets plastiques.

Les amendements introduisent des contrôles plus stricts sur le commerce international des déchets plastiques. Auparavant, de nombreux déchets plastiques mélangés et contaminés pouvaient être commercialisés librement sans les contrôles appliqués à d'autres formes de déchets dangereux. Avec les amendements, seuls les déchets plastiques propres, non contaminés et prêts à être recyclés peuvent être commercialisés sans ces contrôles.

Les amendements prévoient également que les exportations de déchets plastiques ne peuvent avoir lieu qu'après avoir reçu un consentement préalable en connaissance de cause de la part du pays importateur. Ce mécanisme permettra de s'assurer que les pays sont bien informés et ont donné leur consentement explicite avant que les déchets plastiques n'entrent sur leur territoire.

Les Parties à la Convention visant à interdire l'importation de déchets dangereux et radioactifs dans les pays insulaires du Forum et à contrôler les mouvements transfrontaliers et la gestion des déchets dangereux dans la région du Pacifique Sud (Convention de Waigani) sont l'Australie, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les îles Cook, les Îles Salomon, Kiribati, Nioué, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Tonga, les Tuvalu et Vanuatu.



Gouvernance et surveillance environnementales

OBJECTIF RÉGIONAL 4

Les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application.

OBJECTIF 4.1

Renforcer les systèmes nationaux de planification et de mise en œuvre du développement durable, notamment au moyen d'évaluations d'impact sur l'environnement, d'évaluations stratégiques de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Journée du Pacifique 2023 : Façonner les évaluations environnementales et la planification pour un développement résilient dans le Pacifique

Le Pacifique a été mis en lumière lors de la Journée du Pacifique 2023, organisée en marge de la Conférence 2023 de l'Institut pour l'environnement de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (EIANZ) à Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Cet événement, qui a réuni plus de 60 personnes, a offert un cadre propice aux discussions et au dialogue entre les îles du Pacifique, les organisations internationales et les spécialistes en matière de pratiques environnementales durables. Il a permis de présenter les approches innovantes adoptées dans le Pacifique pour faire face aux enjeux environnementaux, qui mettent l'accent sur les solutions propres à chaque pays et intègrent les savoirs traditionnels, tout en plaidant en faveur du renforcement de la collaboration régionale et d'une hausse des ressources allouées. Les résultats de cet événement ont permis d'orienter et d'éclairer le travail et l'assistance fournis par le PROE dans le renforcement des capacités des pays insulaires du Pacifique en ce qui concerne l'évaluation d'impact sur l'environnement, l'évaluation environnementale stratégique et les garanties environnementales et sociales.

Organisé par le PROE, il a été rendu possible grâce à un partenariat entre Stantec New Zealand, l'Association néo-zélandaise pour les évaluations d'impact, l'EIANZ et le projet financé par l'Union européenne sur le renforcement des capacités à l'appui des accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – Phase III (« ACP-MEA 3 »), mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et exécuté par le PROE.



Les délégués du Pacifique ont manifesté plus fortement leur voix lors de la Conférence de l'Association internationale pour l'évaluation d'impact

Pour renforcer les capacités en matière d'évaluation et de planification environnementales nationales, le PROE a aidé une délégation du Pacifique à participer à la 42^e Conférence annuelle de l'Association internationale pour l'évaluation d'impact en Malaisie (Annual Conference of the International Association for Impact Assessment, IAIA).

Plus de 600 professionnels de l'environnement, acteurs politiques et membres de la communauté scientifique du monde entier ont pris part à cette conférence consacrée à la façon dont l'évaluation d'impact et la prise d'initiatives peuvent accélérer la transformation et appuyer la résilience dans un monde confronté à une adversité pressante, qui nécessite l'adoption de solutions immédiates et aux retombées profondes.

La délégation du Pacifique, composée de représentants de Nauru, du Samoa et de Vanuatu, a acquis des connaissances précieuses, débattu de diverses expériences et bénéficié des conseils de spécialistes et de professionnels, renforçant ainsi la capacité de ses membres à répondre aux enjeux environnementaux dans leurs pays respectifs.

Le PROE et la délégation du Pacifique ont également discuté avec de hauts fonctionnaires de la Banque mondiale des domaines d'intérêt mutuel et de la coopération potentielle en ce qui concerne la durabilité environnementale et sociale dans le Pacifique.

La participation des îles du Pacifique à la conférence de l'IAIA a été prise en charge par le projet de renforcement des capacités à l'appui des accords environnementaux multilatéraux dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – Phase III (« ACP-MEA 3 »), financé par l'Union européenne, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et exécuté par le PROE.



La Convention de Nouméa favorise des avancées significatives dans la protection de notre environnement commun

Une réunion spéciale de deux jours des Parties contractantes à la Convention de Nouméa a reconnu ce traité comme constituant une pierre angulaire des efforts consentis au niveau régional pour répondre aux enjeux environnementaux.

Organisée par le PROE, cette réunion a permis aux Parties contractantes d'évaluer ensemble les résultats de l'évaluation de l'efficacité et de la pertinence de la Convention. Cette évaluation a débouché sur une proposition de voie à suivre concernant les ressources et la stabilité financière de la Convention, l'élaboration d'un plan de suivi et de communication de rapports et d'un plan de communication et de sensibilisation, ainsi que d'une stratégie visant à en renforcer le Secrétariat.

La réunion a permis de renforcer l'adhésion collective des Parties contractantes, d'améliorer la pertinence de la Convention face aux menaces environnementales actuelles et émergentes, et de donner des orientations au Secrétariat pour qu'il s'acquitte au mieux de ses rôles et fonctions.

Cette réunion s'est tenue à Apia (Samoa) les 14 et 15 juin 2023. Y ont participé des représentants de l'Australie, des États fédérés de Micronésie, des États-Unis d'Amérique, des Fidji, des îles Cook, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Samoa, tous ces États étant Parties à la Convention.

OBJECTIF 4.2
Renforcer les capacités nationales pour une bonne gouvernance environnementale, étayée par une assistance technique pour l'élaboration de politiques et de lois, et pour contribuer à la mise en œuvre des engagements pris par les Membres sur les plans régional et international.



Les spécialistes des systèmes d'information géospatiale réunis à Suva améliorent la résilience du Pacifique et font la démonstration de nouveaux outils

L'objectif principal de la réunion des spécialistes et des professionnels des systèmes d'information géospatiale (SIG) qui s'est tenue aux Fidji avait pour principal objectif de contribuer à la résilience du Pacifique en renforçant les capacités à fournir des informations en temps réel (ou presque) sur les conditions environnementales.

La 25^e Conférence géospatiale du Pacifique a rassemblé plus de 200 délégués, dont des participants originaires de 16 îles du Pacifique. Cette conférence a considérablement amélioré les capacités des pays du Pacifique en matière de surveillance de l'environnement et d'utilisation des données, en permettant une meilleure gestion des ressources et des réponses aux catastrophes. Elle a permis de présenter de nouveaux outils géospatiaux et données libres en cours d'élaboration ou d'application, qui amélioreront la prise de décisions dans la région.

Elle a également donné aux spécialistes des systèmes géospatiaux une occasion de collaborer avec les populations locales, ouvrant ainsi la voie à une mise en réseau pour favoriser la coopération entre les spécialistes, les institutions internationales et les organisations afin de résoudre les difficultés communes et d'encourager l'échange de connaissances. Plus de 60 présentations et discussions, 6 ateliers techniques et des conférences éclair ont été organisés par les personnes de contact nationales qui ont participé à la réunion.

La participation et les activités de renforcement des capacités du PROE ont été appuyées par le Programme de gestion de la biodiversité et des aires protégées (BIOPAMA), une initiative de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) financée par le 11^e Fonds européen de développement de l'Union européenne.

Lancement de la Stratégie nationale des Palaos pour la gestion de l'environnement

Lancée en 2023, la Stratégie nationale de gestion de l'environnement (SNAGE) 2022-2030 de la République des Palaos met l'accent sur l'interdépendance des mesures nationales, des actions environnementales et des objectifs, classés dans onze domaines thématiques.

Cette stratégie constitue la directive établissant une feuille de route stratégique pour répondre aux principales préoccupations environnementales des Palaos d'une manière globale et intégrée. Elle contribuera à une prise de décisions de plus en plus éclairées en matière d'environnement. La Stratégie aidera les autorités palaosiennes et d'autres organisations environnementales nationales à cerner au mieux les besoins et à hiérarchiser les actions pour mieux gérer, protéger et réhabiliter les composantes de l'environnement des Palaos qui sont sous pression, comme l'indique le Rapport 2019 sur l'état de l'environnement des Palaos.

Malgré les difficultés posées par la pandémie de COVID-19, le Ministère palaosien de l'agriculture, de la pêche et de l'environnement et le Conseil national de protection de l'environnement des Palaos ont poursuivi l'élaboration de cette stratégie avec le soutien du PROE.

Le lancement de cette stratégie par la République des Palaos a été célébré à l'occasion du 30^e anniversaire du PROE. Notre organisation a été fondée en vertu de l'Accord de création du PROE, dans le but d'encourager la coopération et l'assistance pour la protection et l'amélioration de l'environnement en vue d'assurer un développement durable pour les générations actuelles et futures.



OBJECTIF 4.3

Renforcer la collecte, la surveillance et l'analyse des données environnementales et de la communication des résultats à l'échelle nationale et régionale.

La réussite du projet Inform ouvre la voie à une prise de décisions fondée sur les données dans le Pacifique

En partenariat avec les îles du Pacifique et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le PROE a conclu avec succès la mise en œuvre du projet Inform, une initiative novatrice financée par le FEM qui permet désormais d'améliorer la prise de décisions fondée sur les données dans la région du Pacifique. Le projet a répondu au besoin critique d'accroître la disponibilité des données sur les ressources environnementales, les tendances et les facteurs de changement. En dernier recours, ceci passe par la gestion de l'information, l'interprétation des données et l'adoption de procédures normalisées pour le traitement des données environnementales.

Le projet Inform a considérablement amélioré la disponibilité des données environnementales essentielles dans la région du Pacifique, permettant aux décideurs, aux planificateurs et aux divers acteurs de prendre des décisions éclairées sur la base d'informations actualisées et précises.

Dans le cadre de ce projet ont été mis en place des portails de données environnementales fiables en collaboration avec le Centre de données de la Communauté du Pacifique, facilitant l'accès aux données et favorisant un avenir durable grâce à une prise de décisions fondée sur les faits.

Le projet fournit des évaluations complètes de l'état de l'environnement de la région en élaborant des rapports sur l'état de l'environnement, des stratégies nationales de gestion de l'environnement et concernant d'autres priorités dans les pays Membres. Toujours dans le cadre du projet Inform, quatorze pays insulaires du Pacifique ont également pu renforcer leurs capacités grâce à des formations en ligne gratuites disponibles sur la plateforme Moodle du PROE, laquelle a pour but de faciliter la formation continue et le renforcement des capacités en matière de gestion, de visualisation, de partage et d'utilisation des données.

Le Projet de renforcement des capacités nationales et régionales de mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement par le biais de l'amélioration de la planification, de l'évaluation de l'état de l'environnement et de l'établissement de rapports dans le Pacifique (projet Inform) est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), mis en œuvre par le PNUE et exécuté par le PROE. Il a été réalisé en partenariat avec les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les îles Cook, les Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des îles Marshall, le Samoa, les Tonga, les Tuvalu et Vanuatu.

Renforcer le suivi et la gestion des écosystèmes par grâce à l'Atlas mondial des écosystèmes

Le PROE a soutenu la première réunion consacrée à l'Atlas mondial des écosystèmes, qui s'est tenue à Genève en 2023. Cet événement a permis à divers acteurs de discuter de l'Atlas mondial des écosystèmes, une initiative menée par le Groupe sur l'observation de la Terre, une organisation intergouvernementale dont les partenaires mondiaux incluent des États, des organisations internationales et privées, des organisations de la société civile et des scientifiques qui collaborent pour fournir un accès équitable à l'information environnementale en tant que base pour une prise de décisions fondée sur des preuves.

L'Atlas mondial des écosystèmes renforcera la capacité de la région du Pacifique à assurer la surveillance de l'environnement (notamment des zones humides) en facilitant l'accès aux données et aux outils utilisables par les îles du Pacifique. Il constituera un service mondial complet, offrant aux entités nationales les ressources, les données numériques et les outils nécessaires à une surveillance et une cartographie efficaces. Cette initiative est née du Sommet ministériel de la semaine du Groupe sur l'observation de la Terre, qui s'est tenu en 2019 à Canberra, et des discussions qui ont eu lieu lors du Symposium géospatial océanien de 2022 en Nouvelle-Calédonie.

Au cours de cette réunion de deux jours, des débats ont eu lieu avec différents acteurs actifs dans les domaines de la télédétection et de l'observation in situ de la Terre, de la science, de la technologie, de l'élaboration de politiques, de la surveillance et de l'établissement de rapports dans le cadre des accords sur l'environnement, afin d'accélérer la coopération pour la constitution de l'Atlas mondial des écosystèmes.

Cette première réunion sur l'Atlas mondial des écosystèmes a été rendue possible grâce à l'aide du Groupe sur l'observation de la Terre et du projet financé par l'Union européenne sur le renforcement des capacités à l'appui des accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – Phase III (« ACP-MEA 3 »), mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et exécuté par le PROE.



Pleins feux sur les solutions géospatiales aux enjeux climatiques lors de la COP28 à Dubaï

La présentation des technologies et méthodes géospatiales appliquées dans la région du Pacifique pour traiter les questions liées aux changements climatiques était au cœur d'une manifestation spéciale organisée en marge de la vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28). Animée par le PROE, cette manifestation a mis l'accent sur la compréhension et l'atténuation des répercussions des pertes et dommages ainsi que l'adaptation à elles afin d'assurer la résilience de la région Pacifique. On y a présenté les évaluations de la vulnérabilité entreprises à Fidji, la gestion de la biodiversité dans les Îles Salomon et le travail de préparation aux changements climatiques mis en œuvre à Vanuatu.

Les discussions ont souligné la nécessité d'une collaboration intersectorielle et de l'intégration des données géospatiales dans les procédures de planification nationale afin d'améliorer l'efficacité de l'action climatique dans la région du Pacifique.

Cette manifestation a été rendue possible grâce à l'appui du projet financé par l'Union européenne sur le renforcement des capacités à l'appui des accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – Phase III (« ACP-MEA 3 »), mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et exécuté par le PROE.



Enquêtes sur la biodiversité terrestre et marine pour aider à sauvegarder les trésors naturels du Samoa

Des études sur la biodiversité terrestre et marine ont été effectuées grâce à l'aide du Programme conjoint de l'ONU « Mieux construire pour l'avenir en sauvegardant le capital naturel et les services écosystémiques » pour le Samoa. Le Ministère samoan des ressources naturelles et de l'environnement et le PROE ont accompli ces deux études au cours de l'année 2023.

L'étude de suivi de la biodiversité terrestre a été menée dans les aires de conservation communautaires et les zones clés pour la biodiversité sur les îles de Savaii et d'Upolu, au Samoa. La mission principale était d'acquérir une compréhension plus approfondie de la biodiversité du Samoa par une collecte de données exhaustive.

L'étude comprenait l'identification et la collecte de données sur la présence de papillons, d'oiseaux et de reptiles sur les sites ciblés. La richesse des données collectées constitue une ressource essentielle pour comparer les tendances par rapport aux informations de base, ce qui permet au Ministère de suivre l'évolution des populations actuelles de ces espèces au fil du temps. En outre, l'enquête s'est attachée à cartographier la répartition des espèces. En recueillant des informations détaillées sur la répartition actuelle de ces espèces, les enquêteurs seront mieux équipés pour développer des stratégies de conservation ciblées afin de sauvegarder le précieux environnement biologique naturel du Samoa, permettant ainsi à ces espèces de prospérer dans leurs habitats naturels.

Une enquête sur les baleines et les dauphins a également eu lieu à Upolu et à Savaii, portant essentiellement sur les baleines à bosse ainsi que d'autres espèces de baleines et de dauphins dans les eaux du Samoa. Le recours à la photo-identification des baleines à bosse a permis d'améliorer la compréhension et la connaissance des baleines, des dauphins, de leurs populations et de leur habitat dans les eaux du Samoa. L'étude a constitué un enseignement pratique précieux sur la méthode, l'identification des espèces et les techniques de collecte de données, dans le but de doter le personnel local et les volontaires formés du savoir-faire nécessaire pour mener des études sur les cétacés.

Ce travail contribuera à la Stratégie nationale du Samoa pour la biodiversité et à son Plan d'action, conformément au Programme régional sur les espèces marines des îles du Pacifique 2022-2026, une stratégie régionale conçue par le PROE pour appuyer les pays du Pacifique insulaire dans la conservation et la gestion des espèces emblématiques telles que les dugongs, les tortues marines, les requins, les raies, les oiseaux de mer, les baleines et les dauphins. Elle fait ressortir les priorités régionales telles que la recherche et la surveillance, le renforcement des capacités et la collaboration, l'importance culturelle, etc., dans le cadre d'un plan d'action pour les espèces.



Un atelier sur les données débouche sur la mise en place d'écosystèmes résilients et d'aires protégées dans les Îles Salomon

Un atelier sur les données consacré au recensement et la collecte d'ensembles de données actualisées provenant de divers acteurs a permis d'améliorer l'analyse spatiale du réseau des aires protégées dans les Îles Salomon. Co-animé par le PROE et le Ministère de l'environnement, de la lutte contre les changements climatiques, de la gestion des catastrophes et de la météorologie des îles Salomon, cet atelier faisait partie du projet EREPA (« Écosystèmes résilients et aires protégées représentatives ») mise en place par l'Union internationale pour la conservation de la nature dans les Îles Salomon.

Le projet EREPA vise à établir un réseau d'aires protégées dans les provinces de Guadalcanal, de Malaita, de Renell-Bellona et de Temotu afin de lutter contre la perte de biodiversité terrestre et le déclin des écosystèmes grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles, la création d'aires protégées et conservées au sein de quatre zones clés pour la biodiversité, et la consolidation du cadre des politiques pour la création, la gestion et l'entretien des aires protégées.

L'analyse des lacunes en matière de données menée par le PROE dans le cadre du projet EREPA, permettra de délimiter les aires protégées afin d'assurer l'épanouissement et la réhabilitation des paysages dans ces quatre provinces. L'atelier a favorisé le recensement et la collecte de données actualisées auprès de différents acteurs, et a organisé une visite de terrain au parc naturel communautaire de Barana, l'un des sites du projet EREPA dans la province de Guadalcanal.

L'atelier a bénéficié de l'aide du projet financé par l'Union européenne sur le renforcement des capacités à l'appui des accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – Phase III (« ACP-MEA 3 »), mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et exécuté par le PROE, ainsi que du projet Inform financé par le Fonds pour l'environnement mondial et le PNUE et du projet BIOPAMA de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Le PROE et la Banque mondiale renforcent les capacités de gestion des risques environnementaux et sociaux

Les enjeux pressants auxquels sont confrontés les pays du Pacifique dans la gestion des risques environnementaux et sociaux, en particulier à une époque où les changements climatiques et d'autres problèmes mondiaux exacerbent ces risques, ont été mis en lumière lors de la 31^e Conférence des représentants et représentantes du PROE.

Le PROE, en collaboration avec la Banque mondiale, a organisé avec succès un événement parallèle visant à renforcer la gestion des risques environnementaux et sociaux dans la région du Pacifique.

Lors de celui-ci furent présentés les résultats du Partenariat pour l'apprentissage dans le Pacifique pour les garanties environnementales et sociales (PLP-ESS) conclu entre le PROE, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et l'Université du Pacifique Sud de 2019 à 2022. Ce partenariat a fourni plus de 25 modules de renforcement des capacités sur des sujets liés à la gestion des risques environnementaux et sociaux adaptés au contexte du Pacifique.

C'est lors de cet événement qu'a été annoncée une nouvelle proposition de la Banque mondiale visant à mettre sur pied un nouveau projet de renforcement des capacités. Ce projet portera sur l'élargissement des résultats du PLP-ESS afin de démontrer une gestion collaborative de l'environnement dans la région et les possibilités d'appuyer le renforcement régional de la gestion des sauvegardes.



Améliorer les services d'information et de connaissances météorologiques pour renforcer la résilience

Le projet du Programme des Nations Unies pour l'environnement: « Améliorer les services d'information et de connaissances météorologiques pour renforcer la résilience dans cinq pays insulaires du Pacifique » (PNUE CIS-Pac5) a officiellement débuté en 2023.

Le PROE est l'un des huit partenaires techniques régionaux collaborant à ce projet.

Un atelier de planification initiale a été organisé pour examiner et organiser la mise en œuvre des activités dans les pays visés, à savoir les îles Cook, Nioué, les Palaos, la République des îles Marshall et les Tuvalu.

Ce projet est axé sur l'intégration des services d'information météorologiques et océaniques et des systèmes d'alerte précoce multi-aléas dans les cinq pays. Les quatre principaux résultats du projet sont le renforcement du modèle de fourniture d'informations et de services météorologiques, l'amélioration des capacités de préparation et de réaction des populations et de leur résilience face aux risques climatiques, et le renforcement de la gestion des savoirs et de la coopération régionale pour les services climatiques et les systèmes d'alerte précoce multi-aléas.

Il s'agit d'une initiative dirigée par le PNUE et financée par le Fonds vert pour le climat, qui répond aux besoins prioritaires définis dans la Stratégie météorologique du Pacifique insulaire 2017-2026 et dans le Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique. Il contribuera directement à l'article 7 de l'Accord de Paris, à l'objectif de développement durable n° 13 (« Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques »), au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et aux Objectifs de SAMOA.



Renforcer l'évaluation stratégique environnementale dans le Pacifique

La prise de décisions éclairées pour un Pacifique sain et résilient était au cœur d'une rencontre virtuelle organisé par le PROE par l'intermédiaire du Réseau du Pacifique pour l'évaluation environnementale, visant à doter nos îles du Pacifique des outils nécessaires à la prise des meilleures décisions possibles pour assurer un Pacifique sain et résilient.

Ce webinaire avait pour thème l'évaluation environnementale stratégique, une procédure essentielle qui intègre les résultats scientifiques et les savoirs traditionnels pour évaluer les éventuelles incidences des mesures, plans et programmes proposés sur les plans environnemental et socioéconomique.

Le webinaire s'est fondé sur les directives régionales pour l'évaluation environnementale stratégique à l'attention des États et territoires insulaires océaniques élaborées par le PROE en 2020, qui font la part belle à l'intégration des résultats scientifiques et des savoirs traditionnels dans la prise de décisions. Il a fourni à ses participants des informations précieuses sur les enjeux techniques et institutionnels et les bonnes pratiques pour renforcer l'évaluation environnementale stratégique dans le Pacifique, dont :

- Une meilleure compréhension des principes et des pratiques de l'évaluation environnementale stratégique, et de la manière dont ils intègrent les résultats scientifiques et les savoirs traditionnels.
- Des échanges sur les bonnes pratiques et diverses expériences associées à la mise en œuvre de l'évaluation environnementale stratégique.
- La rencontre et la collaboration entre les principaux acteurs prenant part à la prise de décisions en matière d'environnement dans la région du Pacifique.

Cette manifestation virtuelle, qui a rassemblé des professionnels expérimentés, des décideurs politiques, des membres des autorités de régulation environnementale, des spécialistes, des membres d'organisations de la société civile, des universitaires et d'autres parties prenantes participant à la prise de décisions en matière d'environnement dans la région du Pacifique, a été rendue possible grâce à l'aide financière du projet financé par l'Union européenne sur le renforcement des capacités à l'appui des accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – Phase III (« ACP-MEA 3 »), mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et exécuté par le PROE.



OBJECTIF 4.5
Renforcer les synergies entre la science, les politiques et les savoirs traditionnels et locaux pour guider la prise de décisions.

OBJECTIF 4.4

Renforcer l'accès aux mécanismes de financement et utiliser ces fonds de façon efficace et judicieuse pour réaliser les interventions requises.

Événements marquants

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1

Le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment afin d'enclencher des changements positifs au niveau de l'organisation, des comportements et de l'environnement

OBJECTIF 1.1

Partager et utiliser les connaissances grâce à l'établissement et à la tenue à jour de systèmes et de procédures fiables pour une collecte, un stockage et un accès efficaces aux informations essentielles.

Le site web du PROE www.sprep.org a fait l'objet d'une refonte intégrant les nouvelles technologies. Celle-ci a permis le renforcement de la présence en ligne ainsi que l'amélioration de l'expérience de nos Membres et partenaires l'utilisant. L'incorporation d'une composante d'intelligence artificielle sur le site web du PROE en vue de faciliter les options de recherche a amélioré cette fonction, permettant une intégration des ressources informatives telles que la bibliothèque virtuelle du PROE et le système d'information sur la gestion des projets du PROE. Conformément à la stratégie du PROE en matière de technologies de l'information et de la communication, ce site web remanié a été lancé en marge de la 31^e Conférence du PROE.

La mise à jour du répertoire central de toutes les ressources d'information et de connaissances liées à l'environnement dans le Pacifique et développées par le PROE facilite l'accès à cette base de connaissances. La bibliothèque virtuelle du PROE contient des informations actuelles, disponibles et aisément accessibles à tout moment. Une nouvelle section a été ajoutée à cet espace virtuel. Elle met en avant les produits développés par les différents projets environnementaux, et est maintenant disponible pour les utilisateurs en cliquant sur un bouton. Le PROE a pour mission d'aider la région du Pacifique à améliorer son environnement et à garantir un développement durable pour les générations actuelles et futures. La disponibilité d'informations actualisées est essentielle au PROE et à ses Membres dans le succès des missions et la prise de décisions informées.

Plus de 200 élèves du Samoa, des Tonga et des Tuvalu ont participé à la journée portes ouvertes du PROE, qui commémorait son 30^e anniversaire, en présentiel comme en virtuel. Cet événement a permis à la future génération du Pacifique de participer à des activités destinées à accroître ses connaissances du PROE ainsi que des bonnes pratiques environnementales par le biais d'une série d'animations d'apprentissage interactives au sein du PROE tout au long de la journée. La station virtuelle a permis aux élèves des Tonga et des Tuvalu de se joindre aux festivités organisées par le PROE et de participer à des discussions sur l'environnement avec le personnel du PROE et des élèves du Samoa. C'est la deuxième station virtuelle qui accueille des élèves de toutes les îles du Pacifique pour participer à la Journée portes ouvertes du PROE.



OBJECTIF 1.2

Insuffler un changement de comportement positif au sein du PROE et de ses parties prenantes par le biais de communications persuasives, ciblées et intégrées.

Le PROE a soutenu les îles Cook en tant qu'hôte du 52^e Forum des dirigeants des Îles du Pacifique (PIFLM52). L'organisation a collaboré à la coordination de tous les aspects de la communication du PIFLM52, y compris la mobilisation des médias, l'image de marque et la visibilité, ainsi qu'au pavillon des Partenariats du Pacifique pour la prospérité. Des détachements ont eu lieu dans les îles Cook, ce qui a également contribué à renforcer les capacités collectives.

Des reporters des Fidji et des Îles Salomon ayant grandement œuvré à la sensibilisation aux questions environnementales dans l'ensemble de la région des Îles du Pacifique ont vu leurs efforts récompensés par leur nomination en tant que lauréats des Pasifika Environews Awards. Ces prix sont le fruit d'un partenariat entre la Pacific Islands News Association, Internews Earth Journalism Network et le bureau du commissaire de l'Océan Pacifique. M. Charles Piringi, des Îles Salomon, a reçu le prix PROE du meilleur article sur l'environnement pour un reportage sur l'exploitation minière à Guadalcanal, dans les Îles Salomon.

Le kit médiatique sur les changements climatiques à l'intention des médias du Pacifique a été lancé lors du PIFLM52 qui s'est tenu dans les îles Cook. Il est le résultat d'une volonté de développement de médias pertinents sur les questions environnementales dans la région des îles du Pacifique. Le PROE a également contribué à la formation des médias du Pacifique lors du PIFLM52, un partenariat entre le PROE et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique. Ces activités ont été financées par le PROE dans le cadre du projet IntraACP GCCA+ Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building (PACRES), financé principalement par l'Union européenne (UE) avec un soutien ciblé de la Confédération suisse et de la Principauté de Monaco, et mis en œuvre conjointement par le PROE, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (SFIP), la Communauté du Pacifique (CPS) et l'Université du Pacifique Sud.

Comprenant l'importance de globaliser l'engagement dans les négociations lors des conférences consacrées aux accords multilatéraux sur l'environnement, des sessions dédiées au renforcement de la voix du Pacifique dans l'espace de négociation ont été organisées à Nioué et à Vanuatu ainsi qu'aux îles Cook, notamment durant la réunion préparatoire régionale du Pacifique en anticipation de la troisième session de négociations intergouvernementales sur la pollution plastique. Le PROE a également accueilli l'atelier des Young Pacific Leaders à Samoa grâce au financement des États-Unis d'Amérique. Cet atelier avait pour but de consolider leurs connaissances sur les changements climatiques et renforcer l'influence des voix des jeunes du Pacifique dans les négociations. Au total, plus de 70 personnes ont participé aux différentes sessions.

Pour améliorer la préparation de Vanuatu, le PROE a pris en charge la formation à la communication de plus de 20 employés de Vanuatu Met dans le cadre du projet Vanuatu Climate Information Services for Resilient Development Planning, financé par le FVC. En collaboration avec Radio New Zealand Pacific, une série de formations et d'outils sur les médias et la communication ont été dispensés et partagés avec le département de météorologie et d'hydrologie de Vanuatu afin de garantir la clarté des communications relatives à la météo et au climat. Dans le cadre de cette initiative de renforcement des capacités, deux Membres du personnel de la Vanuatu Broadcasting and Television Corporation ont effectué des stages auprès de l'unité de communication et de sensibilisation du PROE.

Le calendrier numérique du PROE a été élaboré et lancé pour commémorer le 30^e anniversaire de la signature du Traité du PROE. Il a permis de sensibiliser les Membres, les partenaires et la communauté élargie du PROE grâce à des informations accessibles sur les étapes importantes de l'organisation. Tous les utilisateurs disposent des outils nécessaires à leur connaissance du PROE et de son évolution depuis ses débuts. De plus, ils ont désormais à disposition les ressources pertinentes à la prise de décisions informées ou lors d'échanges ou de partages concernant l'organisation.

La transformation numérique est en bonne voie au PROE, ce qui entraîne un changement de paradigme dans la façon dont le PROE mène ses activités et fonctionne en tant qu'organisation. La stratégie du PROE en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) a été approuvée en mettant l'accent sur la création d'une organisation résiliente sur le plan numérique. La stratégie TIC comprend deux volets de services, à savoir les TIC de base et les TIC pour le développement. Lors de la 31^e Conférence du PROE, le Secrétariat a organisé un événement parallèle commun avec les projets VanKIRAP et

PRISMSS, intitulé « Leveraging Digital Technologies for a Resilient Pacific Environment », présentant les initiatives relatives aux TIC pour le développement dans la gestion de l'environnement dans la région. Cet événement a présenté l'application Climate Watch Vanuatu destinée au suivi des connaissances traditionnelles et aux outils utilisés par le PRISMSS pour intégrer les systèmes de suivi des espèces envahissantes et la gestion de la mobilisation des ressources.



OBJECTIF 2.1

Encourager des approches programmatiques intégrées pour lever les obstacles à la bonne gestion de l'environnement

Le PROE a signé son premier Cadre de partenariat stratégique par pays et territoire (CTSPF) avec le gouvernement de la

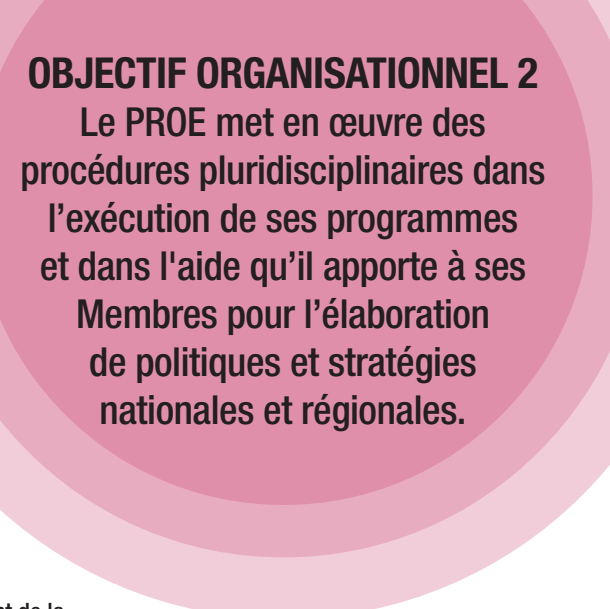
République des Palaos. Le CTSPF répond à la décision du Conseil d'administration du PROE de renforcer l'engagement du Secrétariat auprès des Membres du PROE.

Les domaines prioritaires de collaboration recensés dans le CTSPF des Palaos s'inspirent de la Stratégie nationale de gestion de l'environnement des Palaos 2022-2030, qui reflète directement les objectifs et les besoins des Palaos et vise à renforcer l'engagement, le dynamisme et l'appropriation des Palaos dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets et des activités du PROE.

Le CTSPF est un partenariat à double sens, qui favorise un meilleur alignement des objectifs et priorités régionaux et nationaux. Il confirme les engagements mutuels entre le PROE et les Palaos dans la gestion des questions prioritaires en matière d'environnement et de résilience.

Le CTSPF est conçu afin d'améliorer la coordination du travail du PROE dans le pays, de servir les Palaos de manière plus intégrée, coordonnée et ciblée, et d'accroître les résultats et impacts positifs. Le CTSPF permettra également d'accentuer la visibilité des retombées et des résultats découlant du travail du PROE et des Palaos, tant au niveau national que régional, et de promouvoir une plus grande responsabilité et une plus grande transparence en ce qui concerne nos actions et nos interventions.

Travaillant à Kiribati et dans les États fédérés de Micronésie, le PROE a soutenu le cadre de suivi et d'évaluation du Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique (FRDP) : Une approche intégrée pour faire face aux changements climatiques et à la gestion des risques de catastrophe. La diffusion du Cadre de suivi et d'évaluation du FRDP, l'évaluation des mécanismes nationaux d'établissement de rapports et l'organisation de sessions de remise à niveau sur le FRDP à Kiribati et dans les États fédérés de Micronésie ont permis de renforcer les capacités tant au niveau de la méthodologie de suivi et d'évaluation que de la maîtrise des différents outils disponibles à l'accomplissement de ces activités. Si ces outils peuvent être utilisés dans la mise en œuvre du FRDP, ils peuvent également être employés pour des travaux relevant d'autres secteurs. Le renforcement du suivi et de l'évaluation des systèmes de résilience et des capacités associées est essentiel pour faciliter la prise de décisions éclairées en matière d'adaptation au climat et d'atténuation de ses effets, l'établissement de priorités et l'allocation de ressources aux niveaux national et infranational. Ces travaux ont été soutenus par l'Australie et le Projet d'adaptation aux changements climatiques et de résilience dans le Pacifique, financé par l'Union européenne.



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2

Le PROE met en œuvre des procédures pluridisciplinaires dans l'exécution de ses programmes et dans l'aide qu'il apporte à ses Membres pour l'élaboration de politiques et stratégies nationales et régionales.

OBJECTIF 2.2
Renforcer le cadre d'apprentissage et d'établissement de rapports sur les résultats du PROE, en intégrant les performances organisationnelles et environnementales

OBJECTIF 1.3

Améliorer la qualité et l'interopérabilité de l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication dans la région.



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3
Le PROE bénéficie d'une base de financement fiable et pérenne permettant d'obtenir des résultats dans le domaine environnemental, dans l'intérêt de la région du Pacifique insulaire, et gère ses programmes et ses opérations de manière à respecter le budget convenu.



En 2023, le PROE a continué d'évaluer et de surveiller les risques liés aux opérations financières dans tous les aspects de ses activités en veillant, dans le cadre de ses processus essentiels, à l'examen et au suivi minutieux de toutes les transactions, y compris les achats, afin de s'assurer de leur conformité avec les politiques du PROE et les conditions des bailleurs de fonds et les réglementations en vigueur. L'efficacité de la gestion des risques et du contrôle interne est évidente et attestée par les rapports positifs non seulement de l'audit annuel des comptes du PROE, mais aussi de l'ensemble des 31 audits de projets réalisés en 2023.



OBJECTIF 3.1
Établir un budget équilibré et durable.

Les résultats financiers globaux du PROE en 2023 font état d'un excédent de 1,3 million USD. En ce qui concerne la performance budgétaire, les dépenses globales ont dépassé le budget, avec 40,5 millions USD contre 36,5 millions USD. Dans le détail, si les programmes du PROE ont en moyenne dépassé les prévisions budgétaires avec des dépenses s'élevant à 35,4 millions USD contre un budget de 30,3 millions USD, le budget principal de 6,2 millions USD n'a pas été entièrement dépensé sur la base de réalisations de 5,2 millions USD, ce qui représente une économie de 1 million USD. Pour garantir la responsabilité financière, le PROE a entrepris un suivi direct du budget global sur une base mensuelle afin de s'assurer que les progrès restent sur la bonne voie, les programmes étant directement responsables de leur mise en œuvre et de la gestion de leur budget.

Les dépenses réelles pour 2023, qui s'élèvent à 40,5 millions USD, reflètent le niveau le plus élevé d'exécution du programme depuis 2012, avec une augmentation de 54 % par rapport à 2022. Au cours des dix dernières années, de 2012 à 2022, les dépenses réelles/exécutions du PROE se sont élevées en moyenne à 18,7 millions USD. Il s'agit là d'un résultat significatif en termes d'efficacité globale de la gestion budgétaire et de la mise en œuvre du programme par le Secrétariat.

OBJECTIF 3.2
Gérer les fonds de manière efficace et transparente par le biais de systèmes financiers, de gestion des risques et d'audit efficaces, intégrés aux systèmes de gestion, de suivi, et d'évaluation des programmes et de production de rapports.

En 2023, le tout premier Dialogue avec les Partenaires du PROE a été organisé sur le thème « Renforcer nos partenariats pour un Pacifique bleu ». Ce dialogue a précédé la 31^e Conférence du PROE, qui coïncidait avec son 30^e anniversaire. Il a réuni les Membres, le Secrétariat et les Partenaires du PROE afin de partager des informations et discuter des possibilités de mobilisation stratégique, de collaboration, de coopération et de partenariat. Il a également permis aux partenaires et aux bailleurs de fonds qui ne participent pas officiellement à la Conférence des représentants du PROE de dialoguer avec ses Membres. Le Dialogue avec les Partenaires s'est articulé autour de quatre types de partenariats thématiques : i) les partenaires bailleurs de fonds ; ii) les partenaires techniques, scientifiques et de recherche ; iii) les partenaires de mise en œuvre ; et iv) les institutions de financement multilatérales et les organisations philanthropiques.

Le Dialogue avec les Partenaires a souligné l'importance de la collaboration entre le PROE et ses partenaires face à la triple crise planétaire des changements climatiques, de l'appauvrissement de la biodiversité et de la pollution.

Le PROE a poursuivi sa collaboration avec ses partenaires pour fournir des conseils sur les moyens d'action, une assistance technique, un renforcement des capacités et une formation, une innovation et une recherche, un courtage de connaissances, une mise en réseau et un accès facilité aux financements multilatéraux et bilatéraux afin de mettre en œuvre les priorités régionales et nationales dans les quatre priorités stratégiques clés du PROE qui sont la résilience face aux changements climatiques, les écosystèmes insulaires et océaniques, la gestion des déchets et la lutte contre la pollution, et la gouvernance et la surveillance environnementales.

Les partenariats du PROE ont continué à évoluer et onze partenariats ont été établis en 2023 avec les organisations suivantes :

- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- Agence d'investigation environnementale
- Institut de recherche pour le développement (IRD)
- Bureau de la sécurité aérienne dans le Pacifique (PASO)
 - Bureau australien de météorologie
 - Institut mondial pour la croissance verte
- Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO)
- Communauté du Pacifique (SPC)
- Organisation du tourisme du Pacifique (SPTO)
- Birdlife International
- Université Griffith

Au niveau mondial, le PROE, en collaboration avec le CORP et ses partenaires, a soutenu l'engagement des petits États insulaires en développement du Pacifique dans les processus environnementaux multilatéraux, notamment lors de la COP28, des deuxième et troisième sessions du Comité international de négociation sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin, et de la biodiversité au-delà des juridictions nationales.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4
Le PROE est à la tête et engagés dans des partenariats et collaborations productifs.



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Le PROE a accès à un vivier de personnes possédant les attitudes, les connaissances et les compétences nécessaires à la concrétisation de la vision régionale commune.



Le début de l'année 2023 fut marqué par la Réunion de planification stratégique de l'équipe de direction lors de laquelle furent étudiés les enseignements tirés de l'année précédente, ainsi que les priorités et les perspectives permettant de définir l'orientation pour l'année en cours et les suivantes.

Au cours de sa troisième année de mise en œuvre, la Stratégie des Ressources humaines du PROE s'est appuyée sur un calendrier d'activités concentrées sur les domaines de travail prioritaires, tels que les examens en cours des politiques spécifiques aux résultats pertinents. Il s'agit notamment des initiatives relatives à la culture organisationnelle mises en œuvre pour renforcer la responsabilisation du personnel, l'esprit d'équipe et l'inclusion, 2) des modalités de travail flexibles et à distance, 3) du travail, de la santé, de la sécurité et du bien-être, 4) d'un plan de travail solide et 5) d'un mécanisme de règlement des griefs. En outre, la révision du statut du personnel et de la politique et des procédures de recrutement était en cours, dans l'attente des résultats de l'examen des rémunérations, qui ont une incidence sur de nombreuses conditions d'emploi du personnel.

Le renforcement du bureau du PROE à Suva, l'intensification des échanges et de la collaboration sur le terrain avec les autorités des Fidji et de nombreux partenaires et bailleurs de fonds se sont poursuivis avec le transfert depuis Apia de la première équipe du programme sur les écosystèmes insulaires et océaniques (EIO). Elle est composée du directeur du programme EIO et d'autres Membres du personnel technique. Six projets et près de vingt personnes sont actuellement basés au bureau de Suva.

Le recrutement continue de faire partie intégrante du travail et des livrables du PROE, contribuant à hauteur de 14 % à l'augmentation des effectifs en 2023, la majorité des personnes recrutées étant affectées aux projets des bureaux du PROE à Fidji, dans la République des Îles Marshall, aux Îles Salomon et à Vanuatu.

Le taux de rétention pour 2023 était de 90 %. Les départs sont principalement dus à l'achèvement des projets et à l'exploration des possibilités de poursuite d'études, ainsi qu'à des engagements personnels. Fin 2023, autant de femmes que d'hommes occupaient des postes ouverts aux candidatures internationales, tandis que la proportion de femmes composant le personnel recruté au niveau local s'élevait à 71 %. Le Secrétariat a continué à se diversifier avec 19 nationalités différentes occupant des postes au sein du PROE à la fin de l'année 2023.

À l'occasion de la célébration du 30^e anniversaire du PROE, le Secrétariat a salué les 30 années de service au PROE ainsi qu'à la région de M^{me} Apiseta Eti, M^{me} Lupe Silulu et M^{me} Monica Tupa'i, ses employées les plus anciennes.

OBJECTIF 5.1

Recruter et fidéliser des personnes qui apportent leurs compétences et leurs connaissances dans un esprit de collaboration afin de mettre en œuvre le plan stratégique du PROE de manière efficace et performante, notamment en canalisant l'assistance technique.

OBJECTIF 5.2

Renforcer notre potentiel et nos capacités en ressources humaines par la formation professionnelle continue au sein d'une culture professionnelle valorisante et dans un environnement de travail stimulant.

2^{ÈME} RÉSULTAT : La santé, la sécurité et le bien-être sont intégrés dans tous les sites.

FORMATION AUX PREMIERS SECOURS ET AUX SITUATIONS D'URGENCE EN CAS D'INCENDIE : 29 % du personnel a été certifié dans le cadre de la formation dispensée par l'Autorité des services d'incendie et d'urgence du Samoa. Cette formation comprenait un exercice d'incendie visant à renforcer la préparation sur le lieu de travail.

ATELIER DE PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET AUX SITUATIONS D'URGENCE : 15 % du personnel a participé à l'atelier de préparation à la saison des cyclones.

3^{ÈME} RÉSULTAT : Mise en œuvre d'un plan de travail rigoureux

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE : La structure organisationnelle fait l'objet d'un suivi permanent et d'un renforcement institutionnel afin de répondre aux priorités stratégiques du Secrétariat.

- création officielle du Département de la Planification stratégique, des Partenariats et de la Mobilisation des ressources (SPPR) ; recrutement en cours du directeur du SPPR et du conseiller en partenariats stratégiques et relations avec les bailleurs de fonds ;
- officialisation du Département des services d'information en cours.

Le pourvoi des postes approuvés dans la structure reste un défi compte tenu du financement alloué ; un soutien a été apporté par le biais de contrats de financement dédiés avec les Membres et les bailleurs de fonds pour combler les lacunes étant donné que cette structure était basée sur le plan stratégique actuel en cours pour 2,5 années supplémentaires.



4^{ÈME} RÉSULTAT : Maîtrise accrue des capacités de direction

PROGRAMME DE LEADERSHIP DES ÎLES DU PACIFIQUE : Le Secrétariat a pleinement soutenu l'un de ses jeunes professionnels pour qu'il participe au programme organisé par l'East-West Center à Hawaï, en lui versant un salaire complet et en prenant en charge les frais accessoires.

- Les possibilités d'apprentissage et de formation à court terme entièrement financées font l'objet d'une large diffusion et le personnel est encouragé à poser sa candidature.

DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL CONTINU : 40 % des membres du personnel ont bénéficié d'un soutien à l'apprentissage et au développement professionnel continu dans leurs domaines de travail, grâce à des initiatives telles que :

- Des congés d'études pour des études personnelles, soit pour des qualifications tertiaires formelles, soit pour des programmes d'apprentissage à court terme
- Prise en charge des coûts de formation dans les domaines convenus dans les plans d'apprentissage et de développement, principalement pour des cours en ligne de courte durée - environ 10 % du personnel
- Des sessions de remise à niveau sur les politiques et processus institutionnels clés se sont poursuivies tout au long de l'année pour le développement du personnel.
- Programme d'initiation pour tous les nouveaux membres du personnel - programme en cours de réorganisation
- Encouragement à l'adhésion à des instituts professionnels, ce qui a permis à environ 10 % du personnel d'accéder à plusieurs webinaires en ligne gratuits et de partager des informations.



CELEBRATING INTERNATIONAL WOMEN'S DAY WITH SPREP



"To embrace equity means to provide equal opportunities for all regardless of gender. Equal opportunities in everything we do to serve our Member countries, stakeholders and the Pacific"

-Miraneta Williams-Hazelman, Manager, Knowledge Management, SPREP

#EmbraceEquity #IWD2023



CELEBRATING INTERNATIONAL WOMEN'S DAY WITH SPREP



"Embracing equity means doing to others what I would like done for me. We embrace equity at SPREP by living our SPREP values and continuing to be a family."

-Sefanaia Nawadra, Director General, SPREP

#EmbraceEquity #IWD2023



OBJECTIF 5.3

Créer une culture constructive, valorisante et axée sur les résultats, où la norme est le travail dans une équipe dont les membres se respectent et se valorisent mutuellement.

Les travaux ont progressé grâce à l'engagement du personnel dans les cinq groupes de résultats de la stratégie du personnel du PROE. Ce travail est en cours pour le PROE.

1^{ER} RÉSULTAT : La culture est inclusive et résiliente

CADRE DE LA CULTURE ORGANISATIONNELLE : développement en cours avec un accent sur le changement transformationnel, l'orientation vers les résultats et l'appropriation et l'engagement du personnel

Plusieurs initiatives relatives aux personnes et à la culture ont été mises en œuvre pour renforcer l'autonomie du personnel, la participation, la communauté et le renforcement de l'esprit d'équipe, avec des événements tels que :

- l'événement Pinktober pour soutenir les patients atteints de cancer et la Samoa Cancer Society
- les Douze jours de Noël, qui ont favorisé l'engagement du personnel dans différentes activités, avec un arbre de Noël sur le thème de la gestion des connaissances
- Tableaux de motivation pour une prise de conscience positive et des encouragements
- Collecte de livres pour la Maison de l'espoir à Apia, dans le cadre d'un service communautaire.

Des modalités de travail flexible et à distance sont toujours proposés de manière informelle pour soutenir le personnel en reconnaissance de la diversité croissante sur le lieu de travail.

Alors que le système de perfectionnement personnel est en cours de révision, les évaluations de performances du personnel se sont poursuivies et une prime de performance de 2 % a été accordée en août 2023 pour l'année 2022.

5^{ÈME} RÉSULTAT : Amélioration des politiques, des pratiques et des méthodes de travail relatives au personnel

RECRUTEMENT ET SÉLECTION : L'essai de décentralisation du processus d'appropriation par les programmes et les départements s'est poursuivi tout au long de l'année 2023. L'examen devrait être achevé d'ici à la fin de 2024 et inclure des recommandations, dont l'examen de l'externalisation. Un certain nombre de changements procéduraux ont été apportés, notamment

- des changements dans l'application de la règle des 6 ans
- des modifications des conditions contractuelles du projet en fonction des délais du projet
- la prise en compte des nominations directes dans le cadre de la planification des successions
- l'élaboration d'une ligne directrice portant sur le rapprochement des relations.

RÉÉVALUATION DES RÉMUNÉRATIONS : Travaux en cours par le groupe de travail des Membres. Ce domaine de travail contribue largement aux initiatives de recrutement et de rétention du Secrétariat.



Questions transversales et enseignements tirés



**Si tu veux aller
vite, marche seul
mais si tu veux aller loin,
marchons ensemble »**

Au PROE, nous reconnaissons la valeur de ce proverbe africain, qui nous rappelle l'importance du travail d'équipe et notre devoir d'œuvrer tous ensemble pour tracer une voie qui va bien au-delà nos limites individuelles.

L'interdépendance des défis posés par la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution exige des approches novatrices, intégratives et transformatrices pour mener à bien nos efforts continus de lutte contre les effets de la triple crise planétaire. Ces approches sont soutenues par l'innovation, les liens stratégiques, la gestion des risques et l'égalité entre hommes et femmes, ainsi que par les enseignements tirés de la mise en œuvre des priorités stratégiques du Plan stratégique 2017-2026 du PROE.

Innovation

Le PROE a continué à mettre en œuvre des approches adaptées et à faire preuve de souplesse pour fournir des services aux Membres, notamment par le biais de plateformes virtuelles interactives, pour répondre aux enjeux environnementaux majeurs, même après l'ouverture des frontières. Par exemple, l'organisation réussie de webinaires et d'événements virtuels.

La première Exposition virtuelle du Pacifique sur l'innovation climatique, qui s'est tenue du 4 au 6 octobre 2022, a attiré plus de 2 000 participants. L'exposition a mis en relation des personnes partageant des idées et des expériences sur d'éventuelles solutions innovantes pour relever les défis des changements climatiques auxquels la région du Pacifique est confrontée.

Liens stratégiques

La numérisation des systèmes et des processus de l'étude de l'impact sur l'environnement (EIE) afin de permettre l'octroi de permis électroniques facilite la rationalisation et l'efficacité du processus EIE. La collaboration stratégique avec la Banque mondiale pour développer une nouvelle modalité de financement fera du PROE un partenaire régional pour améliorer l'intégration des considérations sociales dans l'évaluation et la gestion des risques des projets dans toute la région du Pacifique. Cela favorisera une mise en œuvre solide des projets et renforcera la capacité des îles du Pacifique à gérer efficacement les risques environnementaux et sociaux. Cette initiative renforcera également les capacités du PROE en tant que principal expert régional en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement.

Le PROE a encouragé et soutenu l'intégration d'une économie circulaire sûre pour la conservation, la protection et l'utilisation des ressources naturelles dans les pays du Pacifique afin de renforcer la résilience par la mise en œuvre de la hiérarchie zéro déchet qui place le principe de Refuser, Repenser, Redéfinir (Refuse, Rethink and Redesign) au sommet de la pyramide, suivi du principe de Réduire, Réutiliser, Recycler et Restituer (Reduce, Reuse, Recycle and Return).

Il en est de même concernant la collaboration entre les programmes pour renforcer le lien entre les changements climatiques et la conservation par le biais du Service régional d'aide à la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) afin de bénéficier du financement climatique pour soutenir la mise en œuvre de programmes d'éradication et de gestion des espèces envahissantes dans les petits États insulaires en développement du Pacifique.

L'approche globale du PROE s'est poursuivie avec l'offre de services et de soutien aux pays océaniques lors d'événements régionaux et internationaux majeurs tels que : la COP28 ; le Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin ; la 5^e session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement ; les réunions des Conférences des Parties aux conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm en 2023 ; les négociations de la Conférence intergouvernementale pour un traité sur la biodiversité au-delà de la juridiction nationale dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Au niveau régional, le PROE a poursuivi sa collaboration avec les partenaires du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) dans l'élaboration de la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050. La stratégie de mise en place pour 2050 a été approuvée par le Conseil exécutif du PROE en 2022. Le PROE est le chef de file de deux des domaines thématiques, à savoir les changements climatiques et les catastrophes, ainsi que l'environnement et les océans. Le PROE a joué un rôle clé dans le processus de négociation du traité BBNJB en soutenant les pays océaniques et en travaillant en étroite collaboration avec le Bureau du Commissaire à la gouvernance de l'océan.

La même approche a été adoptée pour fournir des services au niveau national, par exemple en continuant à soutenir le projet VanKIRAP (Services d'information climatique pour la planification d'un développement résilient à Vanuatu), financé par le FVC. Le processus en cours du Cadre de partenariat stratégique par pays et territoire est essentiel pour renforcer l'action du PROE auprès des îles du Pacifique.

Le PROE a accru sa visibilité grâce à l'ajout de LinkedIn, une autre plateforme de diffusion d'informations sur le PROE et ses travaux dans toute la région, y compris aux niveaux national et international. Cette évolution a été renforcée par la refonte du site internet du PROE, qui a été lancé avec succès lors de la 31^e Conférence du PROE, en septembre 2023.

La Stratégie en matière de ressources humaines du PROE est une stratégie organisationnelle qui fait intervenir le personnel, l'équipe de direction et le Comité consultatif du personnel scindés en groupes qui fournissent des informations et des conseils pour soutenir sa mise en œuvre.

Genre

L'égalité des sexes et l'inclusion sociale sont essentielles à la réalisation du Plan stratégique 2017-2026 du PROE, et le Secrétariat s'engage à veiller à ce que ces objectifs soient atteints par le biais de ses programmes, de ses projets, de sa gouvernance et de ses opérations. La participation des femmes aux diverses activités dans l'ensemble des programmes et des services se situe en moyenne entre 50 et 60 %.

La parité, le handicap et l'inclusion sociale (GEDSI) sont l'une des thématiques prioritaires des pays océaniques dans le cadre du processus de négociation de la CCNUCC. Le PROE a continué à soutenir 14 pays du Pacifique dans ce domaine, notamment en apportant son soutien au Champion politique du Pacifique pour la GEDSI, M^{me} Mona AINU'U de Nioué.

Dans le cadre de l'initiative Kiwa, le PROE a intégré les droits humains et la GEDSI dans les solutions basées sur la nature. Cela comprend également l'élaboration d'outils et de guides, ainsi que la formation et le renforcement des capacités pour soutenir la mise en œuvre de l'initiative GEDSI. Le projet PacWastePlus du PROE, le projet POLP (Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique) et le projet SWAP (Actions en faveur d'une gestion durable des déchets dans le Pacifique) ont intégré et mis en œuvre des plans d'action relatifs au genre.

Sur les 500 participants ayant suivi 12 formations par l'intermédiaire du Centre océanique sur les changements climatiques, 57 % étaient des femmes. Sur la plateforme d'apprentissage en ligne Inform, 52 % des utilisateurs étaient des femmes. Dans le cadre du Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour la durabilité environnementale et sociale, le PROE et ses partenaires ont élaboré une série de modules et d'outils de formation sur la prévention de la violence sexiste, de l'exploitation sexuelle, des abus et du harcèlement dans les projets d'infrastructure.

À la fin de l'année 2023, autant d'hommes que de femmes occupaient des postes recrutés au niveau international au sein du PROE, et 71 % des employés recrutés au niveau local étaient des femmes.

Gestion des risques

La gestion des risques fait toujours partie intégrante de la gouvernance et de la prise de décision du PROE afin d'améliorer la résilience, la responsabilité et la réalisation des objectifs stratégiques.

Au niveau de l'organisation, les Risques d'entreprise prioritaires (REP) ont été régulièrement suivis et gérés au niveau de l'équipe de direction en informant les cadres supérieurs de l'identification, de l'atténuation et de la communication des risques identifiés par l'intermédiaire du Comité des risques. Au niveau des projets, la gestion des risques est intégrée dans la mise en œuvre des projets et fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation continus tout au long des projets. Par exemple, la gestion des risques est intégrée et prise en compte dans les études annuelles de projets tels que le PWP, le SWAP, le POLP et le projet ISLANDS du FEM, avec des mises à jour régulières communiquées aux comités de pilotage des projets respectifs.

Lors de la pandémie de COVID-19, les risques liés aux retards de mise en œuvre ont été gérés grâce à l'engagement de responsables et de coordinateurs de projets nationaux.

Les risques financiers ont fait l'objet d'un suivi et d'une gestion constants et continus, se traduisant par des rapports d'audit positifs pour tous les audits et des engagements de vérification/assurance réalisés en 2022 et 2023.

Enseignements tirés

L'apprentissage continu fait partie intégrante de notre approche du travail. La mise en œuvre complète du PIP3 (Plan de mise en œuvre des performances 3, 2022-2023) a permis de tirer des enseignements essentiels.

En ce qui concerne l'engagement partenarial et la coordination régionale, la collaboration avec d'autres organisations est essentielle pour traiter les grandes questions environnementales à l'échelle régionale et mondiale. Par exemple, l'approche One CORP a continué à soutenir l'engagement des îles du Pacifique dans les événements mondiaux et les processus de négociation.

Le PROE s'étant engagé dans la voie du changement numérique, il est nécessaire de développer et d'améliorer en permanence ses systèmes et processus informatiques, ainsi que les compétences du personnel en matière de technologies numériques. Il est aussi nécessaire d'améliorer les compétences du personnel informatique pour qu'il puisse suivre l'évolution rapide des technologies.

La nature du travail du PROE exige que ses opérations et ses structures de gouvernance soient extrêmement adaptables et souples face à l'évolution de l'environnement professionnel. Il s'agit notamment de renforcer les capacités institutionnelles et systémiques afin qu'elles soient conformes aux normes internationales et aux bonnes pratiques.

Le PROE continue de compter sur les efforts collectifs de ses Membres, bailleurs et partenaires pour assurer sa durabilité et sa résilience à l'avenir.



DÉCLARATION ANNUELLE RELATIVE AU CONTRÔLE INTERNE POUR L'EXERCICE 2023

Responsabilités

En tant que Directeur général du Programme régional océanien pour l'environnement (PROE), je suis responsable du maintien d'un système de contrôle interne efficace et performant, comme le prévoit l'article 25 du Règlement financier du PROE. J'ai également la responsabilité de veiller à ce que les fonds soient préservés et correctement comptabilisés, et qu'ils soient utilisés de manière économique, efficiente et efficace.

Objectif du système de contrôle interne

Le contrôle interne a pour objet la détection, la réduction et la gestion du risque financier, afin de favoriser la réalisation des buts et objectifs de l'organisation, ainsi que la bonne mise en œuvre des mesures afférentes. Il s'agit d'une démarche continue visant à identifier les principaux risques, à évaluer la nature et l'ampleur de ces risques et à les gérer efficacement. Elle est conforme au principe d'amélioration continue.

Les principaux éléments de l'environnement de contrôle interne sont les suivants :

Le PROE dispose d'une directive sur le cadre de contrôle interne : elle a été établie d'après le modèle de contrôle interne¹ COSO, qui est la base la plus connue pour comprendre un cadre de contrôle interne (CCI) au sein d'une organisation. Ce modèle définit cinq éléments interdépendants du contrôle interne et 17 principes nécessaires à la mise en place d'un système de contrôle interne intégré et efficace. Pour chacun de ces principes et composantes, la directive précise les contrôles importants en place au PROE.

Garantir la conformité aux politiques et procédures établies : le PROE a entrepris une révision complète de l'ensemble de ses politiques, procédures et manuels existants et élabore de nouvelles politiques, afin d'en assurer la cohérence, la pertinence et l'efficacité pour répondre aux besoins actuels.

Valeurs organisationnelles et Code de conduite : les principes qui doivent être respectés par tout le personnel sont énoncés explicitement dans les Valeurs organisationnelles et le Code de conduite du PROE, qui sont largement diffusés sur le campus du PROE. Ils sont complétés par un Manuel de prévention de la fraude et de protection des lanceurs d'alerte.

Politique et dispositions du Manuel du PROE concernant les marchés publics : le PROE a mis en place une procédure rigoureuse de passation de marchés et d'approbation qui favorisent le respect des normes et des bonnes pratiques afin de garantir que les fonds des Membres sont correctement préservés et utilisés de manière économique, efficace et rationnelle, conformément à l'autorité en régissant l'utilisation.

Gestion financière : la directrice du service Finances et administration est responsable de la comptabilité des finances du PROE et dispose de personnel chargé de la tenue des comptes, de l'établissement des rapports financiers, des achats et de la comptabilité des projets.

La délégation financière garantit que les engagements sont pris par le personnel autorisé, assurant une séparation adéquate des tâches critiques. Le personnel du PROE utilise un logiciel d'entreprise appelé Tech-One, opérationnel depuis 2014, qui produit les données des états financiers, conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS, International Financial Reporting Standards) et aux Normes internationales d'audit (ISA, International Standards on Auditing). Le système reflète les informations budgétaires ; facilite le processus de passation des marchés et les rapprochements bancaires.

Gestion des risques : une version révisée du Manuel du PROE pour la gestion des risques a été approuvée en novembre 2021, conforme aux normes ISO 31000:2018. Elle a reçu l'assentiment du Comité de gestion des risques, et inclut des directives appropriées. En matière de gestion des risques, le PROE adopte une approche intégrale et systématique visant à cerner, atténuer, contrôler et communiquer les principaux risques pour l'organisation.

¹ Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) Contrôle interne – Cadre intégré mai 2013

DÉCLARATION ANNUELLE RELATIVE AU CONTRÔLE INTERNE POUR L'EXERCICE 2023

Examen de l'efficacité du contrôle interne

En tant que Directeur général, j'ai la responsabilité de contrôler l'efficacité du système de contrôle interne. J'ai à ma disposition les éléments suivants, qui m'assistent dans l'accomplissement de ce devoir :

Équipe de direction : l'équipe de direction du Secrétariat se réunit régulièrement pour offrir une assistance et des conseils stratégiques et programmatiques en matière de direction. Elle mène par l'exemple et donne le ton pour la collaboration, l'innovation, l'adaptabilité, l'engagement, la clarté de la communication et les relations avec les différents partenaires.

Comité d'audit : le Comité d'audit est composé de cinq experts et expertes indépendant·es et est complété par les membres de la Troïka (à savoir l'ancien, l'actuel et le futur pays ou territoire assurant la Présidence de la Conférence du PROE). Ce Comité conseille le Directeur général sur : l'efficacité de l'intégrité des opérations et des états financiers du Secrétariat ; le respect du cadre de contrôle interne par les opérations ; la conformité avec les exigences légales et réglementaires ; l'efficacité de la performance des fonctions d'audit externe et interne ; la prise en compte et la gestion (adéquate ou non) des risques à l'échelle de l'organisation et des projets ; l'existence d'un système efficace de prévention de la fraude.

Fonction d'audit interne : l'audit interne apporte une garantie indépendante et objective concernant le bon fonctionnement des pratiques du Secrétariat en matière de gestion des risques, de gouvernance et de contrôle interne. L'auditeur ou l'auditrice interne rend compte au Directeur général sur les questions administratives et est responsable devant le Comité d'audit.

Audit externe : les commissaires aux comptes certifient annuellement la conformité des états financiers par rapport aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et aux Normes internationales d'audit (ISA), ce qui garantit un degré élevé de transparence. En 2023, les commissaires aux comptes indépendants du cabinet KPMG Fidji n'ont détecté aucune lacune de contrôle majeure et ont émis un avis d'audit favorable sans réserve.

Au vu de tout ceci, j'estime que les contrôles internes énumérés ci-dessus et précisés dans le Cadre de contrôle interne du PROE sont suffisants pour que le PROE puisse s'acquitter de ses fonctions essentielles, gérer les risques et fonctionner efficacement. Les améliorations nécessaires et relevées dans ce cadre sont traitées de façon continue, tandis que le PROE continue d'apporter ses services aux Membres dans le cadre de son Plan stratégique 2017-2026.



Sefanaia Nawadra
Directeur général

Apia, Samoa
11 juin 2023

DÉCLARATION DU COMITÉ D'AUDIT SUR LE CONTRÔLE INTERNE POUR L'EXERCICE 2023

Présentation

Le Comité d'audit soumet la présente déclaration de contrôle interne pour l'exercice 2023 conformément à la Politique de gouvernance du PROE et aux résolutions issues des réunions du PROE.

Le Comité d'audit fonctionne conformément à la Politique de gouvernance du PROE, qui est détaillée dans la charte du Comité d'audit. Ensemble, les deux documents donnent des indications claires et adéquates quant au mandat du Comité d'audit.

Composition du Comité d'audit 2023

Pour l'exercice 2023, le Comité d'audit était composé des membres suivants :

Président	M. Tupuola Oloialii Koki Tuala, Partner, Koki Tuala Chartered Accountant (KTCA) (mandat spécial, prolongé par la Troika pour une année supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2024, après deux mandats de quatre ans depuis 2016).
Membre	M ^{me} Rosalini Moli, Directrice générale adjointe, Ministère des finances, Samoa (second mandat, reconduit en mars 2023).
Membre	M ^{me} Katherine Berryman, Directrice adjointe, Section du financement et des partenariats climatiques dans le Pacifique, Division Nouvelle-Zélande et climat, Ministère australien des affaires étrangères et du commerce (nommée en mars 2023).
Membre	M. Reece Fitzgibbon, Deuxième secrétaire, Haut-Commissariat pour la Nouvelle-Zélande (nommée en mars 2023).
Membre	M. Taimalie Kele Lui, Responsable des ressources humaines, Bureau des Tokélaou, Apia (mandat ayant pris fin en juillet 2023).
Membre	M ^{me} Ake Puka-Mauga, Secrétaire du Conseil et Conseillère politique principale, Bureau du Conseil permanent du Gouvernement tokélaouan, Bureau des Tokélaou, Apia (nommée en juillet 2023).

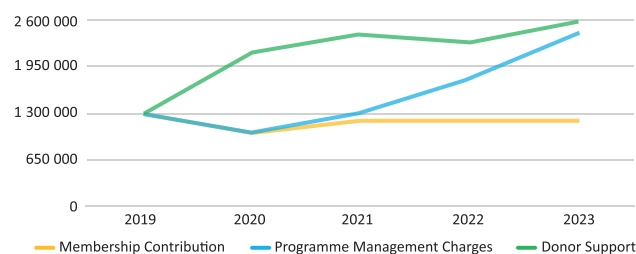
Efficacité du contrôle interne

Le Comité d'audit a examiné l'état financier vérifié de 2023 signé par M. Sefanaia Nawadra, Directeur général du PROE, le 28 mars 2024. Les informations sont conformes aux documents, aux rapports examinés et aux présentations faites au Comité d'audit.

J'ai le plaisir de vous présenter la déclaration du Comité d'audit relative aux principaux points de discussion examinés par le Comité d'audit au cours de la période considérée. Ces points couvrent des aspects cruciaux tels que les résultats financiers, l'aide fournie par les bailleurs, les contributions des Membres, l'état des réserves, la prévention de la fraude, la cybersécurité, la gestion des risques, l'examen des états financiers, et les consultations permanentes avec la direction.

1. Résultats financiers

Le Comité salue les efforts collectifs et concertés déployés par le Secrétariat dans la gestion de ses finances et l'amélioration de ses résultats. Le Secrétariat a enregistré un excédent net d'1 260 299 USD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, contre 26 261 USD pour la même période au 31 décembre 2022. Cette amélioration est à attribuer en premier lieu à l'amélioration de la collecte des recettes, qui se sont accrues de 841 125 USD (soit une hausse de +15 %), passant de 5 750 410 USD en 2022 à 6 591 535 USD en 2023. Nous présentons ci-dessous des informations détaillées sur la principale source de revenus du Secrétariat, en USD, pour les cinq dernières années (2019-2024) :



2. Aide fournie par les partenaires et les bailleurs

Le Comité remercie les partenaires et les bailleurs (en particulier les Ministères australien et néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce) pour la hausse de leur aide apportée en vue de prendre en charge les opérations du Secrétariat et les mesures de soutien aux entreprises. Le total des autres revenus provenant de fonds de bailleurs pour 2023 s'élevait à 2 570 374 USD, contre 2 294 333 USD pour la même période en 2022, ce qui représente 39 % du total des rentrées enregistrées pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

3. Hausse des contributions des Membres

Le Comité se félicite de la résolution adoptée lors de la 31^e Conférence du PROE visant à mettre en application la hausse de 20 % des cotisations des Membres, initialement proposée lors de la 28^e Conférence du PROE, cette innovation prenant effet en 2024. Il s'agit d'une mesure importante pour assurer la viabilité financière du PROE. Le Comité exprime sa gratitude aux Membres qui ont pris les devants en augmentant leurs contributions de 20 % avant 2024, et qui ont fait preuve de ponctualité dans le paiement de leur cotisation. Nous encourageons vivement les autres Membres à honorer leur engagement, qui leur permet de mieux concrétiser leur soutien.

4. Contributions en souffrance

Le Comité a exprimé son inquiétude eu égard aux cotisations en souffrance (trésorerie) pour la période clôturée le 31 décembre 2023, qui s'élevaient à 446 859 USD. Le Comité a pris note de ce que 11 331 USD de retards de cotisations ont été réglés ultérieurement en 2024. Les Membres ont l'obligation légale et la responsabilité morale de veiller à ce que le Secrétariat dispose des ressources nécessaires pour remplir les mandats qui lui ont été confiés par eux. Le succès du PROE dans la réalisation de ses objectifs dépend directement de la participation active et de l'appui de tous ses Membres. Les Membres sont dès lors encouragés à faire preuve de solidarité en réglant leur cotisation en temps voulu.

5. Frais de gestion de projet

Les frais de gestion de projet, qui représentent une source de revenus essentielle pour le Secrétariat, se sont fortement améliorés : une hausse de +34 %, soit un gain de 604 960 USD par rapport à l'exercice précédent : 1 797 631 USD en 2022 contre 2 402 591 USD en 2023. Cette amélioration est attribuée aux facteurs suivants :

- Amélioration de la mise en œuvre des projets et des taux d'obtention des résultats, grâce à la réouverture des frontières et la normalisation des opérations en 2023, pour revenir à une situation similaire à celle qui prévalait avant la pandémie.
- Mise en œuvre de nouveaux projets.
- Coordination efficace et étroite collaboration avec les Partenaires et les Membres.

6. Amélioration de l'état des réserves

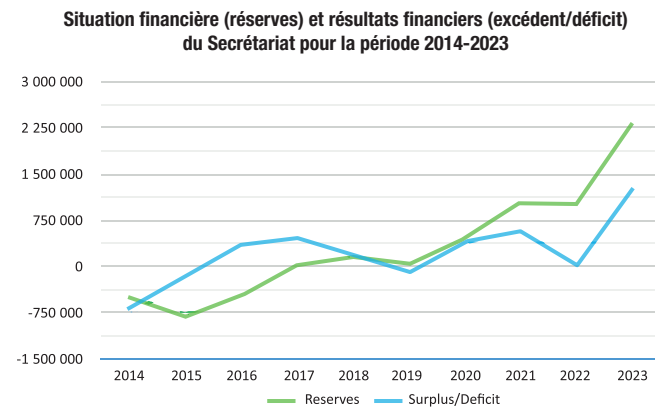
Le Comité note que l'état des réserves s'est considérablement amélioré, passant de 1 043 972 USD au 31 décembre 2022 à 2 304 271 USD au 31 décembre 2023. Le Secrétariat se trouve dans une situation financière solide, avec des réserves saines, qui lui permettraient de maintenir ses opérations pendant 4 à 5 mois en cas d'imprévu. Le Comité demande instamment au Secrétariat de maintenir et d'accroître ce fonds réserve, conscient de ce qu'une réserve solide est cruciale pour :

- la bonne mise en œuvre des opérations en cours et des obligations des Membres ;
- l'entretien des actifs et des infrastructures pour en assurer la longévité ;
- la prise en charge des mesures en faveur du bien-être du personnel ;
- l'adaptation des activités en cas d'imprévu ;
- l'extension future du siège et de la présence régionale, ainsi que de la visibilité du Secrétariat.

7. État des finances et résultats (2014-2023)

Nous présentons ci-dessous la situation financière (réserves) et les résultats financiers (excédent et déficit nets) pour les dix dernières années :

Année	Situation financière réserve USD	Résultats financiers Excédent/(Déficit) net USD
2023	2 304 271	1 260 299
2022	1 043 972	26 261
2021	1 017 711	570 573
2020	447 139	389 376
2019	57 763	(81 977)
2018	139 740	154 273
2017	5 123	445 982
2016	(443 762)	346 898
2015	(778 112)	(261 729)
2014	(492 631)	(769 488)



8. Recommandations

Le Comité encourage le Secrétariat :

- à rester vigilant et à continuer d'améliorer son flux de revenus ;
- à contacter chaque Membre pour s'assurer de sa participation, du paiement de ses contributions en temps voulu et de son appui continu, pour améliorer les avantages offerts aux Membres et pour résoudre de la meilleure manière possible les difficultés qui se posent à eux en matière de gestion de l'environnement ;
- à maintenir les partenariats existants et étudier les possibilités de conclure de nouveaux accords de contribution au financement de base avec ses Membres métropolitains et d'autres bailleurs ;
- à améliorer en permanence le système et les procédures pour l'obtention de résultats et l'efficacité des projets ;
- à conserver des mesures de contrôle budgétaire solides en ce qui concerne les dépenses du fonds de base ;
- à demeurer vigilant en ce qui concerne les risques induits par l'approche de crises telles que : vague d'inflation mondiale, concurrence pour les fonds, entrée en récession de nos principaux partenaires, qui pourraient se répercuter sur les coûts opérationnels du Secrétariat.

9. Sensibilisation aux risques de fraude et prévention

Le Comité apprécie la confiance continue témoignée par les bailleurs à l'égard des mécanismes de gouvernance du Secrétariat et salue l'aide continue qu'ils apportent à la consolidation de ces mécanismes, et atteste de la nécessité de protéger les fonds contre les activités frauduleuses. Au cours de la période couverte par le présent rapport, aucune plainte pour fraude n'a été enregistrée ni reçue par l'intermédiaire de notre canal spécialisé. Le Comité souligne que des séances de sensibilisation à la fraude ont été organisées pour encourager le personnel à prendre les mesures nécessaires de prévention de la fraude et à comprendre les mécanismes de signalement en place, dans le but d'atténuer le risque de fraude. Ces sessions ont également mis l'accent sur les mesures de protection des dénonciateurs.

10. Incident de cybersécurité et réaction

En décembre 2023, le Secrétariat a été la cible d'une cyberattaque touchant l'un des projets parrainés par le Ministère australien des affaires étrangères et du

commerce. Le Comité a pris note de l'aide octroyée par ce Ministère et des mesures prises par les autorités compétentes, qui ont réussi à récupérer l'ensemble des fonds détournés, à l'exception de 49 933 dollars australiens, qui sont probablement irrécupérables. Le Secrétariat participe pleinement à cette enquête en cours, menée par le Ministère et par les autorités compétentes sur cette question.

11. Importance de la cybersécurité

Le Comité est conscient de ce que la cybersécurité est un facteur de risque permanent, et que la riposte à ces menaces est particulièrement difficile étant donné la fluidité de cet environnement. Par conséquent, le Comité encourage le Secrétariat :

- à réviser, tester et maintenir son plan de gestion des risques cybernétiques de manière proactive ;
- à renforcer ses politiques en matière de cybersécurité et son infrastructure informatique ;
- à renforcer la sensibilisation de son personnel et la formation aux risques cybernétiques ;
- à faire de la cybersécurité un secteur prioritaire dans son Cadre de gestion des risques institutionnels.

12. Instaurer une culture de sensibilité aux risques

Le Comité insiste sur l'importance que revêt l'instauration d'une culture efficace et solide de la gestion des risques. Cela inclut :

- l'évaluation et l'examen préventifs du plan de gestion des risques ;
- l'instauration d'une culture de sensibilité aux risques, qui encourage la prudence dans la prise de risques et la responsabilité ;
- l'adoption d'une approche préventive de la gestion des risques ;
- la prise en compte du risque dans les procédures de prise de décisions à tous les niveaux de l'organisation.

13. Examen des états financiers et discussion

Le Comité a examiné les états financiers vérifiés de 2023 et les politiques comptables applicables avec le Directeur général, la Directrice des finances et de l'administration et les Commissaires aux comptes du cabinet KPMG Fidji. Il a également pris connaissance du rapport rédigé par les Commissaires aux comptes sur les états financiers et de leur lettre à l'intention de la direction, et émet des recommandations en vue de l'amélioration des opérations du PROE à l'avenir. Le Comité a relevé qu'il n'y avait pas eu de désaccord entre l'équipe chargée de la mission et la direction, que le Secrétariat n'avait pas imposé de limites à l'étendue de l'audit et que les auditeurs externes n'avaient pas formulé de constatations défavorables. Les concertations annuelles entre le Comité et les auditeurs externes se sont révélées précieuses au cours des sept dernières années, facilitant l'échange de vues, le partage d'informations et la formulation de recommandations positives en vue d'apporter des améliorations, qui ont grandement amélioré la procédure d'audit du PROE.

Concertation permanente avec la direction

Le Comité préconise vivement la poursuite de la pratique consistant à mener des concertations régulières avec la direction tout au long de l'année. Ces concertations ont démontré leur utilité et leur valeur, car elles contribuent à renforcer le dialogue, à favoriser une prise de décisions éclairée et à accélérer la mise en œuvre de solutions pratiques aux difficultés auxquels le Secrétariat est confronté.

Acceptation des états financiers vérifiés

En conséquence, le Comité d'audit conclut que les états financiers vérifiés de 2023 et l'avis d'audit sans réserve des Commissaires aux comptes devraient être acceptés par les Membres du PROE.

Le Comité d'audit demeure attaché au maintien de normes élevées en matière de gouvernance et de responsabilité. Nous apprécions la coopération de toutes les parties prenantes dans le cadre de ces efforts. Enfin, nous félicitons la direction et le personnel du PROE pour leur engagement et leur dévouement, qui ont permis à leur organisation d'obtenir les meilleurs résultats financiers à ce jour.

Nous vous remercions pour l'attention que vous porterez à ces questions.

Tupuola Oloialii Koki Tuala
Président du Comité d'audit
Apia, Samoa
Date: 11 juin 2024

RAPPORT DE GESTION DE LA DIRECTION SUR L'EXERCICE 2023

The Executive Management present the annual report together with the financial statements of Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme ("SPREP" or "the Secretariat") for the year ended 31 December 2023 and independent auditors' report as set out on the following pages thereon in accordance with the Secretariat's Financial Regulations.

Executive Management

The Executive Management in office as at the date of this report are:

Sefanaia Nawadra	Director General
Easter Chu Shing	Deputy Director General
Tagaloa Cooper	Director, Climate Change Resilience
Stuart Chape	Director, Island and Ocean Ecosystems
Anthony Talouli	Director, Waste Management and Pollution Control
Joje Davetanivalu	Director, Environmental Monitoring and Governance
Clark Peteru	Legal Counsel
Simeamativa Vaai	Director, Human Resources
Petra Chan Tung	Director, Finance and Administration

Principal Activity

The principal activity of SPREP is to promote co-operation in the Pacific region and to provide assistance in order to protect and improve its environment and to ensure sustainable development for present and future generations.

Operating Results

We are pleased to present the following operating results of the Secretariat for the financial year as at 31 December 2023:

- During the year the Secretariat expended US\$5.4 million dollars compared to expenditure of US\$5.8 million in 2022.
- The net surplus for the period was US\$1.26 million compared to the net surplus of US\$26,261 in 2022.
- Foreign exchange exposure continues to be controlled and minimized within tolerable limits relative to transactions during the year, noting at year end a foreign exchange loss of \$34,789 compared to a loss of \$29,386 in 2022.
- Management recognizes that while reserves have significantly improved in 2023 based on financial performance results, there is still a need to maintain sustainability of funding in the long run with a view to strengthening the financial structure for SPREP and thus maintaining adequate reserve funds over time to ensure a solid financial position for the Secretariat in the long term.
- The challenge remains for the Secretariat to ensure a collective effort by Members and Executive Management to support the long-term financial sustainability & resourcing for SPREP and thus a strong reserves position.

PO Box 240, Apia, Samoa T +685 21929 F +685 20231 sprep@sprep.org www.sprep.org

Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

RAPPORT DE GESTION DE LA DIRECTION SUR L'EXERCICE 2023

Responsibility for Financial Reporting and State of Affairs

The accompanying financial statements are the responsibility of management. The financial statements have been prepared according to International Financial Reporting Standards and include amounts based on management's best estimates and judgments.

Management has established and had been maintaining accounting and internal control systems which include clearly stated policies and procedures. These systems are designed to provide reasonable assurance that our financial records are reliable and form a proper basis for the timely and accurate preparation of financial statements, and that our assets are properly safeguarded.

SPREP Members oversee management's responsibilities for financial reporting. The financial statements have been reviewed and approved by the SPREP Members on recommendation from management.

Our independent auditors KPMG Fidji, having been appointed by the SPREP Members, have audited our financial statements. The accompanying independent auditors' report outlines the scope of their examination and their opinion.

In our opinion:

- The accompanying statement of comprehensive income is drawn up so as to give a true and fair view of the results of the Secretariat for the year ended 31 December 2023;
- The accompanying statement of financial position is drawn up so as to give a true and fair view of the state of the Secretariat's affairs as at 31 December 2023;
- The accompanying Statement of Changes in Funds and Reserves is drawn up so as to give a true and fair view of the movement of funds and reserves of the Secretariat for the year ended 31 December 2023; and
- The accompanying statement of cash flows is drawn up so as to give a true and fair view of the cash flows for the Secretariat for the year ended 31 December 2023.

We are not aware of any circumstance which would render any particulars included in the financial statements to be misleading or inaccurate.

We authorize the attached financial statements for issue on behalf of the Executive Management of the Secretariat.



Sefanaia Nawadra
Director General
28 March 2024



Easter Chu Shing
Deputy Director General

PO Box 240, Apia, Samoa T +685 21929 F +685 20231 sprep@sprep.org www.sprep.org

Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.



Independent Auditors' Report

To the Members of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme
Report on the Audit of the Financial Statements

Opinion

We have audited the financial statements of Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (the Secretariat or SPREP), which comprise the statement of financial position as at 31 December 2023, the core fund statement of comprehensive income, the statement of changes in funds and reserves and statement of cash flows for the year then ended, and notes, comprising material accounting policies and other explanatory information.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Secretariat as at 31 December 2023, and of its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with IFRS Accounting Standards as issued by the International Accounting Standards Board (IFRS Accounting Standards).

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs). Our responsibilities under those standards are further described in the Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report. We are independent of the Secretariat in accordance with International Ethics Standards Board for Accountants International Code of Ethics for Professional Accountants (including International Independence Standards) (IESBA Code) together with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Samoa and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements and the IESBA Code. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Other Matter

The financial statements of the Secretariat as at and for the year ended 31 December 2022 were audited by another auditor who expressed an unmodified opinion on those statements on 29 March 2023.

Other Information

Management is responsible for the other information. The other information comprises the information included in the Executive Management's Report, but does not include the financial statements and our auditors' report thereon.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation of financial statements that give a true and fair view in accordance with IFRS Accounting Standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

KPMG, a Fiji partnership, is part of the KPMG global organisation of independent member firms affiliated with KPMG International Limited, a private English Organisation limited by guarantee. All rights reserved. The KPMG name and logo are trademarks used under license by the independent member firms of the KPMG global organisation. Liability limited by a scheme approved under Professional Standards Legislation

This Independent Auditors Report is provided in respect of the full set of statutory financial statements of SPREP for the year ended 31 December 2023 including notes comprising material accounting policies and other explanatory information. The statutory financial statements can be found on SPREP website www.sprep.org. These statutory financial statements form the basis of these abridged financial statements included on pages 76 to 79 of this Annual Report.



In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Secretariat's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Secretariat or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Secretariat's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditors' report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Secretariat's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Secretariat's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditors' report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditors' report. However, future events or conditions may cause the Secretariat to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Report on Other Legal and Regulatory Requirements

We have obtained all the information and explanations which, to the best of our knowledge and belief, were necessary for the purposes of our audit.

In our opinion proper books of account have been kept by the Secretariat, sufficient to enable financial statements to be prepared, so far as it appears from our examination of those books.



Suva, Fiji
28 March 2024

This Independent Auditors Report is provided in respect of the full set of statutory financial statements of SPREP for the year ended 31 December 2023 including notes comprising material accounting policies and other explanatory information. The statutory financial statements can be found on SPREP website www.sprep.org. These statutory financial statements form the basis of these abridged financial statements included on pages 76 to 79 of this Annual Report.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2023



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Core Fund Statement of Comprehensive Income
For the year ended 31 December 2023

	Notes	2023 \$	2022 \$
Income			
Member contributions	5	1,190,245	1,190,195
Programme management charges	18 (b)	2,402,591	1,797,631
Other donor fund income	6	2,570,374	2,294,333
Amortisation of deferred income - property and equipment	8	239,474	239,474
Other income	7	188,851	228,777
Total income		6,591,535	5,750,410
Expenses			
Advertisements		11,678	8,058
Consultancies		86,410	867,140
Depreciation	11/13	274,905	309,554
Electricity & Water		55,104	59,682
Freight and Postal Expenses		272	250
Impairment (Reversal) / Expense		(23,397)	56,574
Insurance		345,551	269,131
Printing, Stationery and Office Supplies		131,885	88,226
Professional Services		106,890	169,329
Program Support Costs		119,391	104,091
Repairs & Maintenance		43,794	30,841
Remuneration Costs		3,503,198	3,150,217
Superannuation expense		343,883	312,630
SPREP Meeting		103,099	12,417
Telephone and Internet		47,879	58,341
Travel		79,420	66,731
Workshops & Trainings		70,084	28,626
Other Expenses		139,910	181,269
Total expenses		5,439,956	5,773,107
Surplus/(Deficit) before net finance costs and foreign exchange		1,151,579	(22,697)
Net finance income	10	143,509	78,344
Foreign exchange loss		(34,789)	(29,386)
Net Surplus /(Deficit)		1,260,299	26,261

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2023



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Core Fund Statement of Comprehensive Income
For the year ended 31 December 2023

	Notes	2023 \$	2022 \$
ASSETS			
Non-current assets			
Property and equipment	13	9,640,657	9,888,472
Total non-current assets		9,640,657	9,888,472
Current assets			
Cash and cash equivalents	14	42,419,270	46,373,144
Receivables and prepayments	15	189,067	275,711
Total current assets		42,608,337	46,648,855
TOTAL ASSETS		52,248,994	56,537,327
RESERVES AND LIABILITIES			
Reserves			
Core funds		2,304,271	1,043,972
Total reserves		2,304,271	1,043,972
Non-Current Liabilities			
Employee benefits	16	304,202	360,395
Deferred income - property and equipment	8	9,201,586	9,441,060
Total non-current liabilities		9,505,788	9,801,455
Current Liabilities			
Programme/donor funds	18 (b)	31,948,960	35,755,187
Payables and accruals	17	1,282,196	927,649
Employee entitlements	16	1,056,723	822,486
Deferred income - property and equipment	8	239,474	239,474
Income received in advance	9	5,911,582	7,947,104
Total current liabilities		40,438,935	45,691,900
TOTAL RESERVES AND LIABILITIES		52,248,994	56,537,327

Signed on behalf of the SPREP Members


Sefanaia Nawadra
Director General



Easter Chu Shing
Deputy Director General

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2023



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Core Fund Statement of Comprehensive Income
For the year ended 31 December 2023

	Core Fund \$	Total \$
Balance at 1st January 2022	1,017,711	1,017,711
Net Surplus for the year	26,261	26,261
Balance at 31st December 2022	1,043,972	1,043,972
Balance at 1st January 2023	1,043,972	1,043,972
Net Surplus for the year	1,260,299	1,260,299
Balance at 31 December 2023	2,304,271	2,304,271

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2023



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Core Fund Statement of Comprehensive Income
For the year ended 31 December 2023

		2023 \$	2022 \$
Cash flows from operating activities	Notes		
Member contributions		1,202,564	1,220,190
Interest received		175,171	17,743
Core donor funds received	6	2,570,374	2,294,333
Other receipts		213,396	202,883
Personnel costs - Corporate Services		(3,666,640)	(3,482,755)
Corporate Services costs		(2,886,099)	2,915,133
Programme Income/(Expenditure)		(1,524,157)	11,177,416
Net cash flows from operating activities		(3,915,391)	14,344,943
Cash flows from investing activities			
Purchase of property and equipment		(27,090)	(36,559)
Proceeds from drawdown of term deposit		7,947,104	3,124,683
New term deposit		(4,561,409)	(7,947,104)
Net cashflows for investing activities		3,358,605	(4,858,980)
Cash flows from financing activities			
Lease payments	11	-	(40,565)
Net cashflows for financing activities		-	(40,565)
Net change in cash held		(556,786)	9,445,398
Cash at beginning of the year		38,692,973	29,276,961
Effects of foreign exchange		(34,789)	(29,386)
Cash balance at the end of the year	14	38,101,398	38,692,973

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org

TITRE	ISBN / ISSN	TITRE	ISBN / ISSN
RAPPORTS TECHNIQUES			
Évaluation des taux de prise des espèces cibles et non-cibles par la pêche à la vessie natatoire dans le Kikori et des connaissances écologiques locales des espèces de dauphins menacées localement	ISBN: 978-982-04-1178-4	Analyse et actualisation du Guide vanuatuan de conception de voies rurales (2017) : rapport d'analyse des lacunes, produit 1b : juin 2023	
Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'élaboration d'un plan national de gestion des huiles usagées pour les Îles Salomon, le Samoa, les Tonga et Vanuatu : Rapport analytique sur les Tonga		Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'élaboration d'un plan national de gestion des huiles usagées pour les Îles Salomon, le Samoa, les Tonga et Vanuatu : Étude de faisabilité pour les Tonga	
Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'élaboration d'un plan national de gestion des huiles usagées pour les Îles Salomon, le Samoa, les Tonga et le Vanuatu : Étude de faisabilité pour le Samoa		Analyse comparée de l'efficacité des aires protégées. Outils d'évaluation pour la région du Pacifique insulaire	ISBN: 978-982-04-1181-4 (papier) 978-982-04-1183-8 (numérique)
Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'élaboration d'un plan national de gestion des huiles usagées pour les Îles Salomon, le Samoa, les Tonga et Vanuatu : Étude de faisabilité pour les Îles Salomon		Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'élaboration d'un plan national de gestion des huiles usagées pour les Îles Salomon, le Samoa, les Tonga et Tonga : Étude de faisabilité pour Vanuatu	
Examen de l'état de la diversité des cétacés et des menaces qui pèsent sur eux dans la région du Pacifique insulaire		Cadre régional de suivi et de production de comptes rendus sur la collecte de données sur les déchets	ISBN: 978-982-04-1227-9 (papier) 978-982-04-1228-6 (numérique)
Atelier en ligne sur la gestion des déchets générés par les catastrophes : Rapport d'activité de février		Une analyse de la gestion et de la conservation des tortues marines à Vanuatu	ISBN: 978-982-04-1176-0 (papier) 98-982-04-1029-9 (numérique)
Évaluation de l'exploitation des tortues marines en Papouasie-Nouvelle-Guinée		Évaluation des incidences des mesures d'adaptation aux changements climatiques prises dans le passé : rapport de situation, Îles Cook	
Stratégie 2022-2027 du PROE pour la gestion de l'information et des connaissances	ISBN: 978-982-05-1157-9	Évaluation des incidences des mesures d'adaptation aux changements climatiques prises dans le passé : rapport de situation, Tonga	
Projet de services d'informations météorologiques pour un développement résilient à Vanuatu : Stratégie et plan de mise en œuvre sur les savoirs traditionnels	ISBN: 978-982-04-1135-7 (papier) 978-982-04-1136-4 (numérique)	Évaluation des incidences des mesures d'adaptation aux changements climatiques prises dans le passé : rapport de situation, Palaos	
Projet de services d'informations météorologiques pour un développement résilient à Vanuatu : Plan de gestion sociale et environnementale	ISBN: 978-982-04-1137-1 (papier) 978-982-04-1138-8 (numérique)	Évaluation des incidences des mesures d'adaptation aux changements climatiques prises dans le passé : rapport de situation, États fédérés de Micronésie	
Mieux comprendre les changements climatiques selon la méthode océanienne : Guide visuel – Nioué	ISBN: 978-982-04-1103-6 (papier) 978-982-04-1104-3 (numérique)	Évaluation des incidences des mesures d'adaptation aux changements climatiques prises dans le passé : rapport de situation, base de données	
Mieux comprendre les changements climatiques selon la méthode océanienne : Un guide pour les enseignants du Pacifique – Nioué	ISBN: 978-982-04-1105-0 (papier) 978-982-04-1106-7 (numérique)	Cartes de l'histoire climatique de Vanuatu : pluviométrie et température atmosphérique mensuelles, saisonnières et annuelles	
Comprendre la relation entre la mangrove et l'être humain pour la résilience du Samoa : résultats tirés de l'enquête auprès des ménages de Moata'a		Alliance mondiale contre les changements climatiques Plus (AMCC+) : Projet océanien d'adaptation aux changements climatiques (SUPA) – Guide de méthodologie pour l'impact	ISBN: 978-982-04-1223-1 (papier) 978-982-04-1224-8 (numérique)
Écosystèmes résilients, populations résilientes : Analyse de la situation de la collectivité de Moata'a et de l'environnement de la mangrove – Rapport d'analyse		Plan tongan de gestion des huiles usagées	
Rapport de l'analyse des lacunes du système d'alerte précoce et d'atténuation des inondations à Sarakata		Plan samoan de gestion des huiles usagées	
Rapport de faisabilité – Vanuatu : Étude préliminaire pour la protection contre les risques climatiques et la réhabilitation des décharges de Vanuatu		Plan vanuatuan de gestion des huiles usagées	
Rapport de faisabilité – Îles Salomon : Étude préliminaire pour la protection contre les risques climatiques et la réhabilitation des décharges des Îles Salomon		Plan salomonais de gestion des huiles usagées	
Stratégie de communication du projet Van-KIRAP (aout 2022)		Aperçu 2022 : Mesures en faveur de la sécurité hydrique, de la gestion des ressources marines, de la protection du littoral et de l'agriculture résiliente	ISBN: 978-982-04-1194-4 (papier) 978-982-04-1196-8 (numérique)
Formation du projet SWAP à la gestion des déchets marins – Îles Salomon : rapport d'activité, mars 2023		Système de radar météorologique pour les services d'information météorologique au bénéfice du développement résilient à Vanuatu : analyse cout-bénéfice	
Prévention de la pollution par les plastiques au Timor-Leste : Analyse des lacunes dans la législation, les politiques et les plans actuels	ISBN: 978-982-04-1185-2 (papier) 978-982-04-1187-6 (numérique)	Projections de Van-KIRAP sur la pluviométrie et la vitesse du vent : rapport technique	ISBN: 978-982-04-1229-3 (numérique)
Comité de pilotage du programme PacWastePlus – rapport de réunion, 26-28 avril 2023, Rarotonga (Îles Cook)	ISBN: 978-982-04-1189-0 (papier) 978-982-04-1190-6 (numérique)	Rapport annuel du PROE 2022	ISSN: 1562-675X
Rapport de l'analyse des déchets – Îles Salomon	ISBN: 978-982-04-1205-7 (papier) 978-982-04-1207-1 (numérique)	Formation du SWAP à la gestion des déchets marins – Samoa : Littoral durable : rapport d'activité– juin 2023	
Formation du projet SWAP à la gestion des déchets marins – Fidji, Littoral durable : rapport d'activité, mai 2023		Rapport d'analyse des déchets régionaux : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1230-9 (papier) 978-982-04-1231-6 (numérique)
Rapport final du PIDU : saison de pêche 2022-2023. Novembre 2022 – avril 2023		Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : rapport d'activité	
Plan d'action national et stratégie du Royaume des Tonga pour la lutte contre les espèces envahissantes, 2021-2027	ISBN: 978-982-04-1172-2 (papier) 978-982-04-1173-9 (numérique)	Plan d'action en faveur de l'égalité hommes-femmes, des personnes handicapées et de l'inclusion sociale pour les services d'information météorologique au bénéfice du développement de Vanuatu (VanKIRAP) :	ISBN: 978-982-04-1273-6 (papier) 978-982-04-1274-3 (numérique)
Navires propres, ports propres : un cadre pour protéger les États et territoires insulaires océaniques des espèces envahissantes	ISBN: 978-982-04-1215-6 (papier) 978-982-04-1216-3 (numérique)	Services d'informations météorologiques et agricoles : Plan pour l'analyse des mesures, l'action et la communication	ISBN: 978-982-04-0856-2 (papier) 978-982-04-0855-5 (numérique)
Rapport initial pour l'élaboration d'une politique de gouvernance et de gestion des données pour les Départements vanuatuans de la météorologie et des géorisques		Modèles et mécanismes adaptés de recouvrement des couts pour le Département vanuatuan de météorologie et des géorisques	
Stratégie sur les technologies de l'information et des communications 2023-2028	ISBN: 978-982-04-1170-8 (papier) 978-982-04-1171-5 (numérique)	Rapport national d'audit sur les déchets, Palaos : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1261-3 (papier) 978-982-04-1262-0 (numérique)
Formation du SWAP à la gestion des déchets marins – Vanuatu : Littoral durable : rapport d'activité, mai-juin 2023		Rapport national d'audit sur les déchets, Nioué : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1259-0 (papier) 978-982-04-1260-6 (numérique)
		Rapport national d'audit sur les déchets, Nauru : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1257-6 (papier) 978-982-04-1258-3 (numérique)
		Rapport national d'audit sur les déchets, Kiribati : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1255-2 (papier) 978-982-04-1256-9 (numérique)
		Cadre directeur pour la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique	ISBN: 978-982-04-1213-2 (papier) 978-982-04-1214-9 (numérique)

TITRE	ISBN / ISSN	TITRE	ISBN / ISSN
RAPPORTS TECHNIQUES			
Rapport national d'audit sur les déchets, États fédérés de Micronésie : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1253-8 (papier) 978-982-04-1254-5 (numérique)	Collaboration entre le Ministère samoan des ressources naturelles et de l'environnement et le PROE (via le projet SWAP) pour le nettoyage du village de Moata'a : rapport d'activité (manifestation parallèle à la 31 ^e Conférence du PROE)	
Rapport national d'audit sur les déchets, Fidji : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1240-8 (papier) 978-982-04-1241-5 (numérique)	Palaos :Stratégie nationale de gestion de l'environnement 2022-2030	ISBN: 978-982-04-1158-6 (papier) 978-982-04-1159-3 (numérique)
Rapport national d'audit sur les déchets, Îles Cook : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1242-2 (papier) 978-982-04-1243-9 (numérique)	Manuel de suivi des tortues marines : sélectionner les bons outils pour la recherche et le suivi de base des tortues marines	ISBN: 978-982-04-1293-4 (papier) 978-982-04-1294-1 (numérique)
		Rapport initial et de concertation avec les parties prenantes : révision et actualisation du Guide vanuatuan de conception de voies rurales	
		Rapport national d'audit sur les déchets, Vanuatu : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1236-1 (papier) 978-982-04-1237-8 (numérique)
		Rapport national d'audit sur les déchets, Tuvalu : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1234-7 (papier) 978-982-04-1235-4 (numérique)
		Rapport national d'audit sur les déchets, Tonga : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1233-0 (papier) 978-982-04-1232-3 (numérique)
		Rapport national d'audit sur les déchets, Timor-Leste : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1269-9 (papier) 978-982-04-1270-5 (numérique)
		Rapport national d'audit sur les déchets, Îles Salomon : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1267-5 (papier) 978-982-04-1268-2 (numérique)
		Rapport national d'audit sur les déchets, Samoa : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1238-5 (papier) 978-982-04-1239-2 (numérique)
		Rapport national d'audit sur les déchets, République des Îles Marshall : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1265-1 (papier) 978-982-04-1266-8 (numérique)
		Rapport national d'audit sur les déchets, Papouasie-Nouvelle-Guinée : aout 2023	ISBN: 978-982-04-1263-7 (papier) 978-982-04-1264-4 (numérique)
		Femmes et handicap dans le contexte de la mobilité climatique : études de cas – Fidji, Îles Salomon, Vanuatu	
		Services d'informations touristiques et météorologiques : Plan pour l'analyse des mesures, l'action et la communication	ISBN: 978-982-04-0853-1 (numérique)
		Services d'informations météorologiques et hydrologiques : Plan pour l'analyse des mesures, l'action et la communication	ISBN: 978-982-04-0854-8 (papier) 978-982-04-0851-7 (numérique)
		Services d'informations météorologiques et sur les infrastructures : Plan pour l'analyse des mesures, l'action et la communication	ISBN: 978-982-04-0858-6 (papier) 978-982-04-0857-9 (numérique)
		Services d'informations météorologiques et sur les pêcheries : Plan pour l'analyse des mesures, l'action et la communication	ISBN: 978-982-04-0860-9 (papier) 978-982-04-0859-3 (numérique)
		Clauses commerciales dans les accords multilatéraux sur l'environnement : principaux éléments à prendre en compte dans le contexte d'un traité pour mettre fin à la pollution plastique – Note d'orientation	ISBN: 978-982-04-1287-3 (numérique)
		Note de service : Conseils juridiques concernant le traité sur les plastiques – Principes fondamentaux	ISBN: 978-982-04-1284-2 (numérique)
		Éléments à prendre en compte lors de l'utilisation d'un mécanisme financier existant afin de financer la mise en œuvre des traités – Note de service : Conseils juridiques concernant le traité sur les plastiques	ISBN: 978-982-04-1285-9 (numérique)
		Note de service – Conseils juridiques concernant le traité sur les plastiques – Clauses pour les pays non-Parties	ISBN: 978-982-04-1286-6 (numérique)
		Clauses commerciales pour les pays non-Parties dans les accords multilatéraux sur l'environnement : principaux éléments à prendre en compte dans le contexte d'un traité pour mettre fin à la pollution plastique	ISBN: 978-982-04-1288-0 (numérique)
		Règles de l'OMC et principaux éléments à prendre en compte dans le contexte d'un traité pour mettre fin à la pollution plastique – Note d'orientation	ISBN: 978-982-04-1289-7 (numérique)
		Guide vanuatuan de conception de voies rurales : renforcer la résilience face aux changements climatiques dans tout Vanuatu	

TITRE	ISBN / ISSN	TITRE	ISBN / ISSN
RAPPORTS TECHNIQUES			
Évaluation des incidences tenant compte des risques climatiques pour Vanuatu : Guide pas-à-pas sur l'évaluation des incidences associées aux changements climatiques pour différents secteurs		Examen des politiques : Évaluation des besoins en capacité de l'initiative Kiwa pour mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature aux fins de l'adaptation aux changements climatiques	
		Évaluation des besoins en capacité de l'initiative Kiwa pour mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature aux fins de l'adaptation aux changements climatiques	ISBN: 978-982-04-00-1514-2 (numérique)
		Formation à la gestion des déchets marins – Tonga : Littoral durable : rapport d'activité– aout 2023	
		Réduire la production de plastiques pour atteindre les objectifs climatiques : éléments de réflexion pour les négociations autour du traité sur les plastiques	ISBN: 978-982-04-1291-0 (papier) 978-982-04-1292-7 (numérique)
		Communiqué des Ministres de l'environnement et des représentant-es de haut niveau du PROE – Communiqué du Talanoa 2023, 8 septembre 2023. Taumeasina Island Resort, Apia, Samoa	
		Programme de préparation climatique du Pacifique : se préparer aux phénomènes extrêmes dans un monde aux prises avec les changements climatiques	
		Sauver les espèces d'intérêt particulier des prises accessoires : cinq années de mobilisation dans les ports	
		Partenariat Moana Taka : promotion de l'économie circulaire	
		Économie circulaire	
		Économie circulaire : transformer les déchets en ressources	
		Le rôle joué par l'informatique dans la bonne gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique	
		L'appli Climate Watch Vanuatu	
		Communiqué du Talanoa des représentant-es de haut niveau et des Ministres de l'environnement du PROE, 2023 8 septembre 2023. Taumeasina Island Resort, Apia, Samoa.	
		Quatrième Plan de mise en œuvre des performances (PIP 4), 2024-2025 : budget-plan biennal, 2024-2025	
		Douzième réunion de la Conférence de Waigani, 2023. 1 ^{er} septembre 2023. Taumeasina Island Resort, Apia, Samoa	
		Rapport de la 17 ^e Conférence des Parties à la Convention de Nouméa, 2023. 31 aout 2023. Taumeasina Island Resort, Apia, Samoa	
		Compte rendu du dialogue avec les Partenaires du PROE, 4 septembre 2023 Taumeasina Island Resort Apia, Samoa	
		31 ^e Conférence du PROE :Conclusion de la Présidence, 8 septembre 2023. Taumeasina Island Resort, Apia, Samoa	
		Rapport de la 31 ^e Conférence des représentants et représentantes officiel-les du PROE, 5-7 septembre 2023 Taumeasina Island Resort, Apia, Samoa	
		Rapport post-formation : présentation au RTL GNSS	
		Livret sur les indicateurs nationaux de Vanuatu concernant les savoirs traditionnels	
		Cartes climatologiques de Vanuatu	
		Cartes climatologiques de la province de Malampa	
		Plan d'action national et stratégie des Tuvalu pour la lutte contre les espèces envahissantes, 2022-2027	ISBN: 978-982-04-1219-4 (papier) 978-982-04-1220-0 (numérique)
		Bassin versant du Sarakata-Luganville : Plan de gestion des crues, système d'alerte précoce et procédures de fonctionnement standard	
		Cadre et méthode d'évaluation rapide des risques climatiques à Vanuatu	
		26 ^e Conférence annuelle de la Table ronde des Îles du Pacifique pour la conservation de la nature, 16-17 octobre 2023	
		Projet océanien d'adaptation aux changements climatiques (SUPA) de l'Alliance mondiale contre les changements climatiques (AMCC+) : Tirer des enseignements du passé, renforcer les mesures d'adaptation aux changements climatiques pour l'avenir – Rapport final	ISBN: 978-982-00-1530-2

TITRE	ISBN / ISSN
RAPPORTS TECHNIQUES	
31 ^e Conférence des représentants et représentantes officiel-les du PROE, 5-7 septembre 2023, Apia, Samoa	
TITRE	
VIDÉOS YOUTUBE	
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 :action menée par le gouvernement provincial de Temotu	
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 :action menée par le comité de développement du quartier de Graciosa Bay	
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 :action menée par l'association Faiva Tautai des pêcheurs de Wallis	
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : Savai'i Samoa	
Journée internationale du nettoyage organisée par le Projet de lutte contre les déchets dans l’océan Pacifique (POLP), 2022 : Ministère samoan des ressources naturelles et de l’environnement	
Journée internationale du nettoyage du littoral organisée par le Projet de lutte contre les déchets dans l’océan Pacifique (POLP), 2022: Service de contrôle et de gestion des déchets, Conseil municipal d’Honiara	
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : actions de conservation centrées sur la communauté à Fidji	
Manifestation parallèle sur l’outil de planification de l’adaptation écosystémique du Pacifique lors de la CdP27	
Discussion sur les réalisations et les enseignements tirés en matière de gestion des déchets générés par les catastrophes dans le Pacifique insulaire	
Atelier en ligne sur la gestion de déchets issus de catastrophes naturelles	
Gestion des déchets générés par les catastrophes aux Tonga : extrait	
Vos déchets sont les déchets de tout le monde	
Journée international du nettoyage du littoral 2022 : statistiques sur les déchets collectés	
Documentaire sur la manière dont les Tonga ont traité les déchets générés par l’éruption volcanique et le tsunami de janvier	
Documentaire sur la manière dont les Tonga ont traité les déchets générés par l’éruption volcanique et le tsunami de janvier 2022 (version française)	
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : action menée par le Réseau vanuatuan d’action climatique (VCAN)	
Recyclage des déchets plastiques et des huiles usagées au Samoa : J-PRISM II et SRWMA	
Le paradis des plastiques : anglais, bislama, fidjien, français, pidgin, samoan, tongan	
Introduction au Projet de gestion des déchets pour l’océan Pacifique (POLP)	
Webinaire PNEA : Renforcer l’ évaluation stratégique environnementale dans le Pacifique	
Folau ma le Fa’atuatua : les organes du CORP (CPS, PROE, UPS) voyagent avec le Samoa	
Affaires courantes : les îles Cook éliminent les rats de l’île Palmerston pour en accroître la résilience	
Cérémonie d’ouverture de la réunion du Comité de pilotage du PacWastePlus	
Entretien de CITV avec le gestionnaire du programme PacWastePlus	
Comment employer la méthode d’estimation standard pour calculer le volume des déchets générés par les catastrophes	
Bureau national de gestion des catastrophes : appliquer le guide du praticien concernant cet enjeu	
Le besoin d’un plan national de gestion des déchets générés par les catastrophes	
Administration du partenariat Moana Taka	
Webinaire du programme sur les espèces marines	
Vidéo d’évaluation à mi-parcours du PacWastePlus	
Nouveau site mis à neuf du PROE : lancement officiel lors de la 31 ^e Conférence des représentants et représentantes officiel-les du PROE	
Audit environnemental pour le tourisme dans le Pacifique	
Célébration du trentenaire du PROE	
Visite guidée en vidéo du Portail vanuatuan sur les futurs climatiques du projet Van-KIRAP (4)	
Visite guidée en vidéo du Portail vanuatuan sur les futurs climatiques du projet Van-KIRAP (3)	
Visite guidée en vidéo du Portail vanuatuan sur les futurs climatiques du projet Van-KIRAP (2)	
Portail vanuatuan sur les futurs climatiques : visite guidée en vidéo	
Mana Moana Pasifika Voices 2022 : extrait	
Lancement du manuel de suivi des tortues marines : webinaire	
Base de données sur les échouements en Océanie : webinaire	
Tous unis pour un Pacifique plus propre	
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2023 : Action menée par l’association	
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2023 : Activité organisée par l’Association samoane de recyclage et de gestion des déchets (SRWMA)	

TITRE
VIDÉOS YOUTUBE
Introduction au Programme sur les espèces marines
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2023 : action menée par le Comité de développement du quartier 9 de Graciosa Bay, Îles Salomon
Préparation climatique du Pacifique 2023
Protéger notre paradis
Laisser un héritage au-delà du sport
Talanoa du Réseau du Pacifique pour l'évaluation de l'environnement (PNEA) – webinaire : apprendre et mettre en commun les bonnes pratiques en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement
Pasifika TV passe du temps avec les membres du groupe de discussion sur les peuples autochtones à la COP28
Ils prennent des photos de nous dans l'eau : poème écrit par Audrey Brown-Pereira, mis en scène par Rizvan, Snare, Sven Illy, Judah Kidd, Ilseff et Snowman
Écrire / Writing : poème écrit par Déwé Gorodé, mis en scène par Paul Wamo Taneisi et Lucile Bambridge
Cry Sis : poème écrit par Ruby Macomber, mis en scène par Ruby Macomber et Selina Alefosio
Moemoana Schwenke, Miss Samoa, combattante pour le climat, porte-parole de la lutte contre les changements climatiques à la COP28
Ministre pour les Palaos à la COP28
James Shaw, ancien Ministre néo-zélandais de la lutte contre les changements climatiques, à la COP28
La lutte de Nioué contre les espèces envahissantes à l'affiche de la COP28
À la découverte du pavillon Moana Blue Pacific à la COP28
Pasifika vous souhaite la bienvenue, deuxième jour de la COP28
Les étudiant-es du Pacifique luttent contre les changements climatiques à la COP28
La poétesse du Pacifique, Audrey Brown-Pereira, présente Pasifika Voices et son poème à Pasifika TV
Pasifika TV clôture la troisième journée de la COP28
Collaboration avec les îles du Pacifique pour amplifier la Voix unique du Pacifique à la COP28
Un duo océanien mère et fille à la COP28
Préparation climatique du Pacifique à la COP28
M. Seve Paeniu, Ministre tuvaluan des finances, à la COP28
Ouverture du pavillon Moana Blue Pacific
Pasifika TV : entretien avec le Réseau océanien pour l'action climatique
Le rôle des communautés religieuses dans la lutte contre les changements climatiques
À la découverte des systèmes d'information géographique à la COP28
Pasifika TV présente les engagements pris par Nioué en faveur de la conservation de l'océan à la COP28
Pasifika TV : entretien avec Mme Kathy Kijiner, envoyée spéciale de la République des Îles Marshall en charge de l'action climatique
Pasifika TV : entretien avec M. Alfred Ralifo, du WWF-Pacifique, à la COP28
Quatrième journée à la COP28 avec Pasifika TV
Pasifika TV clôture la quatrième journée à la COP28
Renforcer la résilience avec le Centre océanien sur les changements climatiques
Donner libre cours à la prospérité du Pacifique bleu à la COP28
Pasifika TV ouvre la cinquième journée à la COP28
Le point sur le bilan mondial à la COP28
Un Pacifique sans plastique à la COP28
Liens entre le Pacifique et les changements climatiques à la COP28
L'Alliance des petits États insulaires tient une conférence de presse à la COP28
Pasifika TV : entretien avec Mme Safaira Tagiruni, du Ministère de la Grâce, à la COP28
Les services et l'infrastructure kiribatiennes d'assainissement et d'approvisionnement en eau durable à l'affiche de la COP28
Pasifika TV présente M. John Silk, de la République des Îles Marshall
Initiatives de lutte contre les changements climatiques aux Fidji
6 décembre : Bienvenue à la COP28
Erity Teave Hey Pres Mana Papa Nui Fondation Rapa Nui
Ouverture de la sixième journée de la COP28 avec Pasifika TV
Daniel Lund, conseiller spécial du Département fidjien de lutte contre les changements climatiques, explique le concept de « pertes et préjudices »
Enfants innovants dans la lutte contre les changements climatiques

TITRE	
VIDÉOS YOUTUBE	
À la rencontre de Mme Cressida Kuala, militante des droits humains et de la cause environnementale à la COP28	
Notre prochaine génération à la COP28	
Tracer des voies résilientes face aux aléas climatiques à Vanuatu, à l’affiche de la COP28	
Bienvenue à la huitième journée de la COP28	
À la découverte de l’incubateur d’innovations de Drua aux Fidji	
L’initiative de plantation d’arbres au Samoa présentée à la COP28	
Une transition équitable vers un Pacifique sans carburants fossiles avec Vanuatu	
Pasifika TV conclut la huitième journée à la COP28	
Vidéo de la COP28 réalisée par le Ministère samoan des ressources naturelles et de l’environnement	
Bienvenue au neuvième jour de la COP28 avec Pasifika TV	
Pleins feux sur la COP28	
TITRE	
VIDÉOS YOUTUBE	
Temps forts des Jeux du Pacifique 2023 – 5 : Les Fidji	
Temps forts des Jeux du Pacifique 2023 – 4 : Les installations	
Temps forts des Jeux du Pacifique 2023 – 3 : Le tourisme	
Temps forts des Jeux du Pacifique 2023 – 2 : le Ministère de l’environnement, de la lutte contre les changements climatiques, de la gestion des catastrophes et de la météorologie	
Temps forts des Jeux du Pacifique 2023 – 1 : La Papouasie-Nouvelle-Guinée et la responsable technique	
TITRE	ISSN / ISBN
DÉPLIANTS, BROCHURES, FICHES D'INFORMATION ET AFFICHES	
Une approche coordonnée de la gestion des déchets à Nioué : financement durable et systèmes de consignation et de frais de récupération à l’avance	
Bonnes pratiques en matière d’évaluation de l’impact sur l’environnement : enregistrement et certification de consultants en évaluation de l’impact sur l’environnement	
Présentation du programme Pacific BioScapes	
Tortue marine (affiche)	
Comment nous pouvons aider (affiche)	
Les victoires de la conservation (affiche)	
Notre écosystème du Pacifique (affiche)	
Fiche d’informations sur le Pacifique : options pour l’action	
Fiche d’informations sur le Pacifique : projections	
Fiche d’informations : principales conclusions	
Connexions du Pacifique (affiche)	
Menaces pesant sur notre écosystème marin (affiche)	
Oiseaux de mer (affiche)	
Requins et raies (affiche)	
Baleines et dauphins (affiche)	
Dugong (affiche)	
Incidences des changements climatiques sur la sécurité hydrique à Vanuatu : eau	
Conséquences des chaleurs extrêmes sur la demande en électricité à Efate : infrastructure	
Conséquences des vagues de chaleur marines sur les herbiers marins de Vanuatu : pêche	
Influences actuelles et futures des cyclones tropicaux sur la production agricole à Vanuatu	
Le pavillon Moana Blue Pacific à la COP28 : : Appel à candidatures pour les manifestations parallèles	
Un traité mondial sur les plastiques, guidé par la sagesse des peuples autochtones du Pacifique : fiche d’information	
Interface science-politique : fiche d’information	
Alternatives et substituts aux plastiques 101 : fiche d’information	

TITRE
VIDÉOS YOUTUBE
Le pavillon de la durabilité à la COP28
Les combattant-es océanien-nes pour le climat à la COP28
Les changements climatiques au Samoa
Les peuples autochtones à la COP28
Clôture de la neuvième journée de la COP28
L'initiative Fatei des Îles Salomon présentée à la COP28
Journée internationale du nettoyage du littoral 2023 : action menée par le Projet des jeunes du Pacifique de lutte contre les déchets océaniques
Temps forts des Jeux du Pacifique 2023 : conclusion
Temps forts des Jeux du Pacifique 2023 – 7 : Plantation d'arbres et Fille en or des Îles Salomon
Temps forts des Jeux du Pacifique 2023 – 6 : Le Samoa et le PROE
Entretien avec Paoa FM : Plantation d'arbres

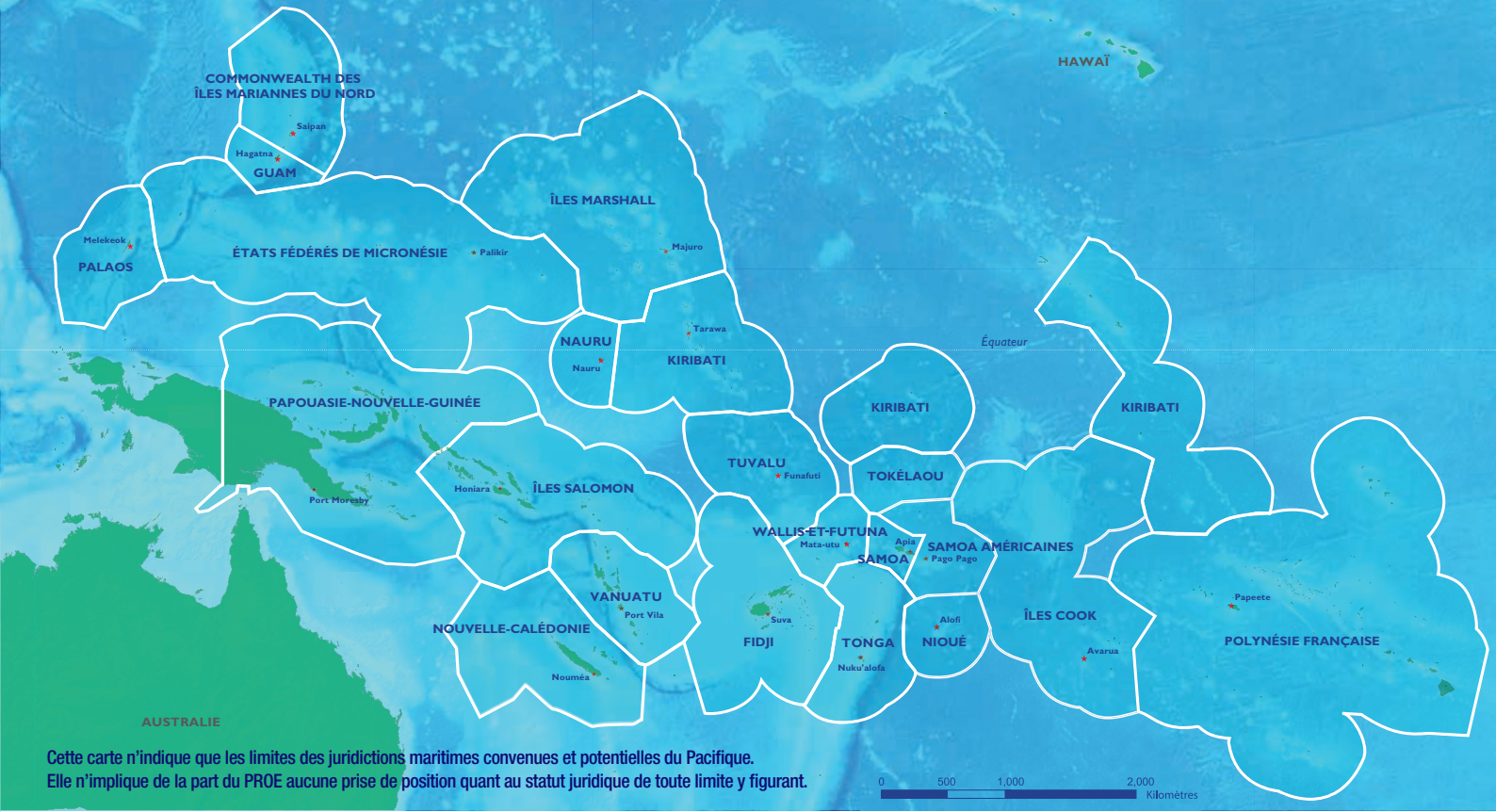
TITRE	ISSN / ISBN
DÉPLIANTS, BROCHURES, FICHES D'INFORMATION ET AFFICHES	
Plastiques 101 : fiche d’information	
Technologies pour l’élimination des plastiques 101 : fiche d’information	
Microplastiques 101 : fiche d’information	
Options de mécanisme financier : fiche d’information	
Équipements de pêche abandonnés, perdus ou autrement rejetés : fiche d’information	
Conception de produits et de systèmes pour une réutilisation sécurisée et durable : fiche d’information	
Bioplastiques 101 : fiche d’information	
Terminologie et définitions météorologiques pour le Conseil municipal de Varsu, île d’Epi	
Le Portail vanuatuan des futurs climatiques	
Bulletin Agromet : guide de l’utilisateur	
Communications sur la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – Comment vous pouvez faire vos propres comptes rendus sur la CdP de façon virtuelle : fiche d’information n° 10, Pacific Media Mana Kit	
Sur le site de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques – À quoi devez-vous vous attendre en arrivant : fiche d’information n° 9, Pacific Media Mana Kit	
Participer à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques – Reportages à partir de la CdP : fiche d’information n° 8, Pacific Media Mana Kit	
Communications sur la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – Se préparer au voyage pour la CdP : fiche d’information n° 7, Pacific Media Mana Kit	
Communications sur la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – Principaux acteurs : fiche d’information n° 6, Pacific Media Mana Kit	
SÉRIE	
Bulletin du PACRES : vol. 6, 7 et 8 2023	
Bulletin météorologique mensuel du COSPPac : janvier-décembre 2023	
Veille pluviométrique régionale pour l’alerte précoce : Veille pluviométrique mensuelle et saisonnière : janvier-décembre 2023	
Bulletin triennal du PRISMSS : avril-décembre	
Bulletin de l’AMCC et du projet SUPA : quatrième trimestre, octobre-décembre 2022	
SPREP-Tok : numéros 89, 90 et 91	
Bulletin du PACRES : vol. 7 et 8	

MEMBRE DU PERSONNE	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
ÉQUIPE DE DIRECTION			
Sefanaia Nawadra	Directeur général	Fidji	3 avr 26
Easter Chu Shing	Directrice générale adjointe	Samoa	9 fév 27
Stuart Chape	Directeur, Écosystèmes insulaires et océaniques	Australie	30 sept 24
Tagaloa Cooper-Halo	Directrice, Résilience face aux changements climatiques	Nioué	30 juin 24
Jope Davetanivalu	Directeur, Surveillance et gouvernance environnementales	Fidji	21 avr 25
Anthony Talouli	Directeur, Gestion des déchets et lutte contre la pollution	Fidji	14 avr 25
Clark Peteru	Conseiller juridique	Samoa	30 sept 24
Petra Chan Tung	Directrice des finances et de l'administration	Samoa	31 déc 24
Simeamativa Vaai	Directrice, Ressources humaines	Samoa	31 déc 24
SOUTIEN EXÉCUTIF			
Audrey Brown-Pereira	Administratrice principale	Îles Cook	31 oct 26
Rosanna Galuvao-Ah Ching	Adjointe exécutive du Directeur général	Samoa	30 mai 25
Apiseta Eti	Adjointe exécutive de la Directrice générale adjointe	Samoa	31 déc 24
DÉPARTEMENT JURIDIQUE			
Everett Sioa	Responsable juridique	Samoa	21 fév 27
COMMUNICATION ET SENSIBILISATION			
Nanette Wootton	Conseillère spécialiste de la communication et de la sensibilisation	Îles Cook	31 déc 25
Sosikeni Lesa	Responsable des médias et des relations publiques	Samoa	2 juil 26
Leanne Moananu	Responsable de la communication	Samoa	31 déc 25
Christine Tuioti	Responsable adjointe de la sensibilisation	Samoa	29 mai 25
AUDIT INTERNE			
Niraj Kumar	Auditeur interne	Fidji	30 juil 25
PROGRAMMES TECHNIQUES			
RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
Foinijancey Fesolai	Assistante du programme Résilience face aux changements climatiques	Samoa	1 oct 26
Filomena Nelson	Conseillère spécialiste de l'adaptation face aux changements climatiques	Samoa	8 oct 26
Timothy Breese	Conseiller spécialiste des changements climatiques	Nouvelle-Zélande	5 sept 25
Ewan Cameron	Coordinateur de projet – Mobilisation internationale contre les changements climatiques (ICCE)	Îles Cook	19 nov 26
Teuila-Jane Fruean	Responsable de projet – Mobilisation internationale contre les changements climatiques	Samoa	31 mai 26
Ofa Kaisamy	Directrice, Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC)	Tonga	30 juin 24
Yvette Kerslake	Conseillère technique, Science pour les services, PCCC	Samoa	30 juin 24
Rachel Nunn-Crichton	Conseillère technique, Gestion et courtage de connaissances et d'informations, PCCC	Fidji	12 sept 24
Naoafioga Feu'u-Foti	Responsable des finances et de l'administration, PCCC	Samoa	30 juin 24
Salesa Nihmei	Conseiller spécialiste de la météorologie et climatologie	Vanuatu	30 avr 25
Sunny Seuseu	Gestionnaire du projet, Vanuatu Klaemet Infomesen blong Redy, Adapt mo Protekt (Projet de services d'information climatique pour un développement résilient à Vanuatu, Van-KIRAP)	Samoa	31 déc 25
Connie Sewere	Assistante technique et financière, Van-KIRAP	Vanuatu	31 déc 24
Siosinamele Lui	Conseillère spécialiste des savoirs traditionnels, Programme océanien d'appui au climat et à l'océan – phase 3 (COSPPac3)	Samoa	30 juin 27
Philip Malsale	Climatologue en chef, COSPPac3	Vanuatu	30 juin 27
Semi Qamese	Gestionnaire du projet intra-ACP « Adaptation aux changements climatiques et développement de la résilience dans le Pacifique » (PACRES) de l'AMCC+	Fidji	31 juil 24
Emma Arasi-Sua	Responsable de la gestion des connaissances et de l'information du projet PACRES	Samoa	31 janv 24
Sione Fulivai	Coordinateur du Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique	Tonga	31 juil 24
Fred Patison	Conseiller spécialiste de la préparation au financement des changements climatiques	Îles Salomon	30 juin 24
Vanda Faasoa-Chan Ting	Conseillère technique, Pôle des contributions déterminées à l'échelle nationale (CDN) pour la région Pacifique	Samoa	31 août 24
Florette Tuauu-Tiperia	Responsable des finances et de l'administration, Pôle des contributions déterminées à l'échelle nationale pour la région Pacifique	Samoa	31 août 24
Monifa Fiu	Conseillère spécialiste de l'analyse d'impact	Fidji	31 déc 23
Gloria Roma	Responsable de l'information et de la recherche, Projet océanien d'adaptation aux changements climatiques (SUPA) de l'AMCC+	Samoa	31 déc 23
Naheed Hussein	Gestionnaire de projet, Projet intra-ACP sur les services météorologiques et les applications associées (ClimSA)	Fidji	1 mai 26
Wati Kanawale	Responsable des finances et de l'administration, ClimSA	Fidji	21 janv 26
Patricia Mallam	Responsable du courtage des connaissances, ClimSA	Fidji	29 janv 26
Terry Atalifo	Coordinateur du Centre régional sur les changements climatiques, ClimSA	Fidji	16 juil 26
Ofeira Faasau	Chargée de projet, PACRES	Samoa	31 janv 24
Jessica Rodham	Stagiaire, pertes et préjudices, Résilience face aux changements climatiques	Australie	30 juin 24
SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES			
Vainuupo Jungblut	Conseiller spécialiste de la surveillance environnementale et de l'établissement de rapports sur l'état de l'environnement	Samoa	13 août 26
Puta Tofinga	Responsable de l'évaluation et de la planification environnementales	Kiribati	13 août 26
Tavita Su'a	Développeur et analyste des systèmes du Portail environnemental du Pacifique	Samoa	30 juin 27
Vani Koroisamanunu	Spécialiste des systèmes d'information géographique environnementaux	Fidji	31 mai 24
Lagi Reupena	Responsable des données environnementales	Samoa	31 déc 24
Ivan Diarra	Assistant technique, Réseau du Pacifique pour l'évaluation de l'environnement	Nigéria	31 mai 24
Anastacia Ainoa-Stowers	Coordinatrice des accords multilatéraux sur l'environnement, programme ACP-AME 3	Samoa	7 mars 25
Flavia Vaai	Chargée d'appui aux accords multilatéraux sur l'environnement, programme ACP-AME 3	Samoa	14 fév 25
ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES			
Makerita Atiga	Assistante du Programme sur les écosystèmes insulaires et océaniques	Samoa	2 août 26
Karen Baird	Conseillère spécialiste des espèces menacées et migratrices	Nouvelle-Zélande	26 avr 25
Amanda Wheatley	Conseillère spécialiste de la biodiversité	Australie	16 déc 24
juiny Ward	Responsable des écosystèmes et de la biodiversité	Samoa	30 juin 25
Kasaqa Tora	Spécialiste de l'analyse spatiale, aires protégées	Fidji	31 août 24
Mathilde Kraft	Coordinatrice de l'élaboration de projets, Initiative KIWA	France	31 mars 25
Kenneth Kassem	Gestionnaire de projet, Initiative de gestion des prises accessoires et des écosystèmes intégrés (BIEM)	États-Unis	30 avr 25
Rohit Prasad	Responsable des finances et de l'administration, BIEM	Fidji	30 avr 25
David Moverley	Conseiller spécialiste des espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	30 nov 24
Isabel Rasch	Gestionnaire de projet, Projet régional sur les espèces envahissantes	Samoa	31 oct 25
Josef Pisi	Coordinateur régional du FEM 6 pour les espèces envahissantes	Samoa	30 avr 24
Dannicah Chan	Associée de projet sur les espèces envahissantes	Samoa	31 oct 25
Kennedy Kaneko	Coordinatrice nationale sur les espèces envahissantes, République des Îles Marshall	RMI	12 janv 24
Dominic Sadler	Gestionnaire de la composante « espèces envahissantes » du programme PROTÉGÉ	Suisse	31 déc 24
James Fakaua	Responsable de l'administration et de l'informatique, Service régional d'appui à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS)	Samoa	30 juin 24
Jordan Schuster	Responsable communication, PRISMSS	Samoa	30 juin 24
Etienne Delattre	Gestionnaire de programme, Programme pour la biodiversité et les paysages marins et terrestres du Pacifique (« Pacific BioScapes »)	Belgique	08 janv 28
Elizur Nashon	Responsable principal des finances et de l'administration, programme Pacific BioScapes	Fidji	4 sept 27
Rahul Tikaram	Spécialiste des écosystèmes côtiers et marins, programme Pacific BioScapes	Fidji	08 janv 28
Carlo Iacovino	Spécialiste de la communication et de la sensibilisation, programme Pacific BioScapes	Australie	15 janv 28
Kristina Fidali	Coordinatrice de pays pour les Îles Salomon, programme Pacific BioScapes	Îles Salomon	10 mai 24
Loraini Sivo	Gestionnaire de projet, Projet sur l'adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques (PEBACC+)	Fidji	30 avr 26

MEMBRE DU PERSONNE	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
Setaita Tavanabola	Responsable des communications, projet PEBACC+	Fidji	31 janv 26
Joanne Aihunu	Coordinatrice de pays pour les Îles Salomon, PEBACC+	Îles Salomon	31 janv 26
William Arudovo	Coordinateur de pays, Vanuatu, projet PEBACC+	Vanuatu	31 janv 26
Nicolas Rocle	Spécialiste de l'environnement marin et de la conservation (en détachement du Ministère de la transition écologique, France)	France	18 avr 25
Elizabeth Ah-Hi	Consultante en mobilisation et sensibilisation, PRISMSS	Samoa	14 avr 24
Jezila Peteru	Consultante, appui à l'entrée des données, PRISMSS	Samoa	30 avr 24
Vaega Toelupe	Coordinateur des événements du PRISMSS	Samoa	31 juil 24
Unity Roebeck	Consultante, base de données et conservation des tortues marines	Samoa	30 août 25
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION			
Davina Bartley-Tiiti	Assistante de programme, Gestion des déchets et lutte contre la pollution	Samoa	25 mars 25
Mohammed Zullah	Conseiller spécialiste de la pollution	Fidji	31 oct 25
Paul Irving	Responsable du Projet de lutte contre la pollution marine, Plan d'urgence régional des îles du Pacifique en cas de déversement marin	Australie	14 mars 25
SÉtats-Unisa Telakau	Conseillère spécialiste de la gestion des déchets solides	Tuvalu	7 nov 24
Julie Pillet	Responsable principale du Projet d'actions en faveur d'une gestion durable des déchets dans le Pacifique (SWAP)	France	31 déc 24
Memoree Imo	Chargée d'appui de projet, SWAP	Samoa	31 déc 24
Lilian Penaia	Responsable de la lutte contre les déchets techniques, Projet d'adoption de solutions pour la valorisation énergétique des déchets dans le Pacifique	Samoa	11 juin 25
Joshua Sam	Conseiller spécialiste de la gestion des déchets dangereux	PNG	15 juil 25
Bradley Nolan	Responsable de programme, PacWaste Plus (PWP)	Australie	30 sept 25
Crystal Schwenke	Responsable des finances et de l'administration, PWP	Samoa	30 juin 25
Sela Simamao	Responsable des finances et de l'administration, PWP	Tonga	30 sept 25
Lance Richman	Responsable du Projet de gestion des déchets techniques – Déchets dangereux, PWP	États-Unis	30 juin 25
Sainimilii Bulai	Responsable du Projet de gestion des déchets techniques – Déchets solides, PacWaste Plus	Fidji	30 juin 25
Hilary Boyes	Responsable du Projet de gestion des déchets techniques – Récupération des ressources, PWP	Nouvelle-Zélande	30 juin 25
Nitish Narayan	Responsable de la communication, PWP	Fidji	30 juin 25
Andrea Volentras	Gestionnaire du Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique (POLP)	Samoa	24 oct 26
Ngaire Ah Ching	Responsable principale du projet POLP	Samoa	4 sept 25
Zhiyad Khan	Responsable de la communication et des relations avec les parties prenantes, POLP	Fidji	11 sept 25
Dwayne Bentley	Coordinateur du projet POLP	Samoa	22 janv 26
Edward Nicholas	Gestionnaire de projet, Projet de mise en œuvre d'un développement durable sans ou sobre en produits chimiques dans les petits États insulaires en développement (ISLANDS) pour les enfants du Pacifique	PNG	15 janv 24
Renee Kamu	Responsable des finances et de l'administration, Projet ISLANDS pour les enfants du Pacifique	Samoa	24 août 27
GOUVERNANCE & OPÉRATIONS			
BUREAU DU PACIFIQUE NORD			
Dale Withington	Gestionnaire, bureau du Pacifique Nord (BPN)	États-Unis	6 août 26
Kilom Ishiguro	Responsable des communications et des liaisons, BPN	RMI	31 déc 25
SERVICES D'INFORMATION			
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION			
Christian Slaven	Directeur de l'informatique	Samoa	30 nov 24
Niten Kumar	Ingénieur chargé des réseaux et des systèmes informatiques	Fidji	2 avr 26
Billy Chan Ting	Spécialiste du développement d'applications web	Samoa	30 avr 26
Ainsof So'o	Développeur et analyste des systèmes	Samoa	31 oct 25
Charlie Reed	Responsable de l'assistance informatique	Samoa	3 fév 25
Setefano Finau	Responsable de l'assistance informatique	Samoa	16 avr 26
GESTION DES CONNAISSANCES			
Miraneta Williams-Hazelman	Gestionnaire des connaissances	Samoa	30 nov 24
Lupe Silulu	Responsable des dossiers et des archives	Samoa	31 déc 24
Ane Ah Poe	Responsable de la gestion des connaissances	Samoa	31 déc 26
Aleulia Seiluli	Assistante en charge des dossiers et archives	Samoa	8 mars 26
DÉPARTEMENT DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE, DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET DES PARTENARIATS			
PARTENARIATS STRATÉGIQUES, RELATIONS AVEC LES BAILLEURS ET MOBILISATION DES RESSOURCES			
Rupeni Mario	Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets	Fidji	30 juin 24
Faia'e Faamanu-Falanaipupu	Responsable de l'appui aux projets	Samoa	30 juin 24
Vitolina Samu	Responsable de la mise en œuvre des projets	Samoa	1 juin 25
Salome Tukuafu	Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets	Tonga	26 juin 25
Christina Tava	Responsable de la planification stratégique des projets	Samoa	30 juin 24
PLANIFICATION STRATÉGIQUE, SUIVI ET RAPPORTS D'ACTIVITÉ			
Rebecca Polestico	Conseillère spécialiste de la surveillance et de l'évaluation	Philippines	31 déc 24
Melanie Bradley	Conseillère spécialiste de la planification stratégique	Australie	8 oct 26
DÉPARTEMENT FINANCES ET ADMINISTRATION			
Laaloa Onesemo	Assistante financière et administrative	Samoa	3 déc 26
Veronica Levi	Experte-comptable	Samoa	10 avr 25
Maraea Slade-Pogi	Responsable des achats	Samoa	5 janv 26
Siniva Tuauu-Enosa	Comptable de projet	Samoa	26 juin 25
Alvin Sen	Comptable de projet	Fidji	16 juin 25
Gloria Esera	Comptable	Samoa	3 sept 26
Pata Mase	Responsable des finances – Projets	Samoa	15 sept 25
Mercy Tausili	Responsable des finances – Projets	Samoa	19 sept 24
Tifaimoana Tofilau	Responsable des finances – Projets	Samoa	2 avr 24
John Fetisone	Responsable des finances	Samoa	19 sept 24
Valelia Iusitino	Responsable des finances	Samoa	5 juin 25
Premna Pedebone	Responsable des finances	Samoa	26 mars 26
Viona Numia	Responsable des finances	Samoa	12 mars 26
Lawrence Warner	Responsable des services immobiliers	Samoa	4 déc 24
Faamanatu Sitti	Chauffeur, coursier	Samoa	5 déc 26
Cynthia Ah Loo	Agente de nettoyage, préposée aux thés et cafés	Samoa	31 déc 26
Ivoga Sefa	Agente de nettoyage, préposée aux thés et cafés	Samoa	5 janv 26
Pouvigina Tuaia	Agente de nettoyage, préposée aux thés et cafés	Samoa	31 mai 24
Tagiilima Enele	Jardinier	Samoa	12 mai 26
Isaia Talaitau	Jardinier	Samoa	11 sept 25
DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES			
Monica Tupai	Assistante des ressources humaines	Samoa	21 mai 25
Luana Jamieson	Conseillère aux ressources humaines	Samoa	5 janv 26
Marion Tuipulotu-Chan Chui	Responsable des ressources humaines	Tonga	31 mai 26
Roger Warren	Responsable des ressources humaines	Samoa	7 juin 26
Olivia Hogarth	Responsable des ressources humaines	Samoa	20 nov 25
Ada-Fanua Ott	Responsable des ressources humaines	Samoa	4 déc 25

Acronyms and Abbreviations

ACM	Matériaux contenant de l'amiante	MNRE	Ministère des ressources naturelles et de l'environnement de Samoa
ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	NAP	Plan national d'adaptation
ACP MEAs 3	Projet financé par l'Union européenne sur le renforcement des capacités liées aux accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique - Phase III	NCOF	Forum national sur les perspectives climatiques
AFD	L'Agence Française de Développement	NDF	Avis de commerce non préjudiciable
AOSIS	Alliance des petits États insulaires	NDMO	Bureau national de gestion des catastrophes
APCP	Partenariat Australie-Pacifique sur le climat	NEMS	Stratégie nationale pour l'environnement
BBNJ	Biodiversité des zones ne relevant pas de la juridiction nationale ou accord BBNJ	NISSAP	Stratégie et plan d'action nationaux sur les espèces envahissantes
BIEM	Initiative sur les prises accidentelles et la gestion intégrée des écosystèmes	NMHS	Services météorologiques et hydrologiques nationaux
BIOPAMA	Programme de gestion de la biodiversité et des zones protégées	OACPS	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACP)
COP	Conférence des Parties	PacPLAN	Plan d'urgence 2019 pour la lutte contre les déversements en mer dans la région des îles du Pacifique
COVID-19	COVID-19	PacWastePlus	Programme de gestion des déchets de l'Union européenne et du Pacifique
CROP	Conseil des organisations régionales du Pacifique	PCCC	Centre océanien sur les changements climatiques
CSIRO	Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth	PEBACC+	Projet pour l'adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques
EbA	Adaptation écosystémique	PEUMP	Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin
EDF11	11 ^e Fonds européen de développement	PICOF13	Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique –13.
EIA	Évaluation de l'impact sur l'environnement	PIFLM52	Cinquante-deuxième réunion des dirigeants du Forum des îles du Pacifique
IANZ	Institut de l'environnement d'Australie et de Nouvelle-Zélande	PIP3	Plan de mise en œuvre du Pacifique 3
EREPA	Garantir des écosystèmes résilients et des zones protégées représentatives dans les Îles Salomon	PLP-ESS	Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour la durabilité environnementale et sociale
ESRM	Gestion des risques environnementaux et sociaux (ESRM)	PMC-6	Sixième conseil météorologique du Pacifique
EU	Union européenne	PMMM-3	Troisième réunion ministérielle du Pacifique sur la météorologie
GBF	Cadre mondial pour la biodiversité	POLP	Projet sur les déchets dans l'océan Pacifique
GEF	Fonds pour l'environnement mondial	PRISMSS	Service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique
GEF 6 RIP	FEM 6 Projet régional sur les espèces envahissantes	PSIDS	Petits États insulaires en développement du Pacifique
GEF ISLANDS	Programme financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de Mise en œuvre d'un développement durable sans ou sobre en produits chimiques dans les petits États insulaires en développement (ISLANDS)	PWD	Département des travaux publics du Vanuatu
GEO	Groupe sur l'observation de la Terre	RF 2017-2026	Cadre régional 2017-2026
GIS	Systèmes d'information géospatiale	SEA	Évaluation environnementale stratégique
HAC	Coalition de la Haute Ambition	SPC	La Communauté du Pacifique
IAIA	Association internationale pour l'évaluation d'impact	SWAP	S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique
IMO	Organisation maritime internationale	UNDRR	Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes
INC	Comité international des négociations	UNEA	Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
Intra-ACP Climsa	Projet de services climatiques et d'applications associées du Groupe d'États intra-ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique)	UNEP	Projet du programme des Nations unies pour l'environnement sur l'amélioration des services d'information et de connaissance sur le climat pour la résilience dans cinq pays insulaires de l'océan Pacifique
JICA	Agence japonaise de coopération internationale	CIS-Pac5	Vanuatu Klaemet Infomesen blong Redy, Adapt mo Protekt
MEA	Accords multilatéraux sur l'environnement	WMO	Organisation météorologique mondiale
MECDM	Ministère de l'environnement, du changement climatique, de la gestion des catastrophes et de la météorologie des Îles Salomon	WRP	Programme de préparation climatique du Pacifique
MFAT	Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce		
MHEWS	Systèmes d'alerte rapide multirisques		



Notre Région

Le Pacifique est le plus grand océan du monde, et couvre près d'un tiers de la surface de la Terre. On y trouve environ 30 000 îles de forme et de taille variées. Les Membres insulaires du PROE sont :

- Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
 - États fédérés de Micronésie
 - Fidji
 - Guam
 - Îles Cook
 - Îles Salomon
 - Kiribati
- Nauru
 - Nioué
 - Nouvelle-Calédonie
 - Palaos
 - Papouasie-Nouvelle-Guinée
 - Polynésie française
 - République des Îles Marshall
- Samoa
 - Samoa américaines
 - Tokélaou
 - Tonga
 - Tuvalu
 - Vanuatu
 - Wallis-et-Futuna
- Le PROE compte également cinq Membres métropolitains :

 - Australie
 - États-Unis d'Amérique
 - France
 - Nouvelle-Zélande
 - Royaume-Uni



Île Vatu-i-Ra, Fidji © Stuart Chape





PROE

Programme régional océanien
de l'environnement

